

PLAINTÉ DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le tribunal administratif d'Alger prononce la dissolution de l'Association RAJ

Lire l'article de R. N. page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

JUSTICE

Six ans de prison pour Tayeb Louh, deux ans pour Saïd Bouteflika

P. 3

La France, pays ami ou ennemi ?

MOHAMED CHOUÏB



COMMENT SURMONTER
LA CRISE DE CONFIANCE

Des citoyens envers les gouvernants ?

MOHAND TAHAR BELAROUSSI



Le rendez-vous du sacre

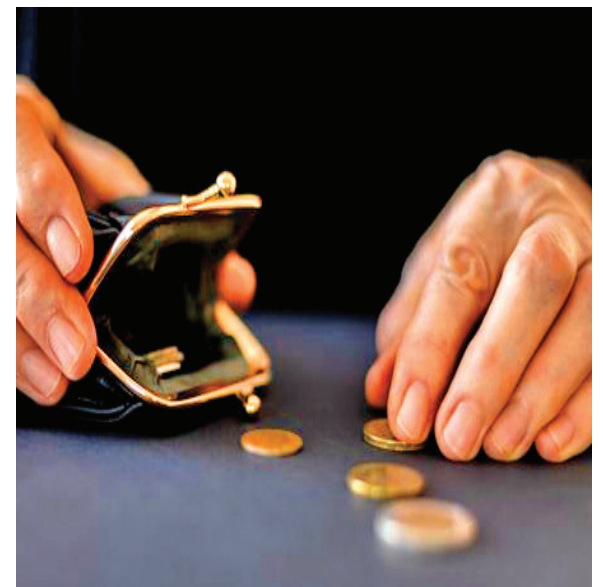
MOURAD
BETROUNI

Livres : confessions... de femmes

BELKACEM
AHCENE DJABALLAH

L'artisan de la débâcle française à Diên Biên Phu le général Giap ne nous a-t-il pas dit que l'impérialisme est un mauvais élève !

MAHMOUD CHABANE



L'inflation n'est ni une fatalité ni un accident !

MOURAD BENACHENHOU



Sur la piste

AKRAM BELKAÏD

La martingale !

CHERIF ALI



P. 5 à 16

Le professeur Rachid Belhadj Vaccination anti-Covid : «On est encore loin du compte»



El-Houari Dilmi

En matière de vaccination, on est encore loin du compte, alertent les spécialistes de santé publique. Ils se comptent par millions, les enseignants, les étudiants, les fonctionnaires ou autres travailleurs qui ne sont pas encore vaccinés. Une situation qui inquiète les autorités sanitaires mais surtout les professionnels de la santé. «Nous lançons, encore une fois, un nouvel appel, particulièrement en direction de la population active, dans les secteurs tels que l'enseignement, y compris les étudiants, ou les secteurs économiques public et privé, à se faire vacciner», a-t-il expliqué. «Le constat est là, lorsqu'il y a plus de cas, plus de décès et plus d'angoisse, les gens vont aller se faire vacciner; maintenant, nous sommes dans une situation d'accalmie, avec moins de décès, moins de cas et moins de personnes hospitalisées, mais on est à une vitesse très faible de vaccination», a-t-il martelé. «L'objectif de vacciner 30 à 35 millions d'Algériens, d'ici le mois de décembre, semble difficile d'atteindre», a déploré le Pr Rachid Belhadj. «A ce rythme-là, nous ne pourrions jamais l'atteindre», a-t-il prévenu, «même s'il ne faut pas baisser les

bras et continuer à sensibiliser la population», a-t-il ajouté.

MOINS DE 4% DES ÉTUDIANTS VACCINÉS

Pour le président du Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires, «le danger se situe dans les secteurs où il y a des masses de personnels», citant l'exemple de l'enseignement supérieur. «Nous avons deux millions d'étudiants, moins de 4% d'entre eux sont vaccinés», a-t-il révélé. «Ceci inquiète les professionnels de santé, car les étudiants en médecine sont en contact avec les patients dans les hôpitaux», a encore martelé le Pr Rachid Belhadj, n'excluant pas l'idée «d'obligation de vaccination pour les personnels de santé ou d'instauration du pass sanitaire pour certains secteurs sensibles, afin de protéger la population», a-t-il indiqué. «Ceci est en vigueur même dans les pays les plus démocratiques», a-t-il argumenté. «Nous ne sommes pas à l'abri d'une quatrième vague, il faut s'y préparer», a encore mis en garde le professeur de médecine, surtout contre le relâchement dans le respect du protocole sanitaire obligatoire, à savoir la distanciation physique et le port obligatoire du masque de protection. «Les gens ne respectent plus les gestes barrières», a-t-il alerté, regrettant également «certains comportements constatés, y compris dans les rangs du personnel de santé : «Ce n'est pas éti- que ni déontologique, que des gens qui ont refusé le vaccin, demandent maintenant à se faire administrer un vaccin précis pour pouvoir faire leurs démarches d'obtention de visa», s'est-il indigné.

Coronavirus

110 nouveaux cas et 3 décès

Cent-dix (110) nouveaux cas confir- més de coronavirus (covid-19), 75 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mercredi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 204900, celui des décès à 5862 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 140467.

Par ailleurs, 11 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la

même source. En outre, 26 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 2 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Industrie

Les entreprises japonaises appelées à intensifier leur présence en Algérie

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a appelé, mercredi lors d'une audience qu'il a accordée à l'ambassadeur du Japon à Alger, Akira Kono, les entreprises japonaises à intensifier leur présence en Algérie, particulièrement dans le cadre des réformes en cours, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, les deux parties ont passé en revue les relations économiques établies entre l'Algérie et le Japon, notamment en ce qui concerne le secteur industriel et exprimé la volonté des deux pays de ren-

forcer davantage le partenariat bilatéral fructueux, dans le cadre des relations d'amitié qui lient les deux pays", a précisé le communiqué.

A cet effet, M. Zaghdar a appelé les entreprises nipponnes à "intensifier leur présence en Algérie, notamment dans le cadre des réformes substantielles et structurelles qui seront introduites dans le système juridique d'investissement, des réformes devant assoir davantage de stabilité, d'attractivité et de privilèges et permettre à ces entreprises d'accéder facilement au marché africain dans le cadre de la Zone de libre-

échange continentale africaine (ZLECAf)".

A cette occasion, le ministre a souligné que les portes de coopération et de partenariat sont ouvertes aux investisseurs japonais dans tous les domaines industriels, particulièrement les industries électroniques et mécaniques où le Japon détient une vaste expérience, de par la maîtrise de la technologie, a indiqué le communiqué.

De son côté, l'ambassadeur japonais a fait part du "grand intérêt qu'accorde les entreprises japonaises à l'investissement, notamment dans le cadre de la ZLECAf.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Anticiper des solutions

Une certaine pression sur l'insuline rapide ressentie au niveau des officines pharmaceutiques a enflé les palabres et provoqué des inquiétudes chez les malades du diabète. Et, l'intervention assez rapide du ministère de l'Industrie pharmaceutique dans le débat, à travers un communiqué rendu public mardi, si elle est rassurante par la force de l'argument des chiffres, ne donne pas des réponses claires à propos de cette perturbation de l'approvisionnement du marché. On peut juste déduire, à partir des termes du communiqué, qui appellent «au sens de la responsabilité éthique de l'ensemble des intervenants dans le circuit des médicaments, en particulier des insulines», que ce médicament fait l'objet de spéculation, explicitement condamnée par le communiqué en question, tout autant que «la désinformation et la manipulation du marché pharmaceutique». Même si on n'en parle plus beaucoup, ou plus du tout, après les vagues que cela a suscitées, il y a quelques mois dans les milieux professionnels, la perturbation touche encore plusieurs médicaments. Pas toujours à cause d'une indisponibilité justifiée. Comme c'est le cas de l'insuline 'NovoRapid', indiqué dans le traitement du diabète de l'adulte, de l'adolescent et de l'enfant à partir d'un an, et dont la quantité annuelle importée de 1.286.317 unités, en sus d'une quantité supplémentaire de 300.000 boîtes mise sur le marché, au mois de septembre dernier, ainsi qu'une autre quantité de 200.000 boîtes qui sera réceptionnée dans les prochaines semaines, permettront, selon le communiqué, de

continuer à «répondre largement aux besoins du marché national

en insulines rapides».

Elle est due à quoi cette pression, alors, si ce n'est l'œuvre de parties malsaines qui font fi de la responsabilité éthique ? Peut-être que ces parties anticipent sur une pénurie, bien réelle celle-là, qui arrive inévitablement, en France en premier lieu, et qui va toucher l'insuline 'NovoRapid', en dissimulant tous les lots qui existent dans les stocks. En effet, l'entreprise pharmaceutique Novo Nordisk a annoncé, dans un communiqué daté du 5 octobre, une rupture de stock de l'insuline 'NovoRapid PumpCart', solution injectable en cartouche (insuline aspartate), à compter du 7 octobre 2021. Selon le même communiqué, cette rupture qui affecte la livraison de ce produit en France, à compter du 7 octobre 2021, n'est pas la conséquence d'un problème de sécurité ou de qualité du produit, mais plutôt de difficultés de production. La date de remise à disposition est prévue pour mi-novembre 2021, indique la même source. Cette rupture de stock de l'insuline rapide en France aura-t-elle des répercussions également sur l'Algérie ? En tout cas, l'entreprise Novo Nordisk aurait pu recourir à l'approvisionnement du marché avec le même produit fabriqué dans d'autres pays, mais elle ne l'a pas fait, présentant dans ce sens trois options de remplacement pour les patients. Est-ce à dire que la rupture de stock du 'NovoRapid' va se ressentir un peu partout dans le monde ? Pas dans l'immédiat, certes, mais il y a quand même matière à se préoccuper, et anticiper des solutions pour pallier au problème, au cas où.

Energies renouvelables

Conversion de 150.000 véhicules au GPLc

Le ministère de la Transition Énergétique et des Energies Renouvelables (MTEER), en collaboration avec l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), ont annoncé le lancement officiel, lundi prochain, du projet de conversion de 150.000 véhicules au GPLc, au profit de la corporation des chauffeurs de taxi et des particuliers. "Dans le cadre du programme national d'efficaci-

té énergétique, le MTEER en collaboration avec l'APRUE organise, le 18 octobre au siège du ministère de l'Energie, une journée de lancement officiel du projet de conversion de 150.000 véhicules au GPLc au profit de la corporation des chauffeurs de taxi et des particuliers", a précisé un communiqué de l'APRUE. Cette journée verra la présence du ministre de la Transition Énergétique et des Energies Renouvelable

avec la participation des différents départements ministériels (de l'Energie, des Transport, et le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises), de l'entreprise de distribution des produits pétroliers (NAFTAL) ainsi que la fédération des installateurs du GPLc, les associations et fédérations de taxis, les associations de protection du consommateur et les installateurs de "Kits GPLc", selon la même source.

Le Quotidien

D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Plainte du ministère de l'Intérieur Le tribunal administratif d'Alger prononce la dissolution de l'Association RAJ

R. N.

Le tribunal administratif d'Alger a prononcé, hier, la dissolution de l'Association RAJ, suite à une plainte du ministère de l'Intérieur. Selon cette plainte, les activités de RAJ seraient en contradiction avec la loi n°12-06 relative aux associations, et avec les statuts de l'association.

Pour rappel, le 26 mai 2021, le ministère de l'Intérieur a notifié à RAJ l'introduction auprès de la justice d'une demande de dissolution la concernant. La démarche du ministère de l'Intérieur est venue après l'arrestation de plusieurs membres et responsables de l'association durant les marches du Hirak, dont certains ont été incarcérés et mis sous contrôle judiciaire. Réagissant à cette décision du tribunal administratif d'Alger, le bureau national de RAJ a rendu public, hier, un communiqué, sur sa page Facebook. « Le verdict du procès op-

posant le ministère de l'Intérieur à l'association RAJ vient de tomber, le juge près le tribunal administratif d'Alger vient de prononcer la dissolution de l'association RAJ malgré le travail des avocats qui ont montré dans les requêtes et dans les plaidoiries que le dossier est vide dans le fond et dans la forme, comme ils ont pu aussi déconstruire une requête basée sur des suppositions sans aucune preuve tel que constaté par les juges du tribunal », lit-on dans le communiqué. « Ce verdict ne va pas nous affaiblir, n'effacera pas les 28 ans d'existence, de résistance et de lutte pour la citoyenneté, la liberté et la démocratie », ajoute la même source. RAJ affirme que ses avocats « vont faire appel devant le Conseil d'Etat contre le jugement de dissolution rendu par le tribunal et parallèlement demander en action séparée au Conseil d'Etat de surseoir l'exécution du jugement ».

Air Algérie 14 vols additionnels à l'international par semaine



La compagnie nationale de transport aérien Air Algérie a annoncé mercredi un programme de vols additionnel de 14 vols par semaine vers plusieurs destinations à l'international, à partir de dimanche prochain.

Ce programme prévoit deux vols hebdomadaires Alger-Dubaï (dimanche et jeudi), deux vols hebdomadaires Dubaï-Alger (lundi et vendredi), deux vols Alger-Londres-Alger (dimanche et mardi), deux vols pour Alger-Francfort-Alger (dimanche et vendredi), deux vols Alger-Rome-Alger (mardi et jeudi), deux vols Alger-Istanbul-Alger (lundi et mercredi), et enfin deux vols

Alger-Barcelone-Alger (mardi et samedi), précise Air Algérie dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Air Algérie a souligné que ces vols doivent se faire dans le strict respect des exigences sanitaires, tout en relevant que "les conditions d'entrée aux pays desservis ainsi que le programme de vols restent soumis aux décisions des autorités compétentes de chaque pays". Le programme additionnel intervient suite aux dernières décisions des autorités algériennes relatives au renforcement du programme de vols actuels dans le cadre de l'ouverture partielle de l'espace aérien sur l'international.

Justice Six ans de prison pour Tayeb Louh, deux ans pour Saïd Bouteflika

Le tribunal criminel de Dar El Beida (Cour d'Alger) a condamné mardi l'ex-ministre de la Justice, Tayeb Louh, poursuivi pour entrave au bon déroulement de la justice, faux en écriture officielle et incitation à la partialité, à une peine de 6 ans de prison ferme.

Le même accusé a été condamné à une amende de 200.000 DA. L'ancien inspecteur général du même ministère, Tayeb Belhachemi, a été condamné à 2 ans de prison ferme et une amende de 200.000 DA.

Saïd Bouteflika, frère et conseiller de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, a été également condamné à 2 ans de prison ferme et une amende de 100.000 DA. L'homme d'affaire

Ali Haddad a écopé de la même peine. Le tribunal a acquitté les autres accusés, à savoir l'ancien Secrétaire général du ministère de la Justice, Laâdjine Zouaoui, les juges, Mokhtar Belahrach, Samoun Sid Ahmed, Khaled Bey, ainsi que l'avocat Derfouf Mustapha. L'ex candidate aux législatives de mai 2017 pour la circonscription de Ghardaia, Meriem Benkhalifa, a également été acquittée.

Ces derniers étaient poursuivis pour leurs interventions, sur instructions de l'ancien ministre de la Justice Tayeb Louh, dans la falsification de documents officiels et de jugements.

Parmi les affaires présentées, l'affaire d'annulation du mandat d'arrêt international émis contre

l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, ainsi que l'affaire d'intervention, sur ordre du ministre de la Justice Tayeb Louh, en vue de falsifier un procès-verbal avec effet rétroactif dans le but d'admettre une candidate lors des législatives de 2017.

Le parquet avait requis lundi une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre de Tayeb Louh, 7 ans à l'endroit de Saïd Bouteflika, du SG et de l'IG du ministère, respectivement MMS. Laâdjine Zouaoui et Tayeb Belhachemi. La même peine de prison ferme (7 ans) a été requise à l'encontre de l'homme d'affaires Ali Haddad. Le parquet a requis, par ailleurs, une peine de 3 ans de prison à l'encontre des autres accusés.

Raina
Raïkoum
Amine Bouali

Ces vingt dernières années, les raccourcis pour «stigmatiser» le Dieu de l'islam ont fait florès dans le monde occidental, y compris chez certains intellectuels originaires de la sphère musulmane

(en réaction principalement au terrorisme criminel se revendiquant, à tort, de l'islam). Par exemple, en 2015, l'écrivain français Michel Houellebecq publiait son roman «Soumission», tout en se défendant d'avoir écrit un livre islamophobe (mais, a-t-il ajouté, «on a le droit d'écrire un livre islamophobe»). En 2017, l'écrivain algérien Salim Bachi éditait à Paris «Dieu, Allah, moi et les autres», un ouvrage où l'auteur revendiquait son incroyance (c'est son affaire !). Si cet essai ne constituait pas un pamphlet antireligieux ni une apologie de l'athéisme, l'écrivain y faisait néanmoins une curieuse distinction entre Dieu et Allah «dont le nom ne veut plus rien dire puisqu'il sert à justifier l'horreur et la barbarie». Mais en Occident, aujourd'hui (et dans ses «appendices» géographiques et intellectuels éparpillés à travers le monde), ce n'est pas seulement Allah mais Dieu en général qui est voué aux gémonies et, en tant que «héros positif», qui n'intéresse presque plus personne au sein de l'intelligentsia et qui n'inspire plus l'œuvre d'aucun grand écrivain (à l'instar, par exemple, d'un Georges Bernanos ou un Paul Claudel, en France au siècle dernier). Pour des raisons liées (en gros) à la place de plus en plus grande qu'y a acquise, surtout depuis la seconde moitié du

A propos de la «stigmatisation» de Dieu dans la littérature occidentale

seurs. En Occident, «l'homme qui réfléchit» (dans une large proportion) s'est, de nos jours, émancipé de l'idée de Dieu et le vacarme qu'il produit (dans les livres mais aussi à la télévision et dans les journaux) y a rendu presque inaudible la Parole divine.

La réussite de «l'Occident sans Dieu» fascine, par ailleurs, une bonne partie de l'intelligentsia des pays musulmans où la passion de Dieu a été dévoyée par le fanatisme, la violence, les conséquences de l'indigence spirituelle et intellectuelle, où on soupçonne de moins en moins le visage de Dieu dans la simple mais combien difficile fraternité quotidienne, dans l'intelligence et la beauté gagnées au jour le jour. «On ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments», soutenait le prix Nobel de littérature André Gide. Le territoire des mots autres que prophétiques est, par excellence, le lieu du doute et de la transgression. De ce point de vue, Dieu ne sera jamais un bon sujet pour un écrivain, sinon en tant que bouc émissaire. Rappelons, tout de même, qu'après avoir «écrit» (si on peut dire) quelques Livres, le Seigneur des mondes a décidé de se taire. Et Dieu sait que ce silence est troublant et qu'il n'arrête pas de hanter, d'une manière ou d'une autre, le discours des hommes !

Formation professionnelle Introduction de sections d'excellence

Le coup d'envoi de la rentrée de la formation professionnelle, session d'octobre 2021 a été donné mercredi depuis Timimoun par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi. La cérémonie s'est déroulée au niveau de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle Chahid Moussa El-Berka, inauguré, à ce titre, par le ministre.

L'INSFP "Moussa El-Berka" dispose de 300 places pédagogiques et d'une capacité d'hébergement de 120 lits et de restauration de 120 repas. Il accueille 155 stagiaires en mode résidentiel (dont 99 filles) et 197 autres en apprentissage (dont 85 filles). M. Merabi a salué les efforts déployés par les travailleurs du secteur pour assurer de bonnes con-

ditions de déroulement de la nouvelle année de la formation, en cette conjoncture exceptionnelle imposée par la pandémie de Covid-19.

Cette rentrée coïncide, a-t-il ajouté, avec l'adoption, par les deux Chambres du Parlement, du plan du Gouvernement qui prévoit une amélioration de la qualité de la formation et de l'enseignement professionnels à travers une mise en adéquation de la formation aux exigences et besoins du secteur économique. Le ministre a évoqué, en outre, l'introduction de sections d'excellence dans les métiers de la construction, l'agriculture, l'industrie et les technologies de l'information et de la communication, en plus de consolider les mécanismes de concertation intersectorielle en vue d'accroître l'em-

ploiyabilité et de développer la formation professionnelle continue. Pas moins de 660.000 stagiaires et apprentis, tous modes de formation confondus, dont 200.000 nouveaux stagiaires, sont attendus dans les établissements de la formation professionnelle, pour cette rentrée, à travers le territoire national, dans le respect des mesures sanitaires de prévention de la pandémie de Covid-19. Parmi les 321.729 nouvelles places pédagogiques offertes, dans les différents modes et dispositifs de formation, le secteur a prévu notamment 81.042 places pour les formations en présentiel, 112.102 pour l'apprentissage et 3.514 places pédagogiques pour la formation à distance, en plus de 2.000 places concernant l'enseignement professionnel.

Santé Les paramédicaux veulent une révision des salaires

El-Houari Dilmi

Une nouvelle carte sanitaire est en train d'être élaborée avec organisation des priorités et en prenant en considération les besoins de chaque région. Pour ce faire, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a invité les acteurs du secteur à soumettre leurs revendications et propositions lors des prochaines assises de la santé, a indiqué, hier mercredi, un communiqué du ministère.

En effet, recevant mardi une délégation du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), conduite par son président Lounès Ghachi, le ministre de la Santé a appelé les membres du syndicat «à participer aux ateliers prévus dans le cadre des prochaines assises nationales du secteur pour soumettre leurs revendications et propositions en faveur de la consolidation des bases du système national de santé à travers des solutions concrètes applicables sur le terrain», précisant qu'un «rapport détaillé des recommandations de ces assises sera présenté au président de la République Abdelmajid Tebboune».

Cette rencontre, a-t-il dit, «entre dans le cadre de la mise en œuvre

des instructions du Président Tebboune concernant le renforcement du dialogue et de la concertation avec les partenaires sociaux dans un esprit de responsabilité et d'abnégation au service du pays et des citoyens», a encore indiqué Abderrahmane Benbouzid.

A cette occasion, le ministre a réaffirmé «l'engagement du gouvernement en faveur du secteur de la Santé sur tous les plans», se disant «prêt à écouter les préoccupations et les propositions du syndicat pour améliorer la situation socioprofessionnelle des paramédicaux en particulier et la situation du secteur en général», a-t-il assuré. «Ces rencontres viennent concrétiser la forte volonté politique instaurée par le président de la République et réaffirmée par le Premier ministre», lit-on dans le communiqué du département de Benbouzid.

Les membres du SAP ont fait part, de leur côté, de plusieurs préoccupations liées essentiellement à leurs conditions socioprofessionnelles, la révision des salaires et le pouvoir d'achat. Les deux parties ont abordé, particulièrement, «la nécessaire conjugaison des efforts au profit du système de santé qui évolue dans un environnement marqué par plusieurs changements et évolutions,

d'où le besoin d'une réforme globale prenant en ligne de compte les aspects socio-économiques et démographiques, et la nécessaire promotion d'un service de santé publique, crédible et efficace», toujours selon le communiqué du ministère de la Santé. «Les membres du syndicat ont également exprimé leur remerciements et leur entière satisfaction quant aux démarches entreprises par l'administration centrale au profit des différents corps médicaux et aux professionnels de la santé en général», conclut le même communiqué.

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, avait annoncé, le 15 septembre dernier, que le gouvernement envisage, sur instruction du président de la République, «de tenir des assises nationales sur la santé en vue de procéder à une évaluation minutieuse du secteur et trouver des solutions pratiques applicables sur le terrain». Le PM a expliqué que le gouvernement, à travers cette démarche, «élaborera une feuille de route équilibrée menant à un système de santé qui répond aux aspirations des citoyens pour une couverture sanitaire conforme aux normes internationales, avec la participation de tous les acteurs du secteur».

Selon l'OPEP Le pétrole algérien s'est apprécié de 2,80 dollars en septembre



Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont progressé de 2,80 dollars en septembre dernier, soutenus notamment par des fondamentaux solides du marché pétrolier et une reprise appréciable des marchés, a indiqué l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dans son rapport mensuel publié mercredi.

La moyenne mensuelle des prix du brut algérien est passée de 71,05 dollars/baril en août dernier à 73,85 dollars en septembre, soit une hausse de 3,9%, selon la même source.

Le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs.

La hausse du Sahara Blend intervient dans un contexte d'augmentation des prix de brut au marché mondial en septembre,

soutenus par des fondamentaux solides du marché pétrolier et des signes d'une reprise de la demande du pétrole en Asie en raison de l'amélioration de la situation liée à la Covid-19.

Les perturbations de l'approvisionnement dans plusieurs régions en raison des arrêts planifiés et imprévus, y compris dans le golfe du Mexique (GoM) après l'ouragan Ida, ont également soutenu les prix, selon l'Organisation.

Ainsi, le prix moyen du panier de l'Opep (ORB) a augmenté de 3,55 dollars (+5,0%) par rapport au mois d'août, pour s'établir à 73,88 dollars/baril en septembre.

Depuis le début de l'année, l'ORB était en hausse de 26,21 dollars (+64,85%) par rapport à la même période de l'an dernier, pour une moyenne de 66,83 dollars/baril, selon le rapport.

L'Opep indique, par ailleurs, que la production de l'Algérie en septembre dernier avait atteint 937.000 barils par jour (Mb/j), soit

une hausse de 16.000 barils par rapport à la production moyenne de août (921.000 Mb/j).

Pour leur part, les pays de l'Opep ont produit 27,328 Mb/j en septembre, contre 26,842 Mb/j en août, en hausse de 486.000 baril/jour, selon des sources secondaires.

Quant à la demande mondiale de pétrole, elle devrait, selon l'Opep, augmenter de 5,8 mb/j en 2021, révisée à la baisse par rapport aux prévisions de l'année précédente (5,96 mb/j). Cette "révision à la baisse est principalement due à des données réelles inférieures aux attentes pour le premier trois quarts de cette année, malgré des hypothèses de demande de pétrole saines pour le dernier trimestre de l'année, qui sera soutenu par la hausse saisonnière de la demande de combustibles pétrochimiques et de chauffage et le changement potentiel du gaz naturel aux produits pétroliers en raison des prix élevés du gaz", explique l'Opep.

En l'espace d'une semaine Plus de 15 quintaux de kif saisis aux frontières avec le Maroc

Plus de 15 quintaux de kif traité ont été saisis lors d'opérations menées entre le 6 et 12 octobre courant, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, au niveau des régions frontalières avec le Maroc, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN) rendu public mercredi.

«Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, du 6 au 12 octobre 2021, de multiples opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays», indique la même source.

«S'agissant des opérations de lutte contre la criminalité organisée, et dans la dynamique des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays et en sus de l'énorme quantité de kif traité s'élevant à plus de 10 quintaux saisie à Béchar, objet d'un communiqué rendu public précédemment, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 10 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction d'autres quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à 430 kilogrammes de kif traité, tandis que 28 autres narcotrafiquants ont été arrêtés, en plus de 90 kilogrammes de la même substance et 473.328 comprimés psychotropes saisis dans diverses opérations

exécutées à travers les autres Régions militaires», précise le communiqué.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'ANP ont appréhendé «13 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national».

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont appréhendé, à Tamanrasset, In Guezam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, «311 individus et saisi 47 véhicules, 400 groupes électrogènes, 284 marteaux piqueurs, des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 8 tonnes de mélange d'or brut et de pierres.

Onze (11) autres individus ont été arrêtés, 23 fusils de chasse et un pistolet de confection artisanale, 653.360 unités d'articles pyrotechniques, 44 quintaux de tabac, 4873 unités de différentes boissons ont été saisis à Adrar, Biskra, Annaba, M'Sila, Sétif, Tébessa, Batna et El-Oued.

De même, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 71.724 litres ont été déjouées à Bordj Badji Mokhtar, Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras.

Dans un autre contexte, les Garde-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, «des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 57 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 77 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Mostaganem, In Amenas et In-Guezam», conclut le MDN.

Produits pyrotechniques Les mises en garde de la protection civile

Une campagne de sensibilisation sur les dangers de l'utilisation des produits pyrotechniques et les bougies sera lancée jeudi par la Protection civile en prévision de la fête du Mawlid Ennabawi qui sera célébrée mardi prochain.

Placée sous le slogan "Ensemble protégeons nos enfants", cette campagne qui porte sur les différents risques générés par l'utilisation des produits pyrotechniques et les bougies, sera accentuée sur la sensibilisation de cette frange par l'organisation de l'essentielle des activités en direction de la population scolaire et en privilégiant l'utilisation des réseaux sociaux comme support.

La Protection civile a également invité les parents et les adultes à enseigner aux enfants les dangers de ces produits prohibés et à faire montre de "prudence lors-

qu'ils sont près d'une bougie allumée, de ne jamais la laisser allumée et sans surveillance", tout en "conseillant d'utiliser des mèches incandescentes surtout au niveau des immeubles".

Pour ce qui est de la manipulation des bougies et des cierges qui sont souvent à l'origine de départ d'incendies, la Protection civile a recommandé de placer ces bougies sur des supports stables et non inflammables, loin des tentures et meubles afin d'éviter des incendies, insistant sur la présence des adultes lors de la manipulation de ces objets, lesquels doivent être mis hors de la portée des enfants.

En cas d'accident ou d'incendie, la Protection civile met à la disposition des citoyens le numéro de secours 14, ainsi que le numéro vert 1021.

Comment surmonter la crise de confiance

Des citoyens envers les gouvernants ?

Par Mohand Tahar Belaroussi *

Suite et fin

Le Plan fondamental 2018-2022 en S&T place la R&D au cœur du développement économique du pays. Les domaines prioritaires de la stratégie de R&D en République de Corée sont directement liés au thème majeur de la quatrième révolution industrielle (I-KOREA 4.0 pour intelligence, innovation, inclusion, interaction). Les cinq «nouveaux moteurs de croissance» identifiés comme prioritaires par le gouvernement sont l'intelligence artificielle, la réalité virtuelle, les véhicules autonomes, les matériaux avancés légers et les villes intelligentes. En 2018, 4,8 % du PIB (67.2 milliards d'euros) ont été consacrés aux dépenses intérieures de R&D (DIRD) ce qui place la République de Corée au 1^{er} rang mondial. Il convient de signaler qu'en Corée, la recherche est largement financée par les acteurs privés, notamment par les fondations créées par de grandes entreprises coréennes, comme Samsung ou LG. En 2017, les investissements privés en R&D se sont élevés à 46,8 milliards d'euros, soit 79,4 % des investissements totaux.

Enfin, un autre aspect important des politiques coréennes qu'il convient de souligner est l'attention accordée au processus de management de la S&T et les liens à établir entre la S&T et les objectifs socio-économiques, laquelle s'est traduite par la création, en 1987, de l'institut de recherche STEPI (Science & Technology Policy Institute) chargé de mener des études et des travaux de formation et de recherche dans l'élaboration des politiques en matière de science, de technologie et d'innovation. Et ses faits réels, avérés et non abstraits, nous mènent à la conclusion suivante, depuis le début de l'histoire du développement économique coréen, la politique scientifique et technologique de la Corée a toujours fonctionné de concert avec les politiques économiques et industrielles, et cela depuis l'arrivée au pouvoir du président Park Chung-hee en tant que protagoniste clé et précurseur de progrès du développement économique et de continuité dans les politiques poursuivies par le pays en cette matière. Le système d'innovation national coréen, en tant que composante centrale du système économique et social du pays, doit permettre d'assurer à la fois croissance économique, bien-être social et humain, tout en sensibilisant et en formant le grand public aux problématiques du futur.

Cependant, il est très important de souligner que tout cela n'est pas seulement dû à la bonne volonté politique d'hommes isolés, c'est la motivation de la population toute entière pour le progrès technologique qui représentait dans ce pays un atout majeur.

3. BRÈVE RÉTROSPECTIVE HISTORIQUE DE LA PLANIFICATION ÉCONOMIQUE NATIONALE

Au cours des premières années de l'indépendance, l'activité économique était menée au sein des structures héritées de l'époque coloniale sans modification notable et restait profondément marquée par des problèmes et des difficultés inhérents aux conditions de la décolonisation. L'Algérie souffrait cruellement de l'insuffisance de cadres dans tous les domaines de l'économie et son appareil industriel était dans un état embryonnaire. C'est à partir de 1967, avec l'arrivée au pouvoir du défunt président Houari Boumediene (1965-1978), qu'est apparu un projet de développement économique et social, renforcé par les deux plans quadriennaux dans les années 1970. Ce projet s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie de rupture avec le système colonial, de passage d'une économie exportatrice primaire à une économie diversifiée. Les hydrocarbures devaient être utilisés non seulement comme source d'énergie et comme matière première à transformer localement, mais également comme source de financement pour la mise en place d'un ensemble

de «industries industrialisantes» auquel des compétences étaient mobilisées pour sa réalisation en l'occurrence les industries agro-alimentaires, des matériaux de construction et du bâtiment, métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques, chimiques, etc.

Dans le cadre de ces plans quadriennaux, la priorité était accordée à la formation scientifique et technologique orientée vers les secteurs industriels cités supra, en lançant la mise en place d'un réseau d'établissements appelés «Instituts de technologie» très spécialisés. Ces instituts tels que l'IAP, l'INELEC, l'INES, l'INGM, l'INH, etc., localisés pour la plupart à Boumerdès en tant que pôle technologique. Par ailleurs, pour répondre aux besoins futurs de l'industrie en termes de formation de scientifiques devant accompagner le processus de développement, le gouvernement créa en 1974 l'Université des Sciences et de la Technologie d'Alger englobant l'Ecole Nationale Polytechnique (ENP) qui a pris par la suite la dénomination de l'Université des Sciences et de Technologie Houari Boumediene (USTHB).

Sur le plan d'élaboration et de mise en œuvre de politiques nationales de la recherche scientifique et technologique, de manière succincte, l'Algérie s'est employée très tôt à mettre en place les instruments nécessaires par lesquels elle mettra en pratique leur mission et vision d'organisation. Au début des années 1970, le gouvernement a créé un ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) par l'intermédiaire duquel a été créé l'organisme national de la recherche (ONRS) et le conseil national de la recherche scientifique (CNRS).

Dans la décennie 1980, le cours instauré par le défunt président Chadli Bendjedid (1979-1992) se retrouve sur le plan de l'action économique. En effet, le gouvernement d'alors, croyant bien faire, s'est engagé dans l'énorme restructuration des entreprises algériennes qui consiste à démembrer les grandes sociétés nationales algériennes et à réorganiser le tissu économique autour d'entreprises plus nombreuses, de taille inférieure, fonctionnant dans une logique d'efficacité et de rentabilité. Il s'agit, peut-être à cette époque-là, d'un processus dicté et influencé par l'évolution de l'économie mondiale caractérisée par l'émergence des tissus de petites et moyennes entreprises. Une telle décision était fondée officiellement sur un bilan critique de l'action des sociétés nationales au cours des quinze années écoulées, sans aucune consultation démocratique, autrement dit, en s'appuyant sur l'avis d'une structure de consultation indépendante composée d'experts scientifiques et industriels de haut niveau. Cependant, cette profonde remise en cause de la pertinence des politiques et des acquis d'un processus de développement menées depuis plus de dix ans, en particulier dans le domaine économique, constituait une entrave sérieuse au développement du pays. Plutôt que de corriger les imperfections constatées, on a adopté la politique de la terre brûlée en matière de planification stratégique des années 1970.

Dans ses années 1980, diverses expériences d'organisation de structures de politique scientifique et technologique ont été tentées : En 1982, le conseil supérieur de la recherche scientifique et technique (CSRST) ; en 1986, le Haut-Commissariat à la Recherche (HCR), créé auprès de la Présidence de la République suite à la dissolution du CRST et du CEN.

Dans la décennie 1990, fut désigné auprès du Chef du gouvernement, un ministre délégué à la recherche, à la technologie et à l'environnement. En janvier 1992, furent créés deux instruments de la politique de la recherche scientifique, à travers deux décrets exécutifs portant création, fonctionnement et organisation : - des commissions intersectorielles de promotion, de programmation et d'évaluation de la recherche scientifique et technique ; du conseil national de la recherche scientifique et technique (CNRST). Ce conseil présidé par le Chef du gouvernement comprend les responsables des ministères impliqués en tant que

membres permanents, le délégué à la planification, les présidents des commissions intersectorielles. Le conseil comprend également dix personnalités choisies en raison de leur expérience scientifique et huit dirigeants d'entreprises économiques. Ce conseil, qui présente des similitudes avec le comité interministériel coréen, a pour mission d'arrêter les grandes orientations de la politique nationale de recherche scientifique et de développement technologique, de coordonner sa mise en œuvre et d'en apprécier son exécution. L'ironie du sort, c'est que ce conseil ne s'est jamais réuni ! En conséquence, il fut remplacé en 2020 par le Conseil National de la recherche scientifique et des Technologies (CNRST), institué par la constitution en tant qu'organe consultatif, qui est placé auprès du Premier ministre. Pire encore, ses missions ont été modifiées. Plutôt que d'arrêter les grandes orientations stratégiques, ce conseil est seulement chargé d'émettre des avis et des recommandations sur les grandes orientations de la politique nationale de recherche scientifique et de développement technologique qui lui sont soumises, en somme, un organe d'évaluation. Ce conseil, au regard de sa composition, perd son caractère essentiellement interministériel et, au vu de ses missions, perd sa contribution à l'élaboration d'une politique ambitieuse et visionnaire pour amener le changement et mettre fin à la stagnation économique et sociale manifeste.

Dans les deux décennies 2000 et 2010, de puis son accession au pouvoir après la «décennie noire», le feu président, Abdelaziz Bouteflika (1999-2019), bénéficiant d'une conjoncture pétrolière extrêmement favorable, a lancé trois plans de développement esquissant les priorités politiques et les cadres économiques de long terme pour l'aide au développement national : un plan de soutien à la relance économique (2001-2004) doté de 7 milliards de dollars ; suivi d'un plan de soutien à la croissance (2005-2009) de 50 milliards de dollars (rehaussé à 100 milliards en mars 2006) ; et d'un plan de développement (2010-2014) de 286 milliards de dollars. Les marges de financement étaient mobilisées en faveur d'un programme d'investissement public ayant pour objectif de renouer avec une croissance (endogène) de long terme, à travers le développement des infrastructures de transport, de télécommunications, d'éducation et de santé, etc. Il convient de souligner que ces plans ne prenaient pas en considération l'intégration des politiques scientifiques et technologiques dans le processus de planification. Dans le cadre de ces plans, il s'agissait essentiellement de répartir la rente pétrolière entre les différents ministères en fonction de leurs besoins respectifs plutôt que dans l'optique ambitieuse d'une stratégie de développement définie au préalable dans la plus haute instance du pays. Cela a ouvert l'accès à la rente aux convoitises des rapaces sans foi ni loi.

Dans la décennie 2000, la Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique fut créé en vertu de la Loi n°08-05 23 février 2008, modifiant et complétant la loi n° 98-11 du 22 août 1998, sous l'autorité du ministre de la recherche scientifique. Elle est chargée de la mise en œuvre, dans un cadre collégial et intersectoriel, de la politique nationale de recherche scientifique et de développement technologique. Elle est également chargée de gérer le Fonds National de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique (FNRSdT).

Tout compte fait, depuis l'indépendance du pays en 1962, l'Algérie n'est pas parvenue à créer cette symbiose entre le monde académique et le monde économique. Comme nous l'avons déjà souligné, l'acquisition «clés en main» d'installations industrielles ou la modernisation de celles déjà existantes ne suffisent pas pour industrialiser un pays. Il s'agit essentiellement de disposer d'un système de R&D&I cohérent intégrant la recherche scientifique et technologique, le développement expérimental et les services scientifiques et technologiques

qui soient dûment articulés, en amont, avec le système éducatif et, en aval, avec le système de production de biens et de services. Les entités de R&D au sein des entreprises constituent le chaînant manquant dans notre système national de recherche.

En conclusion, il est utile de rappeler ici, dans ce contexte, les propos du président Abdelaziz Bouteflika, lors de sa rencontre avec les walis le 25 juin 2006 «nous sommes parvenus à la conclusion que notre génération n'est pas en mesure de créer une économie alternative au secteur des hydrocarbures». Voilà qui résume bien à la fois la situation globale de notre pays et son volet économique jusqu'à ce jour⁸. Face à ce constat, nous croyons qu'il est légitime de se poser des questions fondamentales : - Est-ce que cette présente contribution et celles des autres permettront-elles à nos dirigeants d'avoir une oreille un peu plus attentive et une attitude de respect envers des hommes et de femmes de bonne volonté qui souhaitent se rendre plus utiles à leur société ? - Est-ce que la nouvelle génération, composée de l'élite scientifique et intellectuelle du pays, doit se résigner à l'inertie et au fatalisme et se soumettre à l'effort d'émancipation de notre société ? La réponse est évidente et immédiate : c'est non ! Mais, ce qui compte d'abord, c'est son implication d'emblée à l'élaboration d'un véritable plan développement de notre économie basé sur la S&T.

Le modèle de la République de Corée, décrite ci-dessus, et celui de bien d'autres pays, en particulier du Sud-Est asiatique, devenus forts économiquement, sont éloquentes. Ils peuvent servir d'exemples en matière d'organisation, de visions, de stratégies et de planification et être adapté à notre réalité. Nous espérons qu'ils contribueront à susciter une prise de conscience accrue chez nos dirigeants de la nécessité d'intégrer la S&T au cœur du plan de développement socio-économique. Il s'agit, pour notre pays, de mettre en place un système global de planification, doté d'instruments de prospective et de planification stratégique, basé sur la S&T à caractère transversal et placé auprès des plus hautes instances du pays.

Ce qu'il faut maintenant, l'étincelle en quel que sorte, comme cela a été fait à l'aveille du déclenchement du 1^{er} Novembre 1954, consisterait à créer au niveau national le noyau central de très haut niveau scientifique en associant nos chercheurs en Algérie et expatriés à rayonnement international, axé sur les domaines scientifiques et technologiques clés, de manière approfondie et clairement définie, qui constitueraient des leviers essentiels sur lesquels reposent toutes les technologies actuelles et à venir, de sorte que l'enseignement scientifique et le renforcement des capacités dans tous les domaines spécifiques sont des conditions préalables à l'innovation et à la croissance nécessaires au développement.

Mais qui peut prendre en charge une telle action ? Malheureusement, les pouvoirs publics n'ont visiblement pas les moyens - ou est-ce le courage politique ? - d'imposer une action urgente et concertée de ce genre. Une réorganisation de l'ensemble ne peut donc être que le résultat d'une réaction en chaîne basée sur un plan stratégique par étapes. Idéalement, celui-ci résulterait du système global de planification, ainsi qu'il est proposé ci-dessus, consolidé par une large concertation entre l'industrie, l'administration, les centres de recherche et les universités. Mais pour qu'une telle volonté de planification ait une chance de se mettre en place, animée d'une volonté suffisante de changement, il serait évident que l'initiative émane du Président de la République.

* Docteur en microélectronique, ex-directeur de la DPREP/DGRSDT/MESRS
Ex-directeur de recherche
Consultant auprès d'InnovBridges-DZ

Références :

8. «Science et technologie et développement national : entre la certitude et l'illusion», M.T. Belaroussi, Le Quotidien d'Oran, 23 juillet 2006

« La chose la plus importante dont il faut se souvenir est que l'inflation n'est pas un acte de Dieu, que l'inflation n'est pas une catastrophe naturelle ou une maladie qui survient comme la peste. L'inflation est une politique » (Ludwig von Mises, économiste autrichien dans « La politique économique. Idées pour aujourd'hui et demain », édition de 1979)

L'inflation n'est ni une fatalité, ni un accident !



Par Mourad Benachenhou

La stabilité de la valeur de la monnaie nationale ressortit exclusivement de la responsabilité et des compétences, comme du champ d'action, des autorités publiques. Cette mission de veiller à ce que le pouvoir d'achat de la monnaie nationale ne varie dans le temps que faiblement, ou pas du tout, tant à l'intérieur du pays en cause, qu'en comparaison avec les devises étrangères, est un monopole exclusif de l'Etat qui ne peut être ni délégué, ni sous-traité, ni négligé, ni soumis à concurrence.

• LE MAINTIEN DE LA VALEUR DE LA MONNAIE NATIONALE, DOMAINE EXCLUSIF DES AUTORITÉS PUBLIQUES

Cette obligation de veiller à ce que la monnaie ne soit pas dépréciée, qu'elle ne perde pas de sa valeur, fait partie des missions obligatoires et des termes de références dirimants des autorités publiques. Celles-ci ne peuvent se prévaloir d'aucune justification pour laisser en déshérence la pouvoir d'achat de la monnaie nationale, et ne peuvent pas se cacher derrière des prétextes tirant leur source du système de répartition des compétences entre diverses structures de l'état, pour expliquer leur passivité devant la chute de la valeur de la monnaie nationale, ni arguer de leur incapacité à combattre l'immoralité économique des spéculateurs privés, qui seraient les « isnogood », spéculateurs et autres, causant l'effondrement de la monnaie nationale.

• MAINTENIR DANS LE TEMPS LA MÊME DÉFINITION DES UNITÉS DE MESURE

La monnaie est, entre autres, une unité de mesure, au même titre que les unités de poids, de distance et de température ; et de même que les autorités publiques doivent veiller à ce que la valeur des unités de mesures de poids, de distance, et de température, ne varie pas avec le temps, et que des instruments fiables soient utilisés pour assurer la précision dans leur mesure et qu'elles ne changent pas dans le temps, de même elles doivent tout faire pour que l'unité de mesure de la valeur des produits circulant dans le marché, qu'est la monnaie nationale, demeure stable à travers le temps.

D'autant plus que de cette valeur, dépend la valeur de toutes les autres mesures, car elles font toutes partie du même système et ont toutes le même objectif : normaliser les unités de mesure pour qu'elles facilitent non seulement les transactions économiques, mais également les multiples aspects de la vie quotidienne de la personne.

Peut-on concevoir une société où tous les jours il y a un changement dans le nombre de mètres par kilomètre, et où le poids d'un kilo exprimé en gramme est modifié au gré des transactions et à la tête du client ? Peut-on accepter que le kilo de farine, fixé officiellement à mille grammes, soit égal à sept cent grammes aujourd'hui et à 200 grammes demain, et que le kilomètre de route soit établi à neuf cent mètres en janvier et à quatre cent mètres en juillet ?

Dans une société qui a dépassé le stade de l'économie de troc, la monnaie est le moyen d'échange universel accepté par tous ceux qui veulent acheter ou vendre un bien ou un service, de la viande au journal, en passant par le travail ou une séance de soins de beauté. Pour que qu'elle puisse jouer son rôle dans les opérations économiques de toutes sortes dans lesquels sont engagés les gens quotidiennement, il faut que sa valeur soit stable dans le temps, c'est-à-dire en terme d'équivalence fixe entre l'unité de monnaie d'un côté, et l'unité de bien ou service dont elle va permettre l'échange.

Supposons qu'un dinar puisse s'échanger contre un kilogramme de café dans un monde où le dinar est une monnaie forte.

Donc une unité de dinar sera égale à une unité de mesure du poids du café appelé kilogramme.



Si le dinar avec le temps ne permet plus de payer que cinq cent grammes de café, l'équation donnerait alors deux égalent un demi.

L'équivalence ancienne est remplacée par une nouvelle équivalence, et si toutes les équivalences entre l'unité de mesure universelle de valeur qu'est le dinar, dans le pays où il est utilisé, changent, cela ne peut que créer le désordre dans toutes les opérations d'échange effectuées dans le pays en cause ; par exemple, si la course de taxi pour un kilomètre de distance se faisait en contrepartie d'un dinar, et qu'après un certain temps, une unité de dinar ne permet de parcourir qu'un demi kilomètre, l'équivalence dinar/kilomètre se modifie, passant de un égale un à un égale un demi ! La variation dans la valeur de la monnaie ; source de désordre et de tensions dans la Société

Ce long développement vise seulement à souligner que lorsque la valeur de la monnaie change, en fait toutes les équivalences entre l'unité de cette monnaie et l'unité de bien ou service qu'elle permet d'acquérir changent également.

Et même l'unité de mesure change également : un kilomètre de route d'hier devient un demi-kilomètre aujourd'hui.

De même que l'individu a besoin de normes qui facilitent sa vie, depuis les normes qui gèrent la langue, depuis le sens du vocabulaire utilisé dans la vie de tous les jours, en passant par la mesure du temps, sans oublier le code de la route, de même il ne peut vivre et agir de manière rationnelle si le système de mesures utilisé change de valeur au fur et à mesure du passage de temps.

Dans ce système de mesures, propre à une société où le seul instrument d'échange est la monnaie, la stabilité de la valeur de la monnaie est centrale pour garantir la stabilité de la valeur des toutes les autres unités de mesures.

• UNE DANGEREUSE ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION

Il est un fait certain que, comme on s'y attendait, le dinar ne fait que perdre de sa valeur depuis plusieurs années, et le taux d'inflation ou d'évolution en baisse du nombre d'unités de bien ou service qu'un dinar permet d'acheter, ne fait qu'augmenter. Depuis le début de l'année 2021, le pouvoir d'achat du dinar, exprimé en termes de

taux d'inflation, ne fait que se réduire, et la chute de sa valeur, s'accélère, même pondérée par les éventuelles erreurs statistiques liées au fait que les pondérations reflétant la répartition des dépenses entre chaque catégorie de dépenses constituant le panier de calcul, peuvent ne pas être exactement celles de la période en cause. Les chiffres de l'inflation, distribués par les organes officiels, ne font que se détériorer.

• UNE CERTAINE INDIFFÉRENCE HAUTAINES DES AUTORITÉS PUBLIQUES

Et rien ne permet de prévoir une décélération de l'inflation dans les mois à venir. Donc le dinar continuera à perdre de son pouvoir d'achat, à moins que les autorités officielles ne prennent les mesures nécessaires pour s'attaquer à cette chute en enfer du dinar, cause de tous les problèmes économiques, sociaux et même politiques auxquels est confronté ce pays. Malgré cette perte immense de valeur que connaît le dinar, il ne semble pas que les autorités publiques en aient été alarmées ; elles se contentent de donner, quand l'opportunité se présente pour d'autres annonces plus porteuses sur le plan politique, des explications qui n'expliquent rien, y compris leur volonté d'ignorer simplement le problème.

Et ces explications, comme les remèdes « de grand-mère » qui sont avancées, ne reflètent même pas une inquiétude officielle attendue à l'égard de cette chute libre de la valeur de la monnaie nationale, évolution dramatique qui aurait conduit bien des gouvernements de pays responsables à prendre à bras le corps l'épreuve et à mettre en place les politiques adéquates. Deux causes ont été officiellement avancées, et peu importe la fonction de l'autorité qui les a exprimées, car la perte du pouvoir d'achat du dinar n'interpelle pas une autorité précise, ayant des attributions bien définies, mais toute la structure publique au sommet, étant donné que l'inflation n'est que la conséquence d'une politique économique et budgétaire publique, que cette politique soit couchée sur papier ou non, sous forme de programme formellement présenté et adopté, qu'elle soit implicite ou explicite. 1. L'inflation serait d'origine étrangère et l'évolution des prix, tout comme, évidemment la perte visible du pouvoir d'achat du dinar, serait la sim-

ple conséquence de l'inflation mondiale ; 2. L'inflation serait la conséquence du désordre dans les circuits de distribution. Ces deux thèses, qui expriment la volonté des autorités publiques, non seulement de dégager leurs responsabilités à l'égard de cette évolution en baisse du pouvoir d'achat du dinar, en rejetant les causes du problème sur d'autres agents qu'eux, mais également de ne rien faire pour l'arrêter, méritent qu'on s'y arrête.

• L'INFLATION N'EST PAS IMPORTÉE

Le problème avec la première explication est qu'aucune statistique nationale en provenance des principaux partenaires économiques et commerciaux de l'Algérie, ne la corrobore, et, en fait, tous les chiffres officiels nationaux ou provenant d'organisations internationales lui apportent un démenti cinglant.

• Voici pour le mois d'Août 2021 les taux d'inflation des principaux partenaires économiques de l'Algérie:

Etats Unis:	5,25 %
Grande Bretagne:	3,03%
Europe :	2,96%
Allemagne :	3,87%
Japon :	0,40 %
Chine :	0,64 %

(source: <https://www.global-rates.com/en/economic-indicators/inflation/consumer-prices/cpi/austria.aspx>)

Ces statistiques, toutes aussi officielles les unes que les autres, et qui rapportent l'évolution de l'inflation dans les pays qui couvrent au moins 95 pour cent des transactions commerciales extérieures de l'Algérie, prouvent que l'inflation chez nos partenaires économique est relativement faible, si ce n'est acceptable, et que, donc, si l'on considère que l'inflation extérieure importée a une incidence sur le taux d'inflation en Algérie, doit conforter la conclusion inverse de celle adoptée par les autorités publiques du pays, à savoir que le taux d'inflation intérieure aurait dû suivre la même tendance que chez nos partenaires, c'est-à-dire se maintenir à un niveau supportable au lieu de s'accélérer sans discontinuité.

Suite en page 7

L'inflation n'est ni une fatalité, ni un accident !

Suite de la page 6

• LE DÉSORDRE DANS LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION ; CONSÉQUENCE ET NON CAUSE DE L'INFLATION !

Quant à la liaison entre taux d'inflation et désordre dans le circuit de distribution des biens de grande consommation, et qui, selon l'analyse des autorités publiques, expliquerait la tendance inflationniste terrible actuelle, elle est exactement et précisément l'inverse de ce qui a été officiellement déclaré. C'est l'inflation qui est la cause du désordre dans le circuit de distribution des produits de grande consommation, et par voie de conséquence, du caractère florissant du commerce informel, qui, hélas, ne concerne pas seulement les jeunes marchands et marchandes à la sauvette dont tous les stocks étaient, jusqu'à récemment, mis à l'étalement des trottoirs publics.

Il n'y a pas une seule activité économique et commerciale privée qui ne ressortisse pas partiellement ou totalement du secteur informel, tellement le désordre des prix et de la distribution est total ; que l'activité soit réglementée tant dans ses modalités d'exercice que dans la nature, la qualité et le prix des biens et services qu'elles rend, qu'elle fasse intervenir des professions qui exigent de hauts diplômes universitaires pour leur exercice, ou celles qui ne demandent qu'un esprit d'entreprise élémentaire de la part de ceux qui les pratiquent.

Car, quiconque exerce une activité rémunérée par l'échange du bien ou service qu'il rend sur le marché contre des dinars, a le choix d'ignorer, à ses propres risques, la détérioration rapide du pouvoir d'achat des montants qu'il reçoit, et de suivre les règles de jeux qui dictent les lois comme la morale publique, et se retrouverait très rapidement en état de cessation de paiement, car, ignorant l'évolution des prix en hausse des produits et services qu'il achète pour ses propres besoins personnels ou d'affaire, il se retrouverait rapidement en état de banqueroute.

Et comme d'habitude, on lutte contre les aspects les plus visibles du phénomène ; au lieu d'en attaquer la cause profonde, qui réside dans la perte continue du pouvoir d'achat du dinar.

• LE PARADOXE DU SPÉCULATEUR

Haro sur le spéculateur ! hurle-t-on de tous côtés. Mais le spéculateur ne fait que réagir à la perte du pouvoir d'achat de l'unité monétaire : tout comme le ferait toute personne sensée, il essaierait de se protéger des effets nocifs de l'augmentation des prix des biens et services sur son propre pouvoir d'achat et sur le coût de la production des biens et services qu'il rend, et il augmenterait non seulement ses prix, mais, prévoyant que l'inflation est un phénomène dont la disparition n'est pas pour demain, il commencerait à stocker ses biens, à se faire payer sous la table les prestations de service qui pourtant devraient faire partie intégrante du service qu'il rend.

Il réduirait la qualité de ses biens et services, rognerait sur les poids et coûts de la production en diminuant les quantités vendues pour le même prix, en vendant des produits avariés, en passant moins de temps avec son patient pour traiter le maximum de patients dans le temps d'ouverture de son cabinet, et en refusant, par définition, toute réglementation officielle, tout circuit de distribution rendant non seulement aisée la distribution des biens ou services à tous les consommateurs finaux, mais, également, et plus sérieux encore, rendant transparent le système de formation des prix.

En période d'inflation, il n'y a aucune activité économique qui ne donne pas lieu à spéculation, dont l'objectif est de se protéger contre la perte du pouvoir d'achat de la monnaie, d'abord et avant tout, et ensuite d'en tirer profit au maximum en fonction de la demande du bien ou service vendu.

• DES PRATIQUES QUE CONDAMNE LA MORALE, MAIS QUE DICTE LA RATIONALITÉ ÉCONOMIQUE

Les pratiques spéculatives ne peuvent qu'être qualifiées d'immorales ; il ne s'agit nullement de les justifier, de les encourager ou de les glorifier, mais simplement de les expliquer, car, hélas ! les leçons de morale n'ont jamais changé le comportement des agents économiques, du consommateur au producteur, en passant par le distributeur, si les conditions de formation des prix sont perturbées par une baisse constante de la valeur de l'unité universelle de calcul de cette valeur qu'est la monnaie nationale.

Comment peut-on demander à un grossiste de



ne pas stocker une partie des produits dont il assure l'écoulement, s'il doit les vendre à perte au prix immédiat alors qu'il sait que le prix de demain sera supérieur au prix d'aujourd'hui du fait de l'inflation ? Comment peut-on exiger d'un médecin de pratiquer la tarification officielle de ses prestations, qui change au gré de l'initiative des autorités officielles, si ces mêmes autorités ne sont pas capables de lui garantir que l'argent qu'il reçoit pour une prestation au jour d'aujourd'hui gardera son pouvoir d'achat dans les mois, si ce n'est les années à venir. Et, évidemment, dans ce cas, par autorités officielles on inclut toute la hiérarchie des institutions publiques qui ont spécifiquement pour rôle de maintenir la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie, et non spécialement l'administration qui est chargée de réglementer et de gérer le système d'assurance maladie.

Loin d'être causée par le désordre dans les circuits de distribution des biens et services, toutes catégories et toutes spécialités incluses, c'est l'inflation qui crée le désordre qui règne dans le secteur marchand de l'économie.

• POUR RÉDUIRE L'ANARCHIE DANS LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION ET COMBATTRE LA SPÉCULATION ET L'ENRICHISSEMENT RAPIDE ET SANS CAUSES

Tant que le pouvoir d'achat du dinar ne sera pas stabilisé et que les autorités publiques nationales, contrairement même à un pays de régime autoritaire comme la Chine, qui ne se targue pas d'être démocratique dans son nom officiel, continuent d'ignorer l'inflation et la rognure de la valeur du dinar qu'elle reflète, et à rejeter sur les opérateurs économiques le blâme de la chute de la valeur du dinar, pourtant causée directement par la ligne de politique économique suivie par ces autorités publiques, et qui ne débouche même pas sur un taux de croissance de type chinois de 7 pour cent - avec réduction de l'inflation en plus, - et étrangement faible malgré les mobilisations de fonds immenses, le désordre régnera dans les circuits de distributions et, pour survivre, les opérateurs économiques, toutes activités confondues, continueront à spéculer.

• LES SPÉCULATEURS NE CRÉENT PAS L'INFLATION !

Qu'on leur donne un moyen universel stable d'échange de valeurs et, comme par miracle, et

sauf à la marge, bien sûr, car les tricheurs ne disparaîtront pas de sitôt de ce monde, tout rentrera dans l'ordre, et même les cas d'empoisonnement alimentaire disparaîtront, tout comme le stockage clandestin de produits de première nécessité ou autre et les surfacturations, sous la table... d'opération ! Des soins médicaux dans les cliniques privées !

Finalement, accuser du crime de rognure de la monnaie nationale, ceux qui ne font que réagir de manière, certes condamnée par la morale, mais néanmoins économiquement rationnelle, à la détérioration du pouvoir de la monnaie nationale, ne constitue ni un début de prise de conscience et de prise en charge du problème, ni un cheminement pouvant déboucher politiquement de lutte contre l'inflation.

Frapper de lourdes peines de prison les spéculateurs ne réduit en rien le taux d'inflation et ne diminue le sentiment d'impuissance du consommateur face à une flambée des prix dont il ne comprend pas la mécanique.

Mettre le désordre monétaire qui génère l'inflation sur le dos d'autres acteurs économiques que l'Etat, pourtant se déclarant seul maître et garant non seulement de l'émission, mais également de la valeur de la monnaie nationale, est tout simplement et tout clairement la marque de l'irresponsabilité politique.

Toute la responsabilité de la hiérarchie supérieure du système politique algérien est engagée dans : soit la perpétuation, soit la lutte contre ce phénomène qui empêche la mise en place d'un véritable économie de marché, car sans une monnaie stable, c'est une économie de spéculation qui utilise les mécanismes du marché pour prospérer, paradoxalement au détriment aussi bien d'ailleurs de ceux qui en profitent le plus actuellement que de ceux qui en souffrent.

En conclusion

1. Le maintien du pouvoir d'achat de la monnaie nationale et l'arrêt de la détérioration de sa valeur, qui se reflète dans un taux d'inflation accéléré, est du ressort exclusif des autorités publiques nationales.

2. L'inflation est la conséquence directe et claire des politiques économiques exprimées ou implicites menées par les autorités publiques qui sont en charge de gérer les affaires du pays, et, qui, toutes, portent la responsabilité de la continuation de ce phénomène destructif et de l'accélération de son rythme.

3. C'est à ces autorités de prendre les mesures nécessaires connues pour étouffer l'inflation et donner aux Algériens une monnaie à valeur stable, qui seule peut garantir un développement équilibré et rapide du pays, qui souffre à la fois d'un taux de croissance misérable au vu des sommes colossales investies et d'un taux d'inflation maintenant dangereusement proche de deux chiffres, et qui peut à tout moment se transformer en hyperinflation, avec toutes les conséquences déstabilisatrices profondes et douloureuses que cela entraînerait pour tout le pays ;

4. L'inflation n'est ni la simple conséquence mécanique de l'inflation importée, qui continue à demeurer raisonnable dans les pays et les blocs économiques partenaires de l'Algérie, ni la conséquence directe et immédiate d'un système de distribution anarchique des biens et services, ni même le produit des actions de manipulation des prix par des spéculateurs sans scrupules ;

5. C'est l'inflation qui génère, encourage et perpétue l'anarchie dans les circuits de distribution, non l'inverse ;

6. La première et l'unique politique à adopter pour assainir l'économie, réduire le chômage, diversifier la production, réduire la dépendance à l'égard des hydrocarbures, accroître la productivité et donner au pays un rythme de développement à la chinoise et à la hauteur des sommes colossales actuellement investies, est celle qui débouche sur le ralentissement, sinon, l'élimination de l'inflation,

7. Les dirigeants qui ignorent les dangers économiques, sociaux et politiques de l'inflation, le font à leur propre risque car ce n'est pas le genre de problème qu'on peut résoudre par l'usage de la force brute ou la répression, ou même les mesures d'atténuation temporaires sous forme d'augmentation des rémunérations,

8. Finalement et pour conclure, une simple citation de Ernest Hemingway, qui bien que n'étant pas un économiste de formation a bien résumé le fonds du problème :

« La première panacée d'une nation mal gérée est l'inflation de la monnaie, la seconde est la guerre. Les deux apportent une prospérité temporaire ; les deux entraînent une ruine permanente. Mais les deux sont le refuge des opportunistes politiques et économiques » (dans « Notes sur la prochaine guerre. Une lettre portant sur un sujet sérieux, Revue Esquire, septembre 1935)

Mourad Benachenhou

La martingale !



Mawled Ennabaoui El Kareem, fête religieuse qui, rappelons-le, a été instituée au 11ème siècle en Egypte ; certains pourtant la considèrent comme une innovation «bidâa» ; elle reste, cependant, célébrée par la plupart des pays musulmans dans le recueillement et la récitation du coran, faut-il le dire.



Par Cherif Ali

Chez nous, c'est dans le brouhaha et le lancement de pétards qu'on fête, plusieurs jours à l'avance, le Mawled Ennabaoui ! Avec tout ce que cela impacte sur les personnes et les biens.

Chaque année, ce ne sont pas moins de 6000 personnes, en majorité des enfants, qui sont transférées aux urgences des hôpitaux. Le professeur Khiati et beaucoup d'autres intellectuels sensibilisés sur les risques découlant de l'utilisation des pétards et autres jeux pyrotechniques, en principe interdits d'entrée sur le territoire nationale, n'ont eu de cesse d'interpeller les autorités compétentes à l'effet de prendre toutes les mesures de sauvegarde de la population et de ses biens. En vain !

Craignant le pire en cette année 2021, la Fête étant prévue le 18 de ce mois, les mêmes lanceurs d'alerte ont déploré la «mise sur le marché» de produits de plus en plus dangereux dont les consonances et les dénominations donnent froid dans le dos : «Daesh», «el bouq», «chitana», «pirate», «double bombe», «ez-zarbout» et aussi «la tueuse» sont des appellations déposées en Algérie !

Outre leur dangerosité sur les personnes, ces pétards et autres feux d'artifice peuvent causer d'énormes dégâts sur les habitations.

L'année passée, des stocks gigantesques ont été découverts dans un local de la basse Casbah d'Alger, grâce à la police qui agissait suite à un appel d'un citoyen, mû certainement par son sens civique.

On n'ose pas imaginer le contour du désastre si de tels stocks venaient à s'enflammer et à éclater en pleine concentration urbaine, comme cela s'est produit en Chine, par exemple, où une ville entière a sauté, ce qui a causé la mort de milliers d'individus. Rien que pour éteindre l'incendie, des centaines et des centaines de pompiers et leur matériel ont été mobilisés.

LES DÉGÂTS ONT ÉTÉ TOUT DE MÊME INCHIFFRABLES !

Les risques sur la santé publique causés par les pétards, tout le monde les connaît, même si certains s'in-

terrogent sur la composition chimique des produits, rappelons-le introduits frauduleusement, allant jusqu'à parler de virus et autres microbes «fourrés» sciemment dans les fumigènes par exemple, dans une volonté de nuire au pays.

Comme on le voit, il y a matière à inquiétude et des experts en sécurité publique viennent à leur tour, de tirer la sonnette d'alarme pour demander aux autorités d'agir et vite, en ce moment où le terrorisme est aux aguets ; il pourrait profiter, disent-ils, de l'ambiance explosive créée par les fêtards du Mawled Ennabaoui pour frapper !

En effet, les hommes les plus rompus au maniement des armes disent que le crépitements des balles d'une kalachnikov est difficilement discernable de celui émis par l'explosion d'un pétard, «el bouq», en l'occurrence !

Tout est dit, écrivait quelqu'un, Daesh est aux aguets pour frapper et la fête du Mawled pourrait lui fournir l'occasion. D'ailleurs c'est connu, les terroristes ont toujours attaqué lors des fêtes et des commémorations symboliques. C'est au deuxième jour de l'Aïd El Fitr, par exemple, que des soldats ont été attaqués dans la wilaya d'Ain Defla.

Outre ces scénarios terroristes, il y a aussi la petite délinquance qui profite des pétards pour faire diversion, et partant, commettre ses méfaits ; ainsi, il n'est pas rare d'entendre de fortes explosions à des heures tardives de la nuit, leurs auteurs, affirment les spécialistes de la criminalité, y recourent pour couvrir le bruit des casses de magasins et des voitures ou des rideaux qu'ils éventrent !

Bien sûr les forces de sécurité veillent au grain ; il n'empêche qu'on reste incrédules devant l'énormité des stocks explosifs qui sont exposés et écoulés partout dans le pays.

Mais, dans ce climat des plus anxieux, il existe paradoxalement des compatriotes qui se frottent les mains à l'idée des fortunes qu'ils vont amasser en perspective de la commémoration du Mawled Ennabaoui Echarif que l'on va fêter ce week-end.

Les marchandises exposées par des « gros bras » atteignent jusqu'à 300 à 600 millions de centimes.

Et ce n'est que la partie la plus visible de l'iceberg !

On parle aussi de 10 à 15 barons des pétards et autres jeux pyrotechniques !

Les vendeurs et les petites mains se comptent par milliers, ce qui a fait dire à Tahar Boulouar, le SG de l'Union des Artisans et Commerçants Algériens « qu'il faut libérer cette activité de commerce des pétards au regard du manque à gagner de l'Etat ; les vendeurs, dit-il, brassent environ 300 % de bénéfices nets, alors que les importateurs se targuent de réaliser quelques 10 milliards de dinars voire plus dans cette activité ».

UNE VRAIE MARTINGALE !

Le gouvernement, bien sûr, ne l'entend pas de cette oreille. Il envisage, d'ailleurs, de sanctionner sévèrement les contrevenants à l'interdiction d'importation des produits pyrotechniques et il a eu à le rappeler à l'occasion de l'établissement des lois de finance passées qui ont proposé de durcir les sanctions qui peuvent aller jusqu'à 5 ans d'emprisonnement pour les contrevenants.

Rappelons que l'importation de tels produits est punie aussi d'une amende égale à deux fois la valeur des marchandises confisquées et d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 5 ans, selon l'article 33 de ladite loi de finance.

Il faut rappeler aussi que l'importation des articles pour feux d'artifices, fusées de signalisation ou paragrêles et similaires, pétards et autres articles de pyrotechnie est passible des mêmes sanctions que l'importation des armes, munitions et explosifs.

L'activité consistant à vendre les pétards et autres produits pyrotechniques n'étant ni reconnue ni recensée par l'administration du Centre National du Registre du Commerce à en croire son directeur général, les plus sceptiques et autres anxieux parmi nous peuvent se tranquilliser dès lors, qu'en cas de dépassement, force restera à la loi !

Que reste-il alors aux pouvoirs publics, sinon d'intervenir et non pas se contenter, comme au ministère de la santé, de rendre public un communiqué pour dire que « l'usage des pétards représente un danger réel, que ce sont les enfants qui s'y adonnent et que les aînés doivent faire attention aux plus jeunes » !

LA CHRONIQUE DU BLEDA

Paris : Akram Belkaïd



Sur la piste

Autour du stade, à la pelouse hybride, il y a une piste où certains courent très vite, d'autres bien moins vite. Il y a aussi des marcheurs rapides et quelques-uns qui se contentent d'avancer à un rythme d'escargot.

Tout ce beau monde cohabite plutôt bien. Les beaux jours n'ont pas encore abdiqué et il faudra attendre les premiers froids et le plafond bas de brumaire pour que les couloirs s'éclaircissent.

En attendant, le Zatopek du week-end aime à couper sa trajectoire devant celui qui le ralentit. On l'imagine sans peine multipliant les queues de poisson sur l'autoroute car tel est l'adage : on marche, ou on court, comme on conduit.

Sur la pelouse, il y a quatre équipes, deux demi-terrains balisés par des cônes et deux matchs. Des enfants en tenues larges avec dossards multicolores qui piaillent en courant le ballon. Il faut s'arrêter et les regarder un peu pour comprendre à quel point l'omniprésence du football à la télévision façonne la manière de jouer des plus jeunes. Quand l'un d'eux marque, il imite immanquablement le salto de Cristiano «CR7» Ronaldo – du moins, il essaie – ou les bras croisés de Kylian Mbappé. Tiens, en voilà qui porte le numéro dix et qui, de Lionel Messi, n'a que cette manie (argentine) de marcher sur le terrain quand ses camarades cavalaient pour défendre.

Sur la piste, un nouvel entrant vient de faire son apparition. Équipement impeccable, poche d'hydratation sanglée au dos, foulée précise et régulière. On devine que monsieur est en phase de préparation finale pour le grand rendez-vous de dimanche prochain : le marathon de Paris. Quarante-deux kilomètres, un hectomètre, neuf décimètres et cinq mètres (lecteur, je t'offre de quoi te souvenir de l'école primaire). Le marathon, donc. Lors d'une pose, on discute un peu avec lui. Il est enchanté de parler « technique ». Entraînement fractionné, calcul d'intensité, etc. On fait semblant de comprendre son charabia, on le remercie et on se remet à trotter en se demandant quelle portion du marathon on serait, aujourd'hui, capable d'avalier sans trop s'épuiser (et s'humilier...).

Mais voici que surgit mon duo préféré. Ils sont là qu'il pleuve ou qu'il vente. Deux sexagénaires. Petites foulées, rythme jamais élevé mais, eux aussi, des marathoniens. L'un est aveugle et l'autre le guide par la voix et par la cordelette qui relie leurs poignets. Cela fait des années qu'ils s'entraînent et qu'ils courent le marathon ensemble. Avec eux, la discussion ne s'attarde jamais sur la technique ou toutes ces notions que le capitalisme a su inventer pour faire acheter plus de matériel et d'équipements. Il y a juste le plaisir de la course et de la performance accomplie en commun.

Sur l'un des deux terrains, il y a une embrouille. Immanquable. Impossible de l'éviter. Un gamin en a sévèrement taclé un autre qui braille, une joue posée sur la pelouse (hybride, bien meilleure que celle du stade de Blida...), le pied gauche

replié au niveau de la poitrine. Carton rouge a décidé l'arbitre qui peine à calmer le père de l'estropié qui, bien entendu, est entré sur le terrain pour s'en prendre au père du tacleur, lui aussi sur la pelouse (hybride) pour protester contre le carton rouge. Le ton monte. Il faut séparer les deux papas, exemples banals de ces parents qui polluent les rencontres par leurs cris agressifs, leurs pseudos encouragements et les soufflantes qu'ils infligent à leurs rejetons quand ceux-ci jouent mal. Petite observation au passage : ce genre de débordement est rare, mais vraiment très rare, quand les filles jouent. Il faut dire aussi que les pères sont alors moins nombreux...

Retour à la piste. Sur la ligne droite côté tribunes, trois couloirs sont désormais réservés. Deux monitrices y accomplissent un travail qui force le respect. Avec elles, une quinzaine de jeunes handicapés mentaux. La tâche consiste à faire apprendre la coordination des gestes, la manière de courir droit, la technique pour passer un témoin, et, surtout, il n'est pas question de chronomètre ni de compétition : juste courir pour le plaisir. Les deux femmes sont d'une patience absolue y compris avec les autres coureurs dont certains rouspètent parce que les couloirs sont réservés («mais vous pouvez courir à côté !» - «ben non, ça fausse ma moyenne !»).

L'un de ces fâcheux répond, sans s'en douter, à deux surnoms que le présent chroniqueur lui a attribué à la grande joie de quelques complices. «Bip-Bip» (pour la vitesse et la posture du tronc pendant la course) et «Bonjour-tata» (là, c'est plus compliqué mais quand il court, on dirait qu'il zozote). Donc, le jeu implicite, c'est de faire comprendre à Bonjour-tata que la piste ne lui appartient pas. En courant, par exemple sur son couloir et, en accélérant quand il s'apprête à vous doubler. Oui, concédons qu'il s'agit-là de mesquinerie mais que ne ferait-on pas pour punir les fâcheux.

Sur le terrain, les plots, les marabouts et leurs pères ont laissé la place à deux équipes d'adultes et là, ça ne rigole plus. Un vrai match, avec trio d'arbitres, licences, entraîneurs, remplaçant qui s'échauffent, glacières et soigneurs. Ça joue vite, ça combine et ça parle beaucoup. Le coach d'une équipe composée de quelques joueurs nigériens est furieux. L'un de ses milieux tarde à se replacer et il l'enguirlande haut et fort. Le concerné réagit mal. «You always yell at me ! Always ! Whya-lways me ?», s'empporte-t-il ainsi en se prenant pour Mario Balotelli. «Tu sors !» lui répond l'entraîneur dans la langue de Molière. Le ton monte. Une embrouille entre un joueur et son coach, ça arrive parfois mais là, la bagarre guette. L'arbitre intervient. Carton jaune pour les deux hommes, histoire de les calmer. Ça marche avec le joueur mais l'entraîneur est fou de rage. Carton rouge. Le match s'arrête et se perd en vaines palabres. Sur la piste, chacun reprend son trot. Pendant l'incident, Bonjour-tata n'a jamais cessé de tourner.

L'artisan de la débâcle française à Diên Biên Phu le général Giap ne nous a-t-il pas dit que l'impérialisme est un mauvais élève !

Par Mahmoud Chabane

Elles ont toutes pour dénominateur commun, rabaisser son prestige et ses réalisations pour faire croire que c'était mieux sous la gouvernance colonialiste. Naturellement les déclarations de personnalités politiques, médiatiques n'ont rien à voir avec des logorrhées prononcées dans un moment d'égarement, de perte de ses esprits ou d'énervement. Elles sont au contraire bien élaborées et orientées. J'en veux pour preuve, s'il en fallait une, les dernières déclarations dégradantes faites le 30 septembre par le Président de la République Française devant 18 jeunes français, médusés.

Aussi, chaque patriote est invité à se remémorer les attaques verbales visant notre pays, son peuple, ses institutions, son histoire..., de cet acabit pour se faire une idée des dangers qui guettent notre patrie et à rester vigilant car les ennemis de l'intérieur qui gangrènent notre pays, identifiables à leurs comportements antinationaux, gravitant tels des charognards autour de gîtes de corruption, de détournements des biens du peuple, de sabotage de notre économie... etc et bien sûr la trahison et la lâcheté opèrent cachés, en catimini, constituent une pénetrante aux ennemis extérieurs.

En effet, comme il fallait s'y attendre au regard de la portée historique de notre Révolution, admirée par les peuples et maladivement jalouée par des nostalgiques, notre pays ne cesse d'enregistrer depuis son accession à l'indépendance de manière cyclique à la veille de chaque date marquante de notre histoire récente, essentiellement : le premier novembre 1954, le 20 août, le 19 mars et le 05 juillet, des déclarations troublantes faites de manière péremptoire par des personnalités politiques, médiatiques, publiques assez influentes pour troubler les esprits des concitoyens. Il faut admettre que l'avènement de « présidents cocotte-minute », produits dans les laboratoires de la haute finance et des lobbies et vendus par des médias lourds transformés en de redoutables machines à propagande, grassement financés par ces derniers, ce genre de dérapage mis en scène et de propos nauséabonds chargés de mépris à l'égard de l'autre, semble favoriser ce type de comportement dévalorisant la fonction.

TAPAGE MÉDIATIQUE POUR FAIRE DIVERSION

C'est pour servir de relais que l'aboyeur de service et mercenaire à la parole aisée, Eric Zemmour pour ne pas le nommer, qui ne recule devant rien au point de faire passer des mensonges pour des vérités, qui fait feu de tout bois pour faire passer ses messages, est dans son rôle de rabatteur de voix. De fait, il est là pour exécuter un mandat de ses commanditaires qui le rétribuent grassement. Pour donner l'illusion que ce qu'il débite est partagé par des français à la recherche de solutions de rechange, les marionnettistes l'appuient par des sondages orientés et gonflés à l'hélium pour leur donner l'illusion qu'il caracole au-dessus de tous les autres, au point de le présenter comme candidat à l'élection présidentielle de 2022.

Le fiel qu'il déverse quasi quotidiennement à grand flot sur les immigrés et leurs pays d'origine (comprendre les Algériens et l'Algérie) aidé en cela par des médias en quête de l'audimat semble se transformer en miel pour lui. En fait, son discours racoleur, démagogique et stigmatisant, construit sur le rejet sélectif de l'autre, instillant dans le corps social beaucoup de haine et de méfiance, n'est autre que la synthèse de la pensée et des échecs de la droite dans toutes ses nuances et déclinaisons les plus abjectes. C'est à ce redoutable aboyeur qui fait office de porte-voix des droites réactionnaires,

Décidément, l'indépendance de notre pays, chèrement acquise, est restée en travers de la gorge des nostalgiques de l'Algérie française qui ne ratent aucune occasion pour faire des déclarations toxiques qui transpirent le mépris des réalisations d'un peuple au demeurant laminé par 132 années d'une colonisation des plus barbares et des plus cruelles.

qu'échoit le rôle de dire tout haut ce que pense tout bas cette dernière.

LES VISAS COMME MOYEN DE PRESSION ET DE CHANTAGE

L'angle d'attaque de notre pays privilégié par la France officielle, une mesquinerie de plus, est celui de la délivrance de visas. Cette arme des visas que les pouvoirs politiques français dégaîne de manière intempestive, est devenue cette rengaine lassante, utilisée comme moyen de pression voire de marchandage et de chantage. Elle vise un double objectif qui est celui de priver les Algériens de leurs droits universels à la libre circulation des personnes et des biens garantie par la déclaration universelle des droits de l'homme dont la France, comble de l'ironie, s'arroge la paternité, d'humilier nos compatriotes et de chercher par cette pratique ignoble, à soulever le peuple contre ses gouvernants.

Pourtant, ils ne sont pas sans savoir que les visas de circulation régis par une stricte réglementation ne doivent pas être soumis à des quotas comme c'est le cas pour les visas de travail et/ou d'émigration. Autrement dit, chaque citoyen demandeur de visa de circulation ayant satisfait à toutes les formalités réglementaires doit obtenir son visa. Mieux encore, en cas de refus, la réglementation oblige l'autorité consulaire à motiver son refus et permet au demandeur, s'il s'estime lésé dans son droit, d'introduire un recours et si besoin est, de saisir les juridictions compétentes en la matière pour recouvrer son droit.

Seulement, la France officielle, en faisant fi de sa propre réglementation en vigueur en la matière, a choisi d'infliger arbitrairement une punition collective à tout un peuple au motif que les pouvoirs politiques de ces ex colonies (c'est ce complexe dont les gouvernants de l'ex puissance coloniale n'arrivent pas à se départir) n'acceptent pas de reprendre des délinquants jugés et détenus en France pour, entre autre, terrorisme. La question qui se pose ; En quoi un citoyen algérien désireux de rendre visite à sa famille et à ses amis, ou de voyager en France est-il responsable des agissements de ces délinquants ?

Ce qui revient à dire que les pouvoirs politiques français considèrent que tous les Algériens sont des clandestins potentiels, ce qui, de mon point de vue, est ressenti par nos compatriotes comme une insulte suprême. Ils se gardent bien évidemment de parler des millions d'Algériens



qui ont fait de nombreux voyages en aller-retour nullement intéressés par l'immigration future légale. L'idée de braquer l'opinion publique travaillée au corps par un tapage médiatique qui n'a rien à envier à celui des États totalitaires et abreuvés de sondages dirigés sur la poignée de délinquants présentés d'ailleurs comme la source de tous les maux quitte à terroriser les potentiels électeurs, est privilégiée.

Pourquoi l'État algérien souverain, doit-il servir de base pour soulager les prisons françaises ? Cette histoire de délivrance de visas agitée souvent par l'ex colonisateur à des moments bien choisis pour troubler les esprits de nos concitoyens et rassurer un certain électoral, n'est en fait que l'expression d'une volonté de certains réactionnaires de remettre en cause les prétendus avantages accordés indument aux Algériens par l'accord de 1968 régissant l'immigration algérienne conclu entre les deux États en application des accords d'Evian. C'est souvent que nos compatriotes entendent dire par des fonctionnaires haineux : « vous avez voulu votre indépendance, alors restez chez vous ! » Et dire que ces décisions sont le fait de gouvernants prétendument démocrates d'un pays revendiquant la paternité de la déclaration universelle des droits de l'homme !

À noter que dans un premier temps, c'étaient toutes les catégories de demandeurs de visas qui sont touchées par cette mesure arbitraire ; il s'en est suivi un rétropédalage pour préciser que seuls les dirigeants ayant bénéficié jusque-là de faveurs et d'un traitement privilégié sont concernés, une manière de jeter l'opprobre sur ces derniers et de les désigner à la vindicte populaire. En fait, le corrupteur c'est qui ? Très clairement, il est anormal et injuste de faire payer les insuffisances de gestion des administrations chargées de gérer le flux et le reflux des voyageurs aux demandeurs de visas sous prétexte qu'une poignée d'entre eux pourraient resquiller. Ce jugement de valeur fait d'a priori, qui considère sans aucun discernement, que tout demandeur de visa est, jusqu'à preuve du contraire, un resquilleur est arbitraire, infamant et indigne d'un État de droit. Il est juste instructif de se poser la question pour comprendre pourquoi les pouvoirs politiques français n'avaient pas retenu l'angle d'attaque, comme cela se passe au niveau mondial, la sanction économique ? La réponse est certainement dans la structure de nos échanges commerciaux largement favorables à l'économie française. La France nous achète des hydrocarbures indispensables à son économie, a implanté depuis

les années 1980 quelques 450 entreprises pour pomper les devises que nous procurent le gaz et le pétrole et écouler en Algérie ses produits manufacturés.

ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS DE CETTE SALVE DE DÉCLARATIONS

Nonobstant les questions liées à la campagne électorale qui s'annonce rude et dont l'issue est des plus incertaines, un certain nombre de faits et événements pourraient avoir agacé le Président français pour le faire sortir de ses obligations de réserve, de perdre son sang-froid au point de quitter la diplomatie (science des rapports internationaux) pour calomnier, invectiver, dénigrer, outrager, manipuler l'histoire. Parmi ces événements qui rognent sérieusement l'emprise que la France officielle avait sur notre pays durant de longues années, il convient de citer :

- le retour en force, tant attendu, sur la scène internationale de la diplomatie algérienne caractérisée par sa constance et son indépendance, qui rappelle fièrement celle conduite par le regretté Mohamed Seddik Benyahia, dont le point d'orgue fut la libération des diplomates américains retenus en otage par les Ayatollah iraniens ;

- la rupture inattendue des relations diplomatiques avec son protégé royaume marocain qui vivait depuis longtemps en concubinage avec l'entité sioniste avait décidé d'officialiser cette relation contre nature par les liens sacrés du mariage contre une promesse faite par un président sans pouvoirs, la reconnaissance du droit de propriété du Maroc sur le Sahara occidental ;

- la déclaration officielle des autorités algériennes signifiant clairement que la rupture des relations diplomatiques avec le makhzen est sans appel et qu'elle n'est sujette à aucune médiation, ferme définitivement la porte aux tentatives de l'Elysée de se saisir de ce dossier ;

- la fin de l'attribution de juteux marchés de gré à gré selon la procédure accélérée, le renouvellement des contrats de service et la remise en cause des avantages mirobolants accordés à certaines sociétés françaises, inquiète les milieux d'affaires et politiques.

- La décision inattendue des autorités algériennes de fermer le gazoduc MEDGAZ alimentant le Maroc en gaz algérien, (gaz fourni à prix d'ami 20% moins cher), pose de sérieux problèmes aux entreprises françaises installées au Maroc.

Suite en page 10

L'artisan de la débâcle française à Diên Biên Phu le général Giap ne nous a-t-il pas dit que l'impérialisme est un mauvais élève !

Suite de la page 9

DIVISER POUR GAGNER : LA STRATÉGIE DE RECONQUÊTE DU PERDU

En politique rien ne se fait au hasard surtout quand on a à sa disposition une armada de conseillers et d'experts en tout genre et dans tous les domaines qui arrivent à qualifier une attaque virulente contre un pays et ses institutions, que rien ne justifie en dehors de la campagne électorale française de simple dérapage, un euphémisme qui ne passe pas. C'est pourquoi de prime abord, les propos rapportés par le journal « le Monde » tenus par le Président de la République Française devant 18 jeunes médusés, ne peuvent et ne doivent être interprétés autrement que comme une attaque en règle contre nos institutions et au-delà. Il a usé et abusé de sa posture présidentielle, convaincu qu'il est, pour faire non sans arrogance, dans le déni de notre histoire plusieurs fois millénaires en déclarant que l'Algérie est une « création française » rejoignant ainsi, la cohorte de nostalgiques de l'Algérie française, dont l'aboyeur en est le porte étendard. « Macron excelle dans l'art de diviser pour régner » (dixit une intellectuelle malienne) ! On ne peut mieux dire. En effet ses dernières déclarations et actions entreprises qu'il convient de rappeler succinctement par ce dernier, corroborent cette affirmation et semblent s'inscrire dans le cadre d'un plan murement réfléchi visant à rassurer un électorat déçu par son bilan et au-delà. Pour arriver à ses fins, se faire réélire et peu importe la moralité des procédés, il s'autorise de passer outre les règles de bienséance que tout responsable se doit d'observer dans ses relations avec l'autre, de s'ingérer dans les affaires intérieures de ses voisins, de juger et de noter les responsables de pays de son ancien empire. Tel un enfant gâté, il transforme le majestueux palais de l'Elysée qui a vu défiler des personnalités hors du commun en une vaste cour de récréation où l'on peut se lâcher sans retenue ni respect pour les lieux et ses camarades. Pourquoi tout ça et en ce moment précis ? Là est la question ! Pour avoir une idée plus précise de la stratégie mise en place en vue de l'élection présidentielle prochaine, il est utile de rappeler les éléments saillants, qui de notre point de vue, font partie intégrante de ce plan de reconquête de l'électorat :

Le rapport Stora sur les questions mémorielles attendu par des crédules comme une avancée, a accouché après plusieurs mois de gestation, d'un sapin de Noël enveloppé du burnous de l'Emir AEK, orné de la panthéonisation de Madame Halimi, de la reconnaissance de l'assassinat par la France de notre Grand Ali Boumendjel, ... pour cacher une montagne d'horreurs commises à l'endroit de la nature et des humains commises durant 132 ans de colonisation française. Il a aussi permis de remettre en cause les déclarations faites par le candidat Macron à Alger en 2017 et de renoncer à demander pardon au peuple Algérien.

- le recul et le renoncement à la panthéonisation de Madame Gisèle Halimi, présentée pourtant comme mesure phare préconisée par le rapport Stora. Pour glaner les voix des harkis il n'a pas hésité à accéder à la demande des femmes de harkis qui s'opposaient à la panthéonisation de cette dame courage, dont le seul tort est d'avoir défendu des indigènes.

- Réception en grande pompe et au palais de l'Elysée de quelques 300 harkis pour leur demander au nom de la France pardon de les avoir parqués comme des sous êtres (en vérité et dans toutes les cultures les « colabos » désignés sous le vocable de harkis, dans des conditions inhumaines dans des endroits grillagés avec barbelés et miradors pendant de longues années. En même temps, il s'obstine à refuser de demander pardon aux descendants des

45.000 indigènes massacrés le 08 mai 1945 dont des parents et proches, furent mobilisés pour chasser les nazis de la France.

- Rencontre avec les 18 jeunes français au somptueux palais de l'Elysée, à la veille de la commémoration des massacres perpétrés par Papon le 17 octobre 1961 et du déclenchement de la révolution de libération nationale. Le public cible ; 18 jeunes français choisis sur des critères que seul leur auteur en détient le secret. L'objet de cette rencontre est la réécriture de l'histoire de la guerre d'Algérie. Cela renseigne sur l'importance de cette messe qui a servi de décor au Président de la République Française pour lancer sa campagne électorale et faire des déclarations inacceptables visant notre pays qui, le moins que l'on puisse dire, dés-honorent sa fonction.

- Et ce n'est certainement pas par hasard que parmi ces jeunes convoqués à cette messe on y trouve le petit fils du sanguinaire Salan et le petit fils de notre grand patriote Ali Boumendjel assassiné par la France (assassinat que le président de la république française en place venait de reconnaître) pour entendre leur Président dire que leurs parents leur ont menti sur l'histoire de la guerre d'Algérie et qu'il leur promet de la réécrire. - Les déclarations, le Président de la République Française, par certains aspects, envoient un signal clair aux organisations classées comme organisations terroristes qu'il héberge déjà, en leur promettant des émissions destinées à diffuser la vraie histoire de l'Algérie (comprendre par-là que celle écrite par ses historiens est entachée de contre-vérités). Soucieux du détail, il n'oublie pas de préciser que ces dernières seront diffusées en langue en arabe et en langue kabyle ! la précision est édifiante !

- Le sommet Afrique-France : hier, c'était les descendants de gaulois, partis coloniser des contrées lointaines pour agrandir leur empire qui avaient fait appel, voire obligé, de pauvres indigènes analphabètes pour porter la tenue de « colabo » harki, pour les aider à coloniser et à piller leurs pays. Les temps ont changé, mais les procédés demeurent globalement les mêmes. Aujourd'hui, fidèles à leurs ancêtres, les enfants de ces rustres gaulois, dont l'actuel Président de la République Française en serait le digne héritier, tout en ne dérogeant pas à ce qu'ils conçoivent comme une règle, ayant évolué en néocolonialistes, avaient décidé de convoquer 3.000 personnes triées sur le volet pour assister à une messe organisée à Montpellier, baptisée pour la circonstance « sommet Afrique-France ». Le but affichée est de dresser ce qu'ils nomment pompeusement « société civile » contre les dirigeants de leurs pays qualifiés de vieillissants, de corrompus...etc, et de recruter des « harkis » modernisés, bardés de diplômes, de connaissances, pour servir de têtes de pont au néocolonialisme et gérer directement l'aide extérieure. Pour les promoteurs de ce rendez-vous qui semble avoir bénéficié d'une préparation minutieuse, il n'y pas l'ombre d'un doute que les jeunes africains allaient adhérer allégrement à cette démarche visant à court-circuiter les États et qu'ils dégageront leurs dirigeants pour permettre à leur mentor de régenter leurs pays respectifs. Aveuglés qu'ils sont, ces apprentis néocolonialistes oublient d'admettre que cette ère est définitivement révolue et que les aspirations des Africains en général et de sa jeunesse en particulier n'est pas de servir de suppôts aux visées néocolonialistes mais de support au développement et à l'émancipation de leurs pays.

- Le Président de la République Française, non repu avec tout ce qu'il s'est permis de déverser comme fiel sur notre pays et ses institutions, affirme de manière péremptoire, que l'Algérie est une « création française » confortant ainsi, les promoteurs et les défen-

seurs de la colonisation positive. Et pour caresser dans le sens du poil et rassurer l'électorat de droite réactionnaire, il franchi sans état d'âme le Rubicon en passant par perte et profit, les quelques cinq millions d'indigènes victimes de la colonisation française et la dévastation de notre écosystème par l'atome et le napalm.

L'INSTRUMENTALISATION DE L'ALGÉRIE POUR DES BESOINS DE POLITIQUE INTÉRIEURE

À travers les faits historiques saillants rappelés ci-après pour souligner le fait que notre pays a de tout temps été utilisé par les pouvoirs politiques français pour faire diversion, sauvegarder leurs privilèges et faire prospérer leur économie. Deux siècles plus tard, pour sauver le soldat Macron, ou à défaut, son clone idéologique, à l'élection présidentielle prochaine, ses promoteurs n'ont pas dérogé à la règle en choisissant de s'en prendre, sans raison, à notre pays pour mobiliser leurs électeurs.

- Décidée en conseil des ministres le 31 janvier 1830, l'expédition d'Alger, pour sauver l'autorité chancelante du roi de Charles X, opération en préparation depuis 1827, a permis au roi de garder pour quelque temps son trône et à la France de s'affranchir du paiement du blé qu'elle avait reçu d'Algérie, faire mains basses sur les richesses et les réserves d'or évaluées par des historiens et des chancelleries à environ 3.000.000 or, éloigner les officiers présentant un danger, agrandir son empire. Évidemment, la prise d'Alger fut fêtée dans l'allégresse et la joie par le gotha de la classe politique et bien naturellement l'église.

- 1^{ère} et 2^{ème} guerres mondiales, notre pays occupé avait servi de base arrière pour la métropole occupée, fourni de la chair à canon, approvisionné la population et l'armée françaises, au détriment bien évidemment de la population indigène décimée par les maladies et la faim, fournir des matières premières pour faire fonctionner son industrie. 1954, Les gouvernants de la 4^{ème} République très chancelante, avaient, pour sauver les meubles, du moins ce qui reste de cette dernière, pris comme mesure de sauvegarde, le transfèrement des officiers défaits dans la bataille de Dien Bien Phu au Vietnam, humiliés par le Général Giap, directement en Algérie pour leur offrir en guise de consolation un champ de tir où ils pouvaient canarder à volonté des indigènes, chose qu'ils avaient faite avec l'extrême sauvagerie pour assouvir leur soif de sang, laver leur honneur et se réhabiliter aux yeux des tenants de la colonisation. Ils subiront, en Algérie, une 2^{ème} humiliation dont ils se souviendront à jamais pour transmettre à leur descendance un récit orienté.

-1962, Pour sauver la France, isolée diplomatiquement au niveau mondial grâce à la diplomatie agressive, engagée et patriotique menée par le FLN qui avait rallié à notre cause un grand nombre de pays et la guerre que lui avait livré sur le terrain notre ALN, soutenues par tout un peuple, les gouvernants français, contraints et forcés, avaient entrepris de s'asseoir à la table des négociations qui ont débouché sur les accords dits d'EVIAN. Effectivement, l'indépendance de notre pays a permis à la France de repartir économiquement et diplomatiquement à la reconquête de sa place sur la scène mondiale.

-1982 ; La visite officielle, d'ailleurs très folklorisée, effectuée en France en 1982 par le président algérien (soit vingt ans après notre indépendance), une France dirigée alors par celui qui avait dit que l'Algérie c'est la France et n'avait pas hésité à faire actionner à trois reprises, (ce qui en droit est interdit), la guillotine sur le coup de notre Zabana, s'était soldée par une moisson de contrats juteux qui ont permis à la France de se redresser économiquement, de se replacer pre-

mier fournisseur de notre pays devenu poubelle de cette dernière (les voitures de moins de trois ans) et d'ouvrir le marché algérien aux entreprises françaises pour le siphonner. Le néocolonialisme, c'est aussi ça !

CONCLUSION

Affirmer péremptoirement que le peuple algérien cultive la haine, histoire de justifier les bouillons de culture de la haine anti ex colonisés (particulièrement visés les algériens), est une façon tendancieuse de faire passer aux yeux de l'opinion publique française, les Algériens pour ce qu'ils ne sont pas. Ce que l'auteur de cette avalanche de déclarations méprisantes indignes d'un chef d'État, doit savoir, au minimum, deux choses :

-1- Pour le peuple algérien, la haine c'est péché et de fait, il la rejette et la combat car elle est tout bonnement contraire à ses croyances et à ses valeurs intrinsèques. -2- La famille et l'esprit de famille qui caractérisent le peuple algérien constituent la ligne rouge qu'il n'est pas permis de franchir. Ce qui est permis aux membres de la famille à l'intérieur de celle-ci ne l'est pas forcément aux étrangers. Autrement dit, quand la famille est attaquée même verbalement, tous ses membres, transcendent leurs éventuels différents pour se dresser comme un seul homme pour défendre l'honneur de la famille à l'exception de quelques uns : comme Boualem SANSAL dont Eric Zemmour le haineux nous dit compter comme son ami en s'appuyant sur son argumentaire, pour ne pas dire sa « prophétie » de voir la France plongée dans la guerre civile si la droite et son extrême ne récupèrent pas le pouvoir pour nettoyer la France de la « vermine » algérienne en premier. Il y a aussi Addi Lahouari « l'inventeur » de la régression féconde (à propos du FIS) qui dans son statut « d'intello de service », a volé au secours de Macron par son écrit dans le journal le Monde. Ils ne sont malheureusement pas les seuls, ces « colabos » qui ont vendu leur dignité et celle de leur « peuple en contrepartie d'une reconnaissance éphémère, pour qu'il soit utile d'en établir la liste exhaustive... Faut-il encore remercier Zemmour et Macron pour avoir débâché ces « lièvres honnis » ? Les Algériennes et les Algériens sauront se souvenir ! Et l'Histoire de l'Algérie en marche retiendra !

Pour conclure il est toujours utile de rappeler une des sagesse de notre terroir que nos aïeux à travers nos parents, nous ont enseignées ; Ne jamais oublier que la personne que vous avez humiliée publiquement cherchera à se venger, il faut s'en méfier. Et si par le fait d'une force majeure vous devez faire un bout de chemin ensemble, il faut la mettre devant ou à défaut sur le côté et garder des distances de sécurité. Les colonialistes français, administration et armée, humiliés par des indigènes, n'oublient pas et semblent, si l'on juge à travers les déclarations de l'actuel Président de la République Française et pas que, pas prêts d'oublier. C'est pourquoi cette sagesse que nous ont léguée par nos aïeux est plus que jamais d'actualité et mérite d'être observée dans nos relations avec l'ex puissance coloniale. Ne dit-on pas à toute chose malheur est bon ! ? Les déclarations du Président de la République Française doivent nous interpeler et nous incitent à rester vigilants et unis pour signifier clairement aux nostalgiques de l'Algérie Française que nous sommes une famille. Je reste persuadé que les déclarations intempestives et autres provocations sus-rappelées, auxquelles il faut ajouter toutes celles qui ne sont pas rendues publiques, qui ont heurté profondément les patriotes attachés à leur indépendance très chèrement acquise, produiront un effet contraire à celui attendu par leurs auteurs et ne manqueront pas de booster notre cohésion nationale, déjà au beau fixe, comme vient de le démontrer le mémorable mouvement populaire authentique de février 2019.

Mahmoud Chabane

La réponse à cette question ne souffre d'aucun doute pour l'ancien ministre du Travail de la République Algérienne Démocratique et Populaire, qui a qualifié la France « d'ennemi éternel et traditionnel » le 7 avril 2021 lors d'une question parlementaire sur le déficit actuel de la Caisse de retraite algérienne.

La France, pays ami ou ennemi ?

Par Mohamed Chouieb

Un vrai vent de franchise et de courage qui tranche avec la langue de bois dont usent tous les responsables algériens depuis la disparition de Boumediène et la soumission frisant la servilité qu'ils ont adoptée devant l'ancien colonisateur. C'est peut-être pour cela que son expression a suscité cette incroyable levée de boucliers en France et aussi, bizarrement, en Algérie où on lui a reproché d'avoir fait intrusion dans un domaine qui n'était pas celui de ses compétences ministérielles. Comme si, lorsqu'on est ministre, on devait se départir de ses convictions et même de ses attributs d'homme et de citoyen !

DÉFINITIONS

Selon le dictionnaire " Le Robert ", l'amitié est un sentiment réciproque d'affection et de sympathie qui ne se fonde ni sur les liens du sang, ni sur l'attrait sexuel. Quand il s'agit de relations entre pays ou entre collectivités, " Le Larousse ", définit l'amitié comme " des relations fondées sur une bonne entente ", au contraire de l'ennemi entre nations, celui à qui on s'oppose constamment.

A la lecture de ces définitions données par les références mêmes de la langue française, il est évident que, sans parler d'éternité, la France n'a jamais été une amie de l'Algérie à n'importe quel moment de l'Histoire et de quelque manière que ce soit. Et surtout après l'indépendance algérienne, tout en minimisant l'ampleur de sa défaite et sa piteuse débâcle, cherchant même à les transformer en acte volontaire conforme au " courant de l'Histoire ", avatar français du fameux " déterminisme historique " marxiste.

Jusqu'à nos jours, la France n'a jamais donné sa voix à une seule initiative menée par l'Algérie indépendante dans le cadre de ses activités diplomatiques et de sa participation dans les instances internationales. Elle a toujours voté contre et, dans les cas où c'était incompréhensible, sinon indécent de voter contre, elle s'abstenait.

AUX ORIGINES DE CETTE HOSTILITÉ

L'Histoire nous dit que tout cela a commencé il y a bientôt 1000 ans, en novembre 1095 plus exactement, après le concile de Clermont mené sous la houlette du pape français Urbain II, et au cours duquel la religion chrétienne subit la plus profonde métamorphose de son histoire : son passage d'une religion de paix et de fraternité en la religion la plus belliqueuse, la plus violente et la plus cupide de toutes les religions monothéistes.

C'est là que fut initiée et lancée, sous couvert de l'alibi religieux, la plus grande agression impérialiste jamais menée contre le monde arabo-musulman par l'Occident chrétien : les Croisades. Le concile de Clermont, par la voix du pape Urbain II, dit " Le Bienheureux ", a transformé la religion chrétienne, cette religion dont la devise était " Tu ne tueras point ", en une religion qui autorisait et poussait ses adeptes à tuer en son nom ; et même de bénéficier des récompenses divines pour avoir tué d'autres humains qui ne partageaient pas leur foi, les Musulmans en l'occurrence. Les Croisades seront le précurseur de l'autre génocide planétaire, celui des peuples amérindiens, toujours mené sous l'égide de la " vraie religion " et son corolaire, l'or et l'argent. Les Croisades durèrent deux siècles et se terminèrent officiellement en 1270 après la mort peu glorieuse du roi de France Louis IX, dit " Saint-Louis ", (dont les Francs ramenèrent le squelette, démembré après avoir bouilli le corps pour le débarrasser des parties putrescibles

afin de résister aux aléas du transport et éviter ainsi qu'il ne soit enterré en terre d'Islam), même si deux autres expéditions furent mises sur pied ultérieurement et qui firent long feu. Et, convenons-en, même si elle revêt d'autres formes, la série est actuellement toujours en cours avec les drames irakiens, libyens, syriens, afghans, yéménites, l'agression continue contre l'Iran et les catastrophes annoncées au Mali, Burkina-Faso, Tchad et Niger et, bien sûr, le drame palestinien dans lequel la France est, proportionnellement à sa taille et à sa population de confession hébraïque, le premier soutien mondial de l'Entité sioniste, tant sur le plan diplomatique, technique ou financier, que sur celui de la fourniture de conscripts au service de l'entreprise génocidaire que le monstre sioniste mène contre le peuple palestinien. Ces croisades, même si elles ont bénéficié d'une participation européenne, ont, en réalité, toujours eu pour principal maître d'œuvre le royaume des Francs. Et, d'ailleurs, les Musulmans ne se sont jamais trompés sur l'identité réelle de leurs agresseurs qu'ils ont toujours nommés " al Franj ", " les Francs ".

Pierre, tout comme Aïssa (Jésus), était palestinien, Paul et Jean étaient syriens, Constantin était romain, Augustin était algérien et Clovis, le premier roi de France chrétien ne s'est converti au christianisme qu'au début du VI^{ème} siècle, soit plus de 500 ans après la mort du Christ, mais c'est la France qui se proclame jusqu'à ce jour " fille aînée de l'Eglise " et défenseuse d'une religion venue d'autres lieux, appartenant à d'autres peuples et à l'émergence de laquelle elle n'a que très peu contribué. Cela semble anecdotique et incroyablement aujourd'hui mais la " défense " de la religion catholique face à la montée en puissance de l'Islam et la lutte implacable et sans merci que mène le monde occidental chrétien depuis des siècles contre l'émergence d'un Etat arabe ou musulman puissant, n'importe où qu'il soit dans le monde, et surtout au sud de la Méditerranée, reste un des moteurs principaux de la politique extérieure actuelle de la France et d'une partie du monde occidental chrétien et, certainement, pour longtemps encore. Mais cet-

te persistance et ces réminiscences du passé ne peuvent expliquer à elles seules toute l'hostilité que la France a toujours manifestée à l'encontre de l'Algérie indépendante. Et les explications simplistes, naïves, voire infantiles, avancées par l'Algérie officielle à propos de l'existence d'un lobby pied-noir revanchard et nostalgique du paradis perdu qui imposerait ses quatre volontés à la France, cet Etat puissant, centralisé et jacobin, disposant d'une administration et de forces de sécurité hors du commun, dans ses relations avec un pays majeur, ne tiennent pas la route à notre époque. En fait, les enjeux sont ailleurs.

POUR COMPRENDRE LES ENJEUX

Sur le plan historique, notre pays a constitué depuis des siècles une cible privilégiée pour la France, comme pour d'autres puissances en désir d'hégémonie, parce qu'il est le mieux doté par la nature de ce côté-ci de la Méditerranée, disposant de très grands espaces regorgeant de ressources et, surtout, défendu depuis des millénaires par son propre peuple, quel que soit le nom que les uns et les autres lui ont donné. Sans négliger les motivations religieuses avec leur désir aussi féroce qu'insensé de faire revenir à la foi chrétienne ce rivage sud de la Méditerranée, cette patrie de Saint Augustin, le père de l'Eglise latine dont la France nous envie tant la paternité jusqu'à nous la dénier, et, surtout, celle de Tarik ibnou Ziyad, le conquérant de la Péninsule Ibérique et de la France méridionale. Cela sans oublier les motivations basement cupides et leur soubassement raciste et suprématiste, et que la France n'a jamais formellement reniés malgré les oripeaux humanistes dont elle se drape. Et, aussi, malgré le fait que, durant des siècles, la France ait bénéficié de généreuses concessions commerciales accordées par les différents pouvoirs algériens, comme l'établissement de comptoirs, ces zones franches avant l'heure, sur de nombreux points de la côte algérienne, rien ne l'a empêchée de me-

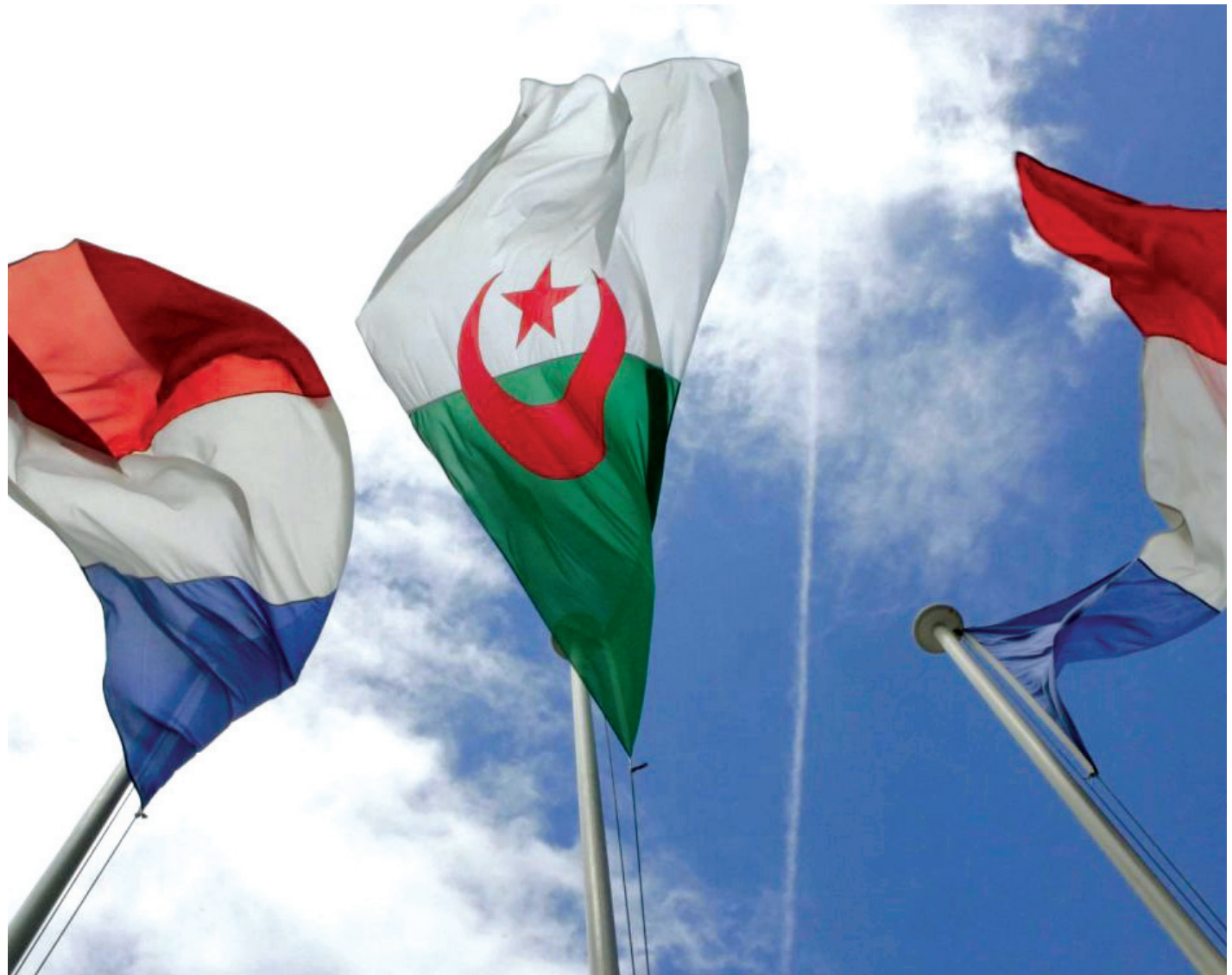
ner l'agression ultime qui a débuté un certain juillet 1830 et qui ne s'est achevée que 132 années plus tard après qu'elle ait dévasté le pays, volé tout ce qui pouvait l'être et saboté tout ce qui ne pouvait pas être emporté. Pour rappel, la France a emporté tous les plans des VRD (voiries et réseaux divers) des grandes villes algériennes, incendié la bibliothèque universitaire d'Alger après l'avoir délestée de ses trésors, des ouvrages et manuscrits uniques et emporté avec elle les plans de minage de milliers de kilomètres carrés qui continueront à faire des milliers de victimes avant que l'Armée Nationale Populaire ne parvienne à nettoyer la terre des chouchada.

QUE CRAINT DONC LA FRANCE DE L'ALGÉRIE ?

Objectivement, que peut craindre la France de l'Algérie aujourd'hui ? Que peut craindre une des premières puissances économiques, industrielles, financières, militaires et impérialistes du monde actuel de la part d'un pays empêtré dans les affres du sous-développement et du réchauffement climatique, submergé par sa démographie, trahi par ses propres dirigeants, cerné de toutes parts par des ennemis féroces ; bref, un pays qui a gâché la quasi-totalité des valeurs fondatrices de son identité, qui a perdu deux fois son élite en l'espace de 40 années (l'hécatombe de la guerre coloniale et celle de la folie islamiste), dont 87% des étudiants ne rêvent que de partir ailleurs, une fois leurs études (entièrement gratuites et même rémunérées !) terminées ? Sans parler de cette tragique propension à jouer son avenir à la roulette russe à chaque échéance électorale depuis bientôt 33 années. Pas grand-chose mais cela ne veut pas dire que la France n'a rien à craindre de l'Algérie. Là est la nuance.

Suite en page 12

* Retraité, ancien cadre technique Sonipec



La France, pays ami ou ennemi ?

Suite de la page 11

L'Algérie constitue un des centres de préoccupation et de fixation les plus importants de sa politique étrangère, un pays qu'elle scrute et surveille comme le lait sur le feu, une obsession qui arrive juste derrière les grands complexes existentiels qu'elle nourrit envers quelques rares autres pays, l'Allemagne et les U.S.A. en tête.

Depuis 1830, l'exploitation effrénée de l'Algérie a permis à la France de se renflouer alors qu'elle était en faillite, traversant une phase de déclin dramatique, menacée de dépeuplement après des décennies de guerres qui ont exterminé une grande partie de sa population mâle. Elle a trouvé dans l'eldorado algérien tous les ingrédients pour sa survie et même pour sa renaissance : argent, espaces, main d'œuvre laborieuse et rustique et des contingents militaires qui ont constitué le fer de lance de toutes ses aventures guerrières ou coloniales, depuis la guerre de Crimée au milieu du XIX^e siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale en passant par la guerre de 1870 contre la Prusse, la première guerre mondiale ou la conquête de Madagascar, sans oublier les aventures mexicaines de Napoléon III (1862-1867).

Les 132 années de relations extrêmement intenses, même si elles ont été imposées par les crimes les plus atroces qu'un être humain pouvait imaginer ont tissé des liens innombrables, variés et intenses qui ont rendu la situation inextricable et complexe des deux côtés de la Méditerranée. Mais, une fois le divorce prononcé, au lieu que ces relations soient refondées et les liens renforcés sur une base apaisée, c'est l'inverse qui s'est produit car, visiblement, la France ne conçoit d'autres relations avec un pays faible, proche d'elle et musulman de préférence, que dans un rapport de suzerain face à des vassaux.

Cependant, personne ne peut effacer d'un trait de plume les conséquences incommensurables que ce passé commun a laissées sur le plan humain, social et culturel et on nous dit aujourd'hui que l'Algérie est le deuxième pays francophone du monde et que la France compte aujourd'hui 5 à 6 millions, sinon plus, de citoyens d'origine algérienne, un chiffre énorme qui montre que, jamais la population française ne s'est autant mêlée à une autre population depuis l'Antiquité et la fameuse période gallo-romaine.

Les Algériens sont présents en masse dans le pays et y sont vitaux en termes économiques, démographiques et culturels. Dans le climat de méfiance, voire d'hostilité permanente, qui sévit depuis des décennies, que faire pour éviter qu'une telle force sociale et économique aussi imposante par son nombre, et irréplicable dans sa progression, ne se double d'une force politique capable d'influer sur la marche du pays comme le font actuellement les citoyens juifs au profit de l'Entité sioniste alors qu'ils sont dix fois moins nombreux que les Algériens ?

LA PARADE FRANÇAISE

La France a rapidement pris conscience de l'arme redoutable que constituait pour l'Algérie cette présence massive de citoyens d'origine algérienne chez elle, et elle est passée à l'action dès que Boumediène a commencé à afficher sa volonté de construire un état puissant, respectable et respecté et totalement dégagé de son emprise, la nationalisation des hydrocarbures ayant constitué le déclencheur de sa parade et de sa riposte. En plus des mesures économiques et financières tant médiatisées, celles-ci comportaient des mesures anodines ou anecdotiques en apparence, mais redoutables dans leurs effets :

- Limitation puis suspension de l'appel à la main-d'œuvre algérienne, qui sera rapidement remplacée par l'immigration portugaise et marocaine,
- Détection, isolement et élimination du champ politique ou associatif français, de toute personnalité française d'origine algérienne pouvant contribuer, par son action ou ses positions, à créer un lobby français en faveur de l'Algérie ;
- Et, sur le long terme : saturation médiatique,



désinformation tous azimuts, campagnes de dénigrement continues, mise en exergue des échecs algériens, même les plus minimes, et négation de tous les succès et de toutes les réussites. Et pourtant, Dieu sait que ces réussites sont innombrables, ne serait-ce que par le taux d'alphabétisation de la population qui est passé de 7% d'hommes et 3% de femmes alphabétisés en 1962, à 97% et 95% aujourd'hui ! Avec un nombre d'étudiants dans les universités algériennes équivalent à celui de la France.

Même si les moyens mis en œuvre étaient exclusivement puisés dans la panoplie de qu'on appelle aujourd'hui la "soft-power", la France venait de déclarer la guerre à l'Algérie de Boumediène et qui ne s'arrêtera pas à la disparition de ce dernier.

Bien au contraire, celle-ci n'a jamais cessé de prendre de l'ampleur et d'utiliser les armes nouvelles que le monde occidental chrétien ne cesse de mettre au point dans ses labos et d'expérimenter sur ses cibles, la France cherchant visiblement toujours à porter l'estocade à l'occasion des crises qui ont secoué et secouent périodiquement l'Algérie.

Pour cela, elle a accueilli et accueille toujours sur son sol tout ennemi de la République Algérienne, tout voleur avec son butin, tout traître ou gredin ayant nui, ou voulant nuire d'une façon ou d'une autre à l'Algérie, tout en lui assurant la protection et toute l'assistance politique, administrative, policière et financière nécessaire à la poursuite de ses nuisances ; du terroriste islamique le plus sanguinaire au séparatiste le plus enragé.

La diaspora algérienne et surtout sa descendance, a subi de plein fouet les effets de cette politique et, lentement, imperceptiblement, elle est passée d'un soutien sans failles au pays de ses racines pour glisser dans un scepticisme méfiant et critique, avant d'arriver à l'hostilité féroce envers tout symbole des institutions algériennes, en premier lieu celles qui sont à leur service immédiat, tout en limitant leur apports, surtout pécuniaires, déjà historiquement bien maigres, en les immergeant dans le circuit informel, cet autre redoutable ennemi de la RADP.

L'Algérie, par l'arrogance et la suffisance de ses dirigeants auxquelles s'ajoutent la myopie et la servilité de leurs assistants, par la trivialité des discours et du comportement de la majorité de ses représentants à l'étranger qui ont reproduit le schéma de ce qui se pratiquait au pays, a fini par retourner contre elle l'arme absolue dont elle disposait face à l'ancien colonisateur.

En plus de ça, et comme un malheur ne vient jamais seul, la pandémie du Covid 19, avec toutes les restrictions de déplacement, même si elles sont tout à fait logiques, légitimes et justifiées qui en ont découlé, ont été

perçues comme des mesures d'hostilité supplémentaires de l'Algérie vis-à-vis de sa diaspora, diaspora qui voue aujourd'hui une haine de plus en plus marquée au pays de ses racines, pays qu'elle dit par ailleurs tant aimer. Quel gâchis ! La France a compris tout ça et ne tardera pas à user de cette arme qu'elle a patiemment construite depuis des décennies.

LA SITUATION ACTUELLE

Après avoir vécu de bout en bout et sans trop de dégâts la première phase du processus dit "démocratique" et exécuté dans ses moindres détails le scénario pensé et écrit il y a des décennies par l'Occident féroce, l'Algérie est à nouveau en train de vivre une période extrêmement difficile car assaillie de toutes parts : pandémie, sécheresse, incendies canicule, crise financière, voisinage instable et même souvent agressif, le tout dans un climat de défiance interne que le pays n'a jamais connu auparavant, même du temps du FIS. Pris en étau, le pouvoir clame et affiche sa bonne foi, son patriotisme, son engagement de faire de l'Algérie un pays fort, respectable et social.

Il donne des gages et promet d'exécuter toutes les demandes et desiderata du peuple, lequel peuple voudrait bien s'extirper de la situation de citoyen d'un pays sous-développé et arriéré dans beaucoup de domaines dans laquelle il se réveille et qu'il découvre un peu tard, une fois le festin du baril à plus de 100 dollars terminé.

Malheureusement, tous ces signaux sont perçus comme des signes de faiblesse, très loin du message que le pouvoir voudrait faire passer. Le peuple veut que tout change sans que lui ne change d'un iota.

Et sans faire d'efforts, sans examen de conscience : personne n'est coupable à partir du moment où d'autres le sont parce qu'ils ont commis des actes plus répréhensibles que les siens, personne n'a volé à partir du moment où d'autres ont volé plus que lui, et seul l'Etat est chargé d'en faire ! Comment sortir de ce cauchemar ? La tentation autoritaire est là, elle est latente et elle se manifeste d'une manière sporadique, parfois brutale mais, visiblement, elle n'a aucune portée réelle sur l'état d'esprit de la majorité du peuple et, surtout, de la jeunesse. Et, plus grave, l'Etat a perdu le contrôle de l'administration locale, celle qui constitue la courroie de transmission et le fer de lance de la volonté centrale pour faire appliquer les lois et les règles de la République au pays profond.

Ses lois, ses instructions et ses ordres ne sont même pas pris en compte et quand ils le sont, ils sont accommodés à la volonté du fonctionnaire ou de l'employé qui est chargé de les appliquer. Cela n'est pas nouveau et a

toujours survécu dans les Etats défaillants ou trop présomptueux de leur force.

Personne ne sait ni n'ose prédire sur quoi tout cela va déboucher. Même la France, notre ennemi éternel et traditionnel, semblait à un moment indécise et quasi désemparée : que faire si l'Algérie basculait à son tour dans le chaos après la cuisante désillusion subies en Afrique et ailleurs ? Mais ces interrogations ne sont que passagères et ont été vite balayées par des motifs de politique interne, d'échéances électorales et, bien sûr, l'élément central et structurant qu'est la haine que l'ancien colonisateur a toujours vouée à ses anciens départements une fois indépendants.

Et la France a repris comme jamais ses manifestations ouvertement hostiles, insultantes et mensongères par la bouche même de son premier magistrat.

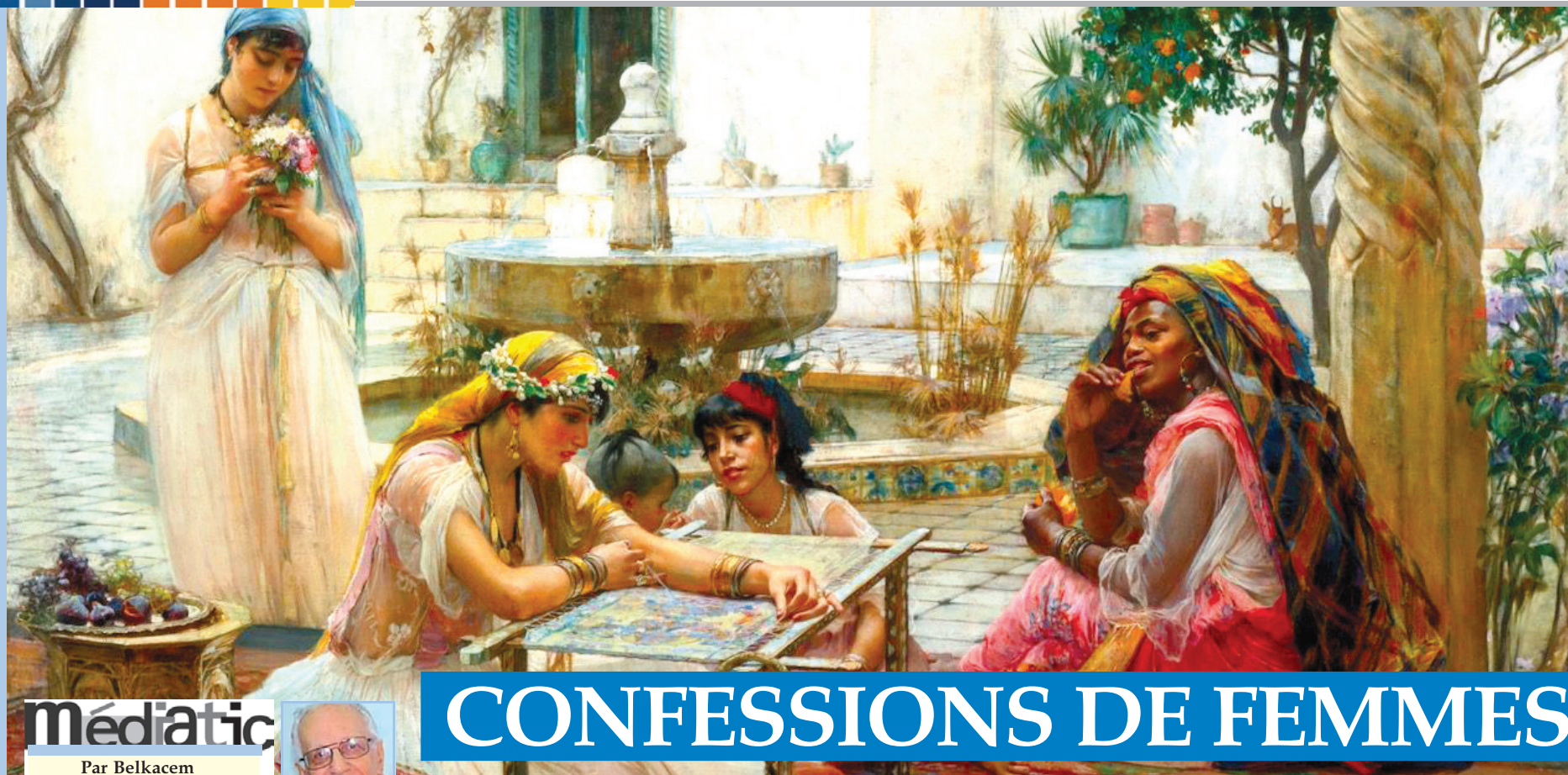
Et pis, elle dévoile au grand jour sa volonté d'utiliser la descendance de l'émigration algérienne comme arme de destruction de l'Etat algérien ! Du côté algérien, un président qui essaie de calmer le jeu et qui louvoie face à un ennemi puissant et féroce, quelques réactions de la part de quelques responsables politiques ou personnalités intellectuelles exaspérées par la férocité des médias et hommes politiques français, mais qui ne restent que des réactions individuelles, isolées et ne relevant aucunement d'un plan global étudié et mis en œuvre pour contrer notre ennemi éternel et traditionnel. Même l'expression "se regarder en chiens de faïence" ne peut plus qualifier les relations entre les deux pays car, parmi eux, il y a un chien méchant, féroce et agressif, celui de la France.

L'Algérie possède chez elle et ailleurs les femmes et les hommes qui peuvent la sortir la tête haute du caniveau dans lequel ses dirigeants et son peuple l'ont enfoncée. Il suffit de leur faire confiance et de les écouter et, surtout, de les associer à la réflexion et à l'élaboration de la décision politique, économique et culturelle.

Parmi les urgences, il faudra renouer les liens et le dialogue avec la diaspora algérienne, les rétablir avec elle, partout où elle se trouve dans le monde et particulièrement en France, là où elle est la plus nombreuse, et la former, la politiser, lui faire comprendre les enjeux pour former une ligne de front capable de défendre les intérêts de l'Algérie et d'endiguer les manœuvres agressives de ses ennemis à la tête desquels se trouve l'ancien colonisateur.

Nous sommes loin de l'explication infantile de l'existence d'un lobby pied-noir qui s'opposerait et bloquerait la soi-disant volonté française d'établir des relations saines et amicales avec l'Algérie.

Mohamed Chouieb

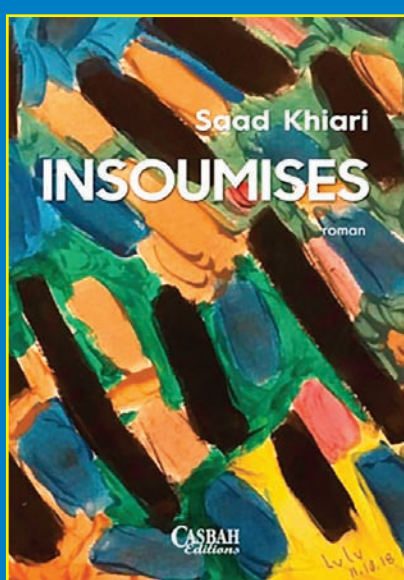


Médiatic

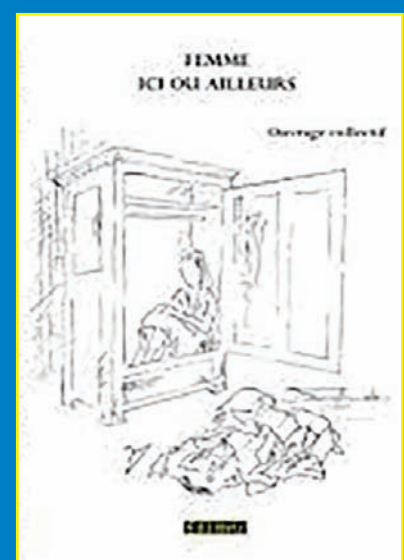
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



CONFESSIONS DE FEMMES



INSOUMISES.
Roman de Saad Khiari.
Casbah Editions, Alger 2021,
246 pages, 850 dinars



FEMME, ICI OU AILLEURS.
Récits, Confessions et réflexions.
Ouvrage collectif France-Algérie.
El Ibriz Edition, Alger 2014, 279
pages, 700 dinars (Fiche déjà
publiée. Pour rappel)

Ça y est ! Je suis plus que septuagénai-
re et c'est maintenant à peine que je
découvre la femme dans son entièreté.

La femme dans tous ses états, tous ses
émois, tous ses éclats, toutes ses peines,

Deux femmes dans un univers d'hom-
mes. Dans un bled perdu («un villa-
ge en passe de devenir une petite ville»).
Avec, tout autour, plein d'hommes mâ-
les vivant les relations inter-genres com-
me si le monde alentour n'avait pas évo-
lué depuis des siècles. Bien sûr, la révo-
lution de Novembre avait bouleversé les
rapports, la femme devenue combattan-
te pour la libération du pays mais, hé-
las, la décennie noire, avec ses islamis-
tes et ses terroristes (d'un autre temps
et d'un autre monde) avait ramené la
société au plus bas de son évolution.

Donc, deux femmes, l'une quelque peu
âgée, Aïcha (en fait Nedjma) devenue as-
sez vite en raison de son humeur irascible
et au caractère d'une insolence insuppor-
table (rebelle et féministe, déjà ! mais on
disait aussi qu'elle était hermaphrodite),
donc «au corps infréquentable», et vivant
sans peur et sans reproches : surnommée
«Ycha-rajel»; l'autre, Zina, a réussi son
bac et compte bien aller à l'université.
Mais, hélas, orpheline très tôt, recueillie
par ses grands-parents, elle s'est trouvée
sous la coupe d'un vieil «ami» de la fa-
mille («Jeddi Larbi»), habitant sous le

même toit avec sa vieille femme, «qui ne
rate pas une seule prière quotidienne», le-
quel, de violence en viol, va la mettre
enceinte. Obligée de partir pour avorter,
elle se retrouve dans une «maison de pas-
se» clandestine (à noter qu'en Algérie, ces
endroits sont interdits mais elles pullule-
raient). Revenue bien plus tard au villa-
ge, elle est enlevée par le GIA qui l'offre
en captive sexuelle à l'émir du groupe. Elle
rencontrera au maquis son futur mari, un
enseignant «égaré». Elle arrivera à s'éva-
der avec lui. Elle sera accueillie par Aïcha.
Deux destins de femmes insoumises qui
ne vont plus se quitter, faisant face ense-
mble -avec certes l'aide de l'époux- aux
hommes de main de l'émir, et ce même
après la «Concorde nationale».

L'Auteur : Cinéaste, diplômé de l'Idhec
(Paris), collaborateur de quotidiens et de
magazines, plusieurs ouvrages («Le soleil
n'était pas obligé», prix Escalade Littéraire
2018 et «Le fils du caïd», 2019).

Extraits : «La libération du pays si chère-
ment acquise n'apporte pas la liberté tant
attendue par le peuple. Cela finit par exa-

cerber les déceptions et la colère : ce non-
respect de la mémoire de celles et ceux qui
donnèrent leur vie pour l'indépendance est
vécu comme une haute trahison» (p 25).

Avis Un ouvrage écrit comme un scé-
nario de film : un thème, peu de
sujets, deux personnages principaux.
Que de plans ! Et une fin (presque) heu-
reuse sur fond de drame. Lecture par-
fois trop hachée.

Citations : «Il est éminemment injuste de
juger sévèrement les incartades sexuelles de
la femme ou ses comportements non con-
ventionnels alors que les aventures de
l'homme sont versées au compte de la viri-
lité et lui donnent l'occasion d'énumérer ses
conquêtes tel un chasseur de gibier dénom-
brant ses trophées» (p 106), «Faire le bien,
cela n'a de sens que si c'est un acte désinté-
ressé; quand on n'attend rien en retour. Ce
n'est pas distribuer le superflu et l'inutile;
c'est profiter ensemble des bienfaits dont on
est comblé. Le partage, ce n'est pas la dis-
tribution des restes du festin; c'est le bon-
heur de découvrir ensemble la fortune du
pot» (p 125).

lative à la relation hommes/femmes
dans la sphère privée.

On ne connaît des auteures que les pré-
noms. D'où la profondeur, la sincérité
et la véracité des écrits, certains simples,
d'autres merveilleux, certains à l'écriture
basique, d'autres au style recherché.

Les Auteur(e)s : Abir, Aïcha, Alima,
Ambre, Amel, Brigitte, Carmen, Fatma,
Nezha, Caroline, Katie, Khedidja,
Nicole, Yamina, Zaïra, Sylvia et d'autres,
et d'autres, toutes des femmes. Une cin-
quantaine, âgées de 20 à 76 ans. Une des
phases des ateliers a été «coachée» par
Soumya Ammar Khodja, poétesse et nou-
velliste franco-algérienne, ancienne ensei-
gnante à l'Université d'Alger. Quelques
dessins (évoquant des femmes dans des
positions diverses pouvant évoquer diffé-
rentes situations) de Stéphane Lacombe.

Avis Pour nous les hommes !
Une belle aventure «humaine-
ment commune» à lire sans modé-
ration, mais à petites doses «allongées»
de petit-lait, car on en prend pour son
grade. Pour mieux connaître (et, surtout,
comprendre) celle(s) que vous aimez,
celle(s) que vous voulez conquérir, cel-
le(s) que vous considérez comme «bon-
ne à tout faire», celle(s) qui a porté vos

enfants, celle(s) qui, peut-être, ont
fait de vous un homme.

Citations : «Une femme, c'est aussi une
âme, une pensée, c'est comme une pein-
ture ou une musique, une poésie qui peut
être enivrante, bruyante, douce, chaude,
colorée : c'est l'autre côté d'une pièce» (p
14, Dalila), «L'inséparable couffin, le plus
difficile est de le remplir, pas de le porter,
il faut beaucoup, beaucoup de dinars» (p
15, Fatma), «L'intimité doit être un par-
tage librement consenti. L'intimité, c'est
le monde du secret, de la souffrance quel-
quefois» (p 31, Yamina), «Se livrer à quel-
qu'un, c'est lui faire cadeau d'une part
de sa vie» (p 33, Dalila), «L'amour est un
grand magasin, il y a des rayons pour tous
-tous les âges, tous les goûts, tous les
sexes» (p 67, Joëlle), «Le sang des fem-
mes/ Tout un programme/Libérateur/Et
créateur» (p 78, Ambre), «Alors que le
sperme permet de donner la vie, le sang
des femmes, leurs menstrues, l'entravent.
Une femme se tire une balle dans la tête :
ce sang-là ne sera pas impur; ce sera ce-
lui de la libération» (p 91, Samya), «Trop
de liens sont étouffants et empêchent de
développer la personnalité, mais sans lien,
c'est déroutant» (p 111, Lucienne), «Don-
ner la vie, c'est déjà donner la mort» (p
264, Samya).

Maladies rares : une double souffrance

Les patients atteints d'une maladie rare font face à d'énormes défis : diagnostic difficile, traitements chers, inaccessibles ou tout simplement inexistants. Un calvaire qui n'en finit pas.

Hebdo
Al-Ahram

Mech Ana (ce n'est pas moi), c'est le titre du film du chanteur et acteur égyptien Tamer Hosni. Une comédie noire écrite par Hosni et réalisée par Sara Wafiq qui met en lumière le quotidien difficile du jeune Hassan, atteint du syndrome de la main étrangère (une maladie neurologique rare et très troublante). Ce film a remporté un grand succès dès le premier jour de sa projection au cinéma et a rassemblé plus de 10 millions de vues sur YouTube. La main droite du personnage principal du film fait toujours ce qu'elle veut sans qu'il puisse la contrôler, comme si cette main ne lui appartient pas. Il évite alors d'utiliser sa main droite qui lui pose beaucoup de problèmes.

Dans le film, le personnage marche dans la rue et soudain, sa main attrape un poteau et ne le lâche plus, et il reste agrippé malgré lui. Il prend sa brosse à dents de la main gauche pour se laver les dents ; brusquement, la main droite la lui retire et la replace dans le verre. Et s'il enfle son pantalon avec la main gauche, la main droite le retire presque aussitôt. Il roule en voiture et brusquement sa main droite tourne le volant alors que la main gauche tente d'empêcher ce geste. Il ouvre une porte de la main gauche, tandis que sa main droite s'efforce de la refermer. Et au moment de régler ses achats dans un supermarché, il sort son argent et le dépose sur le comptoir, mais avant que le caissier n'ait eu le temps de le ramasser, la main droite s'en empare et remet les pièces dans sa poche.

CONFUSION

Des scènes à l'apparence comiques, mais qui pointent du doigt la réelle souffrance que vivent les patients atteints de ce mal rare. «Soudain, je sens que ma main droite est incontrôlable, comme si elle ne faisait pas partie intégrante de mon corps. Ce syndrome m'a obligé à changer souvent de boulot», se plaint Ahmad Abdel-Samad, chauffeur de taxi. «Tout a commencé par une dispute banale. Je voulais régler un détail avec le patron, car il avait oublié d'ajouter les heures supplémentaires sur ma fiche de paye. Une dispute a éclaté. Et j'ai commencé à lui donner des coups de poing avec ma main droite sans pouvoir maîtriser mon geste. Il m'a chassé tout de suite du travail en prenant les clés de la voiture», raconte-t-il. «Je ne peux plus prendre d'initiative dans mon quotidien, je n'ai plus ni de motivation ni de projets, et je perds tout intérêt pour mes activités antérieures. Il faut souvent que mon entourage me stimule pour entreprendre une activité, m'habiller, me laver, etc. Ces symptômes font parfois penser à tort que je souffre de dépression», raconte une patiente citée par son médecin traitant.

Le syndrome de la main étrangère est une maladie neurologique gênante, surnommée aussi la main capricieuse ou la main du diable. Seules 14 personnes dans le monde sont recensées souffrant de cette maladie rarissime. Ce syndrome peut affecter un membre ou deux, soit la main gauche ou la main droite, la jambe gauche ou droite. Accidents vasculaires cérébraux, tumeurs cérébrales, maladies neuro-dégénératives, attaques cérébrales ou tumeurs cérébrales sont les causes les plus fréquentes d'une telle maladie.

Outre cette maladie que le film Mech Ana met en scène, il existe de nombreux maux peu connus, voire totalement in-

connus. D'après une étude de l'European Journal of Human Genetics, plus de 300 millions de personnes dans le monde vivent aujourd'hui avec une maladie rare. Et selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), une maladie est dite rare lorsqu'elle touche moins d'une personne sur 2 000. Elles se comptent par milliers, entre 6 000 et 8 000. Si presque toutes les maladies génétiques sont des maladies rares, toutes les maladies rares ne sont pas génétiques. Il y a des maladies infectieuses très rares par exemple, ainsi que des maladies auto-immunes et des cancers rares. Pour un grand nombre d'entre elles, les causes demeurent inconnues. Elles sont, en fait, très nombreuses et très variées et peuvent affecter le système musculaire, squelettique et nerveux.

PREMIER DÉFI : LE DIAGNOSTIC

Pour les personnes qui sont atteintes de l'une d'elles, la souffrance commence dès les premiers symptômes. Mettre la main sur l'origine du mal est en soi un parcours du combattant. Il est souvent nécessaire de rencontrer de nombreux médecins avant d'être orienté vers les professionnels experts. La démarche diagnostique est longue et difficile. Par exemple, pour ce qui est de la maladie de la main étrangère, les premières années de l'évolution peuvent prêter à la confusion, car cette pathologie présente souvent des caractéristiques cliniques ressemblant à celles de la maladie de Parkinson (tremblements, lenteur des mouvements et raideurs musculaires, fatigue, troubles digestifs ...). «Les patients de ce genre sont transférés de médecin en médecin vu la

difficulté du diagnostic», confie le professeur Amr Nadim, tout en justifiant qu'il est quasiment impossible de prêter attention à toutes les maladies rares.

Hoda, âgée de 42 ans, atteinte de la maladie de Pompe, une maladie génétique neuromusculaire progressive qui entraîne une faiblesse musculaire progressive, a dû passer 14 ans avant de savoir de quoi il s'agissait. A l'âge de 17 ans, un test sanguin de routine a montré une anomalie dans le CPK, un indice musculaire. Vers 25 ans, les premiers symptômes apparaissent : troubles musculaires et faiblesse au niveau du bassin, des épaules et du diaphragme. D'où un état de fatigue permanent qui l'a contrainte à démissionner de son poste d'enseignante et qui a fortement affecté sa vie personnelle. Résidente du gouvernorat de Qéna, elle a d'abord consulté les spécialistes de sa région. Les médecins ont pensé à un problème avec le foie, puis le cœur, puis les muscles. Elle a dû venir au Caire pour plus d'investigation et a fini par découvrir après un long combat qu'elle était atteinte de cette maladie rare.

TRAITEMENTS RARES ET HORS DE PRIX

Une fois le diagnostic fait, un autre parcours du combattant attend les malades : le traitement. En effet, moins étudiées par la communauté scientifique que les maladies communes, parfois mal prises en charge par les personnels de santé, elles bénéficient rarement de traitements adaptés et si des médicaments existent, ils sont trop chers. Leurs cas sont souvent trop particuliers pour qu'on y consacre des recherches importantes. C'est sans doute pour cela qu'on les ap-

pelle aussi maladies orphelines. Après une longue bataille, une patiente égyptienne atteinte du syndrome de la main étrangère a dû se procurer des traitements onéreux importés des Etats-Unis pour soulager ses maux. Une chance que tout le monde n'a pas. Récemment, l'histoire du jeune Rachid a défrayé la chronique, avec le hashtag Sauvez Rachid, lancé par ses parents pour collecter l'argent nécessaire pour sauver la vie de leur fils. Cet enfant est atteint d'amyotrophie spinale musculaire (SMA), une maladie génétique rare (une naissance sur 10 000) qui cause une atrophie musculaire des membres inférieurs et supérieurs, ainsi que des difficultés respiratoires. «Les enfants qui souffrent de cette maladie n'atteignent généralement pas les deux ans. Leurs muscles, y compris le cœur, deviennent si faibles qu'ils perdent la vie», explique Dr Solafa, cheffe du département des maladies génétiques à l'hôpital universitaire de Ain-Chams.

Or, son traitement est hors de prix : pour sauver la vie d'un enfant atteint de cette maladie, on a besoin d'une seule injection de médicament qui coûte 2,1 millions de dollars, soit 34 millions de L.E. C'est le médicament le plus cher au monde, le Zolgensma. Si ce traitement existe, il reste inaccessible. Dans d'autres cas, il n'y a aucun traitement. Dans la plupart des cas, il n'existe pas de traitement curatif, mais uniquement des soins appropriés visant à améliorer la qualité de vie, ou encore à traiter les symptômes.

Et entre le mystère entourant ces maladies, le diagnostic difficile, le traitement introuvable ou inexistant, les patients vivent un vrai cauchemar, ou tout simplement perdent leur vie.



Covid-19 : qui sont ces «nouveaux pauvres» créés par la crise ?

Un rapport remis au Premier ministre alerte sur l'importante progression de la pauvreté en France après le séisme de la crise sanitaire. Si les chiffres ne sont pas encore connus, de nouvelles populations, dont certaines n'ont même jamais connu la précarité, s'y retrouvent désormais. Selon les chercheurs, cette crise-là ne fait pourtant que commencer.

Marianne

Bientôt plus de 10 millions de Français pauvres ? Le chiffre ne sera connu qu'à la fin de l'année mais les premières tendances sont inquiétantes. Ces derniers mois, les associations ont alerté sur une explosion des demandes, notamment alimentaires, le nombre d'allocataires du RSA a passé la barre des deux millions et le chômage a augmenté de 6,3 % sur un an, selon les derniers chiffres officiels. Un rapport du Conseil national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), remis le 12 mai au Premier ministre, estime que la crise sanitaire a «démultiplié» les situations de précarité en France.

Selon ce rapport, le Covid-19 a entraîné trois principales conséquences : empêcher des sorties de la pauvreté, y faire tomber des personnes déjà en situation de fragilité et y précipiter des populations nouvelles. Ces dernières, qui bien souvent ne connaissent pas leurs droits, ont été particulièrement exposées au choc économique causé par la crise. Les auteurs du rapport et la présidente du CNLE et députée du Val-d'Oise Fiona Lazaar, interrogée par Marianne, craignent que la situation ne soit une véritable «bombe à retardement».

INDÉPENDANTS, ARTISANS, TRAVAILLEURS PRÉCAIRES

En 2019, la France comptait 9,1 millions de personnes dites «pauvres», c'est-à-dire vivant avec moins de 1 070 euros net

par mois. S'il est encore trop tôt pour actualiser ce chiffre, les remontées des associations attestent d'une forte augmentation. Le Secours Populaire estime par exemple avoir reçu 45 % des personnes supplémentaires lors du premier confinement. Parmi elles, près de la moitié venait pour la première fois. «Entre septembre et novembre, les Banques alimentaires aboutissaient à un chiffre proche : 51 % étaient inscrits depuis les douze derniers mois et 35 % l'étaient depuis moins de six mois. Dit autrement : les bilans associatifs ont considérablement augmenté, d'une part ; les «nouveaux pauvres» y sont pour beaucoup, d'autre part. Enfin, cette demande ne faiblit pas», détaillent les auteurs du rapport. Qui sont-ils, ces «nouveaux pauvres» engendrés par la crise du Covid ? Parmi eux, certains n'avaient jamais connu la précarité. Il s'agit «d'indépendants, d'artisans, d'autoentrepreneurs, de travailleurs précaires et des contrats courts», détaille Fiona Lazaar à Marianne. Les Caisses d'allocation familiales ont été beaucoup sollicitées par ces populations qui, subitement, se sont mises à craindre pour leur emploi, à connaître des difficultés financières, voire sociales. D'autres, désespérés par la violence de la crise, n'ont pas su vers qui se tourner. «Souvent, ces nouveaux pauvres ne connaissent pas leurs droits ou tardent à les demander. Parfois, ils s'y refusent pour des raisons d'estime d'eux-mêmes ou de statut social. Mais cette pauvreté-là est multidirectionnelle : elle va finir par frapper dans tous les aspects de leur vie, dans l'affec-

tif, le social, le psychologique. Les personnes précaires sont victimes à tous les étages», alerte Fiona Lazaar.

LES JEUNES PARMIS LES PREMIÈRES VICTIMES

Visage connu de cette nouvelle pauvreté, un grand nombre d'étudiants et de jeunes de moins de 25 ans sont venus gonfler les queues des banques alimentaires, des images largement relayées par les chaînes de télévision. En France, un jeune sur 5 vit sous le seuil de pauvreté et la loi ne permet l'accès au revenu de solidarité active (RSA) qu'à l'âge de 25 ans. Au-dessous de ce seuil, les jeunes sont supposés avoir le soutien de leur famille. «On découvre en 2021 la pauvreté des jeunes... Mais les jeunes en France ont toujours été pauvres, du moins ceux qui ne peuvent pas bénéficier du soutien de leurs parents. La crise a simplement eu un effet loupe qui a permis à tout le monde de constater qu'il n'y a aucun filet de sécurité pour eux», regrette la présidente du CNLE.

D'autres encore flirtaient depuis longtemps avec la pauvreté. Ceux-là étaient aux prises avec un marché du travail déprimé, où la demande demeure invariablement supérieure à l'offre depuis plusieurs décennies. Selon les chiffres des Restos du cœur, 10 % des publics accueillis entre novembre et décembre «étaient en situation durablement fragile et seraient a priori tombés dans la pauvreté», note le rapport de la CNLE. Le Covid-19 n'aura fait que sceller leur

entrée dans une pauvreté qui avait déjà tissé sa toile. «La crise a agi autant comme un révélateur que comme un accélérateur de la pauvreté», résume la députée.

LE PIRE EST À VENIR

Selon les auteurs du rapport, le pire de la crise pourrait se trouver encore à l'horizon. Cette «bombe à retardement» qu'évoquent leurs travaux, c'est notamment ce qui s'est vu pendant la crise de 2008. À l'époque, le taux de chômage a continué à augmenter plusieurs années de suite. En 2010, il était à un niveau plus élevé qu'en 2008. Cette situation inquiète particulièrement Fiona Lazaar : «On subit encore aujourd'hui les effets de la crise de 2008. Avec cette crise-ci, il faut craindre un effet cicatriciel : il y aura des conséquences de moyen à long terme.»

Selon les prévisions de l'Insee, les conséquences de la pandémie vont, par exemple, conduire les entreprises à se séparer d'une part de leur main-d'œuvre en abaissant le recours au chômage partiel. Ce pourrait être particulièrement le cas dans les hôtels et les restaurants, où jusqu'à 39 000 emplois pourraient disparaître, ou dans les services aux ménages, avec 52 000 emplois menacés. L'emploi non salarié pourrait baisser au même rythme, avec la possible destruction de 91 000 emplois au premier trimestre 2021. «À cela il faut ajouter un autre phénomène : un certain nombre de personnes qui avaient renoncé à chercher un emploi au plus fort de la crise pourraient revenir sur le marché du travail et ainsi

peser sur les chiffres du chômage» précise le rapport du CNLE.

L'ENJEU DE L'ARRÊT DES AIDES

Une autre difficulté se profile : la fin prochaine des aides de l'État, qui ont été massives depuis le début de la crise et ont permis d'éviter que de nombreuses personnes perdent leur emploi. Des dispositifs qui ont été «salvateurs», pour Fiona Lazaar, mais dont le protocole d'arrêt pose question. «L'État est parvenu à retarder les conséquences néfastes de la crise sanitaire. Aujourd'hui, tout l'enjeu c'est de savoir comment les aides vont être arrêtées. Et comment on va accompagner les gens au moment de cet arrêt», s'interroge-t-elle. D'autant que l'État aura également la tâche complexe de parvenir à accompagner ceux qui, après deux ans de crise, auront du mal à reprendre le chemin de l'emploi. «L'accompagnement va devoir être massif dans les mois et années qui viennent car les conséquences secondaires de la crise - sociales, psychologiques, familiales - vont compliquer les choses», prévient Fiona Lazaar.

Reste à savoir combien de personnes auront besoin de ce soutien et si la France passera ou non le triste cap des dix millions de personnes pauvres à la fin de l'année. La présidente du CNLE se refuse à émettre des prédictions mais rappelle, le ton grave, que la crise de 2008 avait fait entrer un million de personnes supplémentaires dans la pauvreté. «Ce n'est donc pas impossible» glisse-t-elle prudemment.



Pourquoi les services secrets avaient surnommé Melania Trump «Raiponce»

Dans son livre *I'll Take Your Questions Now*, Stephanie Grisham, jadis cheffe de cabinet de l'ex-First Lady, évoque le surnom attribué par les services secrets à l'épouse de Donald Trump.

LE FIGARO

Melania Trump était-elle prisonnière de sa tour d'ivoire ? C'est ce qu'affirme Stephanie Grisham, autrefois cheffe de cabinet de l'ex-première dame américaine. Dans son livre *I'll Take Your Questions Now* (Je vais répondre à vos questions à présent), à paraître le 5 octobre à l'international (Harper Editions), celle qui fut aussi attachée de presse de Donald Trump revient sur ses années au service de la First Lady. Elle évoque notamment le surnom attribué par les services secrets à la mère de Barron Trump, comme l'a révélé le Washington Post, le mardi 28 septembre. Un sobriquet inspiré d'un célèbre conte de fées. Les agents de sécurité l'appelaient en effet «Raiponce» - en référence à la princesse à la longue chevelure, prisonnière de sa tour -, car l'épouse du président quittait rarement la Maison-Blanche. Au point que certains d'entre eux demandaient à être affectés à son service, afin de pouvoir passer plus de temps avec leurs familles.

Melania Trump demeurait en effet avec son fils et ses parents Viktor et Amalija Knas, qu'elle faisait venir régulièrement à Washington. L'ancienne mannequin travaillait aussi sur ses albums photos, explique Stephanie Grisham dans son ouvrage. Durant la pandémie, elle aurait même passé deux heures à reconstituer la cérémonie d'inauguration de son pavillon de tennis, en rejouant la scène du ruban découpé afin d'en obtenir de meilleurs clichés.

STORMY DANIELS ET LE MILITAIRE

L'ancienne porte-parole relate également comment l'ex-First Lady a pris le parti d'«humilier son époux» après la révélation de sa liaison avec l'actrice porno Stormy Daniels. Pour le premier discours de Donald Trump sur l'état de l'union, Melania Trump est ainsi arrivée au bras d'un militaire «à l'allure séduisante», sélectionné par son assistante, car le sol était selon elle «trop glissant». Ce qui n'était, selon Stephanie Grisham, qu'un prétexte pour embarrasser son mari. «J'ai ri intérieurement car je l'avais vue parcourir des routes boueuses en talons», ajoute-t-elle.



Le rendez-vous du sacre

Par Mourad Betrouni

Analyse du recueil de poèmes : «Puisque tu es la Mer» d'Alima Abdhat paru aux Editions ANEP septembre 2021

Nous parlions des temporalités, pour raccorder les segments et établir les jonctions d'un rendez-vous avec la rue, C'était le rendez-vous du sacre, de l'ultime et de la métamorphose, où la révélation était esthétique et le maître de céans poète, pour y conduire la procession, jusqu'au saisissement et à l'aboutissement de l'œuvre de création. C'est là où j'ai rencontré Alima Abdhat, dans une alliance d'amis (es), où l'on ajustait les rythmes sur le tempo de la procession.

Ces préliminaires, sur les subtils moments de cette quête de l'autre, où l'on investit le plus profond, pour déchiffrer les quelques graphismes annonciateurs, m'autorisent à encoller les bris de «vers», pour les lire à haute voix, dans le désordre voulu et l'égarément le plus total, en toute attention à la nudité minérale, qui vous épargne le détour dissimulé, en vous libérant de votre gangue métallique. «Puisque tu es la mer» est un recueil de poèmes, en vers libres, affranchi des règles de la poésie classique, qui puise ses rythmes et ses sonorités dans un jeu de langage métaphorique et allégorique, mobilisant tout un vocabulaire de la chose inanimée, pour traduire du sens et de la sensation, usant tantôt de masques et de tournures allusives, pour suggérer des réalités corporelles dans ce qu'elles ont de charnel et d'érotique ou opérant à découvert, dans le vif et sans nuance, pour tisser le lien millénaire entre l'homme et son univers encaissant.

Un geste artistique d'une singulière neutralité, sans artifice et sans attache, juste pour irradier du beau. Les «blessures au bris du miroir invincible et cruel, les «éclats ocre et cruels», «bourdons brisés» et le «soleil émiétté», dans une «eau ourdie d'éclairs cristallins», participent de cette image de l'éblouissement, qui s'impose au regard hellénisant, pour traduire l'éclatement où plus pertinemment l'écartèlement des formes et des volumes, privilégiant l'affleurement, «Fidèle à ses failles incertaines», à ses «ail- leurs bardés de béance» et à l'atmosphère écartelée», davantage dans un érotisme libertin en «Flots de frissons», «Écumes d'images et Vapeurs de plaisirs», voire carrément sexué en «plaies de coïts», empruntant à la faille et la déchirure les vertus de l'éraflure et de l'écorchement - «Entaille à la taille», «césures, ciselées», «fissures, ciselées», pour réveiller des fantasmes refoulés, dans un rêve éveillé et des envies les plus secrètes et les plus silencieuses. Dans «Puisque tu es la mer», les mots s'écoulent en silence, en traversant les «béances» de la roche abrupte, pour parvenir aux profondeurs ultimes, lieux de l'envoûtement et des cérémonies religieuses. Tout est là, dans un dé-

cor de rêve, «en images et allégories», pour exprimer le monde dans toute sa nudité. C'est du libertinage et de la délivrance du corps qu'il est question, pour prétendre au salut et à la quête du moi. «Il tombe des feuilles mortes» est l'autre bout de l'extrémité, où l'instant est à l'échelle du millénaire, pour scruter l'enseveli dans ce qu'il a de plus lugubre et de sensuel. «Hume mon âme Moïse de vers libertins» et «Mille ans déjà la vermine gravite», est un langage des choses cachées et muettes, que seule une sensibilité paroxystique, de la propension de Flaubert, est à même d'en percevoir les mystères.

C'est là où nous saisissons la portée des «vers libertins» dans l'un des versants accores de l'inconscient et du référent affectif d'Alima Abdhat. «Ecrire la nuit ce que jour n'ose dire», est un renoncement devant la fuite du temps, où l'instant s'est éteint pour échapper à la lueur du jour «Révolution» est un périple circulaire où l'épreuve se mue en réviviscence, pour insuffler au poète un silence esthétique, «Hu- main divin» est un sacrilège de poète qui, devant l'incapacité à transcender l'émoi pour parvenir au beau, s'exerce à l'imitation divine, dans des pratiques de dissociation, où vérité et mensonge se drapent des mêmes oripeaux et les objets, les formes et les couleurs se communient en alternance. «A l'endroit des mirages Et de l'Absurde» est le lieu de scellement du divorce entre l'homme et le monde, la première des vérités du Mythe de Sisyphe où l'ordre est au triomphe de l'absurde et l'insubstantialité, dans un rapport au temps que le poète a choisi : l'échelle du millénaire, non point comme fil de déroulement de l'histoire mais comme épaisseur de la roche, que l'on traverse de tout son corps, pour s'imprégner de ses senteurs, dans un jeu d'osmose ininterrompu : «Mille ans déjà», «Un millénaire plus tard», et «Mille mots ailés». Dans «femme fœtale», la sublime beauté se dispute les territoires de la légèreté et de l'ennui, jusqu'aux confins des terres brûlées. Ici la beauté crépusculaire se refuse à la lueur du jour, par frayeur ou timidité, se résignant à rentrer dans la coquille, pour fuir le regard viril. «Coquille sa peau fourreau son égo, Vierges ses amours sans plumes ni Grace» et «jouissance fébrile» rappelle la «Vierge et la verge», dans «L'éveil d'Eldorado», de Ducio Chiarini, «Au milieu de la coquille», c'est l'espace intra- utérin, qui est convoqué, cette première demeure, ce paradis perdu, qui a inspiré cette nostalgie asexuée. «Les fleurs dans la fange, Le gazon dans la vase, Les feuilles flétries», «Le nénuphar ridé», sont, alors, les édents de la désillusion, de la déception et du désenchantement. «Images en sursaut» est un défilement du désordre, un tout-venant de phrases sans syntaxe, un cheminement de mots qui dévalent, en cascades,

dans un écoulement karstique, pour aboutir à l'exsurgence, en haut de la falaise vertigineuse (vertige).

Dans «Litanie en transe», le décor est planté, «la mer de tout âge», siège d'une rivalité séculaire et d'un «face à face» permanent : la «mare Mediterraneum». Ici, «au milieu de la coquille», le désenchantement et la désillusion muent en incertitudes et en déchirements. «Vésuve en feu» et «séisme géant», procèdent d'une forme de personification, qui ne participe pas d'une fiction enchaînée dans un imaginaire judéo-chrétien. Elle relève, ici, d'un ordre profane, qui convoque une réalité sentie, sans image et sans statuaire, puisée des entrailles de la terre et de ses vertus magmatiques. Ce n'est qu'une fois parvenue aux abysses, siège de l'inassouvi et de l'incomplétude, que s'estompe la révolte des mots et s'amorce la «remontée des millénaires». «L'escargot se sent mal dans sa coquille», le soleil, le ciel et la mer, dans une aisance parfaite, communient à l'envie, dans un nouvel assemblage de mots, plus syntaxique et mieux linéarisé, pour exprimer l'accomplissement et la complétude. Une nouvelle poésie s'annonce, celle de l'étreinte et du jaillissement. «D'un génie jaillissant Soudain épouses paisibles du volcan», «L'extase silencieuse, l'être amer», «Ici l'amour résonne Ici sourdes les nuits». «Que tu sois pieds nus sur des rives escarpées», «ces rivages germés d'exils» à «l'autre rive de sa vie», ou «sur une île de roches plantureuses, c'est ce désir refoulé de «Naître sur une autre rive», une «rive rivale», qui commande une autre lecture de rêve, à la grammaire oedipienne, pour sortir du «trou noir que tu vois là» C'est là, justement, dans les dédales de ces «mots couleurs volubiles», que se joue la tragédie katebienne, celle de la «mutilation de sa langue maternelle» et de la parade du butin de guerre : «j'écris en français pour dire aux Français que je ne suis pas français».

Dire librement, en outrage et en transgression, à l'esthétique de domination voltairienne, par la création d'œuvres sublimes de l'écriture et de la narration : «Nedjma». «Quitter le temps qui passe» sera ma conclusion, pour revenir à l'instant, oubliant «la journée où l'osmose a pris feu», pour rendre aux mots leur raison et passer de la résonnance à l'explication : «Puisque tu es la mer» est un recueil de poèmes d'une portée esthétique marquante. Notre bonheur et notre satisfaction, est d'avoir osé le risque d'y faire une immersion profonde, pour aller à la rencontre d'Alima Abdhat, là où elle nous attendait le moins, au «milieu de la coquille».

Publicité

Entreprise recrute :

👉 **Gardiens de jour et nuit, pour surveillance d'un dépôt (zone d'activités Hassi Ben-Okba)- Oran.**

Qualités exigées : expérience dans le domaine, bonne moralité.

Envoyez vos CV à E-mail : sarlrecrute.oran@gmail.com.

Numéro de téléphone : 041.38.62.45

Centre de radiologie (IRM TDM RX MAMMO ECHO) situé à ORAN

Recrute

👉 **Des radiologues expérimentés**

**Veillez envoyer vos Cv sur :
clinique.recrute45@gmail.com**

Rencontre suivie d'une vente-dédicace

Alima ABDHAT
PUISQUE TU ES LA MER

Alima ABDHAT

Le samedi 16 octobre 2021 à 14h00

APARTEMENTS

■A louerF3 cité Lobet, Les Castors, 3^e étage vue panoramique, en face l'avenue et rond-point Les Castors, très sécurisé, très bon voisinage – tél : 0774.29.03.29

■A louer ou à vendre F4, 125 m², 1^{er} étage et F3 100 m² 1^{er} étage, usage commercial ou habit à Coop El Karama sur gd Bd Belgaïd, Bir El-Djir – Oran-est – 0541.59.24.70

■A louer à Hassi Ameur, 1^{er} étage d'une villa, style colonial, de 5 pces, cuisine et SDB – Tél : 0551.74.43.68

■Alouer appartement de 5 pièces, cuisine, salon et SDB de 250 m² à Médiouni – Tél : 0551.74.43.68

VILLAS

■Vends niveau villa 2F, 18,50 m x 12,50 m, à Choupot, 5 pièces, terrasse, 28 m², 5 balcons, convient pour laboratoire, logements ou équipement – tél : 0773.63.98.70

■A vendre villa coloniale RDC qui convient un promoteur 436 m², 6 locaux + 6P +1 salon +2 SDB, 32 colonel Amirouche, Jules Ferry Eckmühl – Tél : 0771.01.98.06

■Vends villa 305 m² et 12,20 m de façade, ds un quartier pavillonnaire en face CEM 'Merah' à 100m de l'école prim et 300m d'un lycée à El-Kerma Oran – 0658.90.64.37

■A vendre villa 300 m², 150 m² bâtis, 150 m² jardin. Coopérative Mahfoda, Bir el Djir /Belgaïd, Oran

PENSÉE

DJAKANI Khetouma née Hadj Djelloul
Maman il y a 17 ans que tu nous as quittés, le temps a su apaiser la douleur sans l'effacer. Ton souvenir est gravé à jamais dans nos cœurs et notre amour pour toi n'a pas diminué; nous continuerons à honorer ta mémoire pour toujours.



Ta famille

40^E JOUR

Pensée à la mémoire de notre cher père et grand-père **EI-MERAKSI Tedjini**
« Prothésiste dentaire »
Le destin nous a séparés à tout jamais de l'être le plus cher. C'est déjà 40 jours que tu n'es plus près de nous. Cela paraît une éternité. Tout nous manque tellement... chaque jour on pleure ton absence. La souffrance est terriblement présente en nous. Allah yerahmek « ba » repose en paix



Ta petite-fille Amina

CONDOLÉANCES

Mohammed BAHLOUL, Directeur de l'IDRH a la douleur de faire part du décès de son ami KACEM Noureddine dit Hadj Bouamama survenu le 09 octobre 2021 et présente ses sincères condoléances à son épouse et à ses enfants. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir le défunt en Son Vaste Paradis. «Inna Lillah wa inna ilayhi rajioune»

Hommage au Docteur Ali BENLALDJ

Le départ d'un être cher est une douleur intense mais il est aussi une promesse : la certitude de se revoir dans un monde sans douleur.
40 jours aujourd'hui sans toi et la peine est toujours là.
Triste fut la date du 04 septembre 2021, lorsque tu nous as quittés pour un monde meilleur, très cher et regretté époux et père.
Aussi la perte du talentueux Docteur que tu étais, continue d'affecter non seulement tes confrères mais aussi tes patientes.
Tu étais un homme bien, ta conversation était si étincelante qu'elle nous consolait d'e tout ce que la vie, parfois, peut avoir d'amer.
Le temps passe mais tu resteras à jamais dans nos cœurs.
Nous remercions toutes les personnes qui ont partagé à notre douleur et demandons à ceux qui t'ont connu, de près comme de loin, d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.
« A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons. »
Ton épouse et tes filles



Excellente unité de production poulets à louer ou à vendre – Oran –

contacter :

0560.08.64.95

Société privée sise à Oran

Met en vente

👉 **Un lot important de déchets de feillard en plastique**

Pour toutes personnes intéressées : veuillez contactez le numéro suivant : **0770.18.01.20**

Souk El Kettane Lancement prochain des travaux d'aménagement

En visite mardi au quartier de Medina Jdida, le wali d'Oran, M. Saïd Sayoud, a annoncé le lancement prochain de travaux d'aménagement de Souk El Kettane.

D. B.

Le wali qui a visité cet édifice commercial a constaté l'état de dégradation du site et a indiqué qu'il fera l'objet de travaux d'aménagement. Le chef de l'exécutif a fait savoir qu'un accord a été convenu avec les commerçants pour entamer des travaux d'aménagement à leur charge et la wilaya prend en charge le reste. A maintes reprises, les services de la commune d'Oran avaient annoncé des travaux d'aménagement mais rien n'a été fait et ce marché qui fait partie de l'histoire de la ville, ne cesse de se dégrader au fil des ans. Il y a plus de cinq années, une étude avait été lancée par le bureau de l'urbanisme de la

commune d'Oran, dans la perspective de réaliser un nouveau centre commercial à la place de l'actuel marché.

Selon les responsables de l'APC à l'époque, la nouvelle structure qui sera érigée à la place de l'ancien marché, sera composée de 3 niveaux (rez-de-chaussée et 2 étages).

Pour les responsable de l'époque, la réalisation d'un centre commercial, doté de tous les équipements, répondra aux normes d'hygiène et de sécurité, surtout que l'actuel marché est dégradé et n'offre pas un cadre agréable ni pour les commerçants ni pour les clients. En effet, une enveloppe budgétaire de 20 milliards de centimes devait être déblo-

quée par la commune d'Oran pour la transformation de Souk El Kettane (connu aussi sous le nom de «Souk El Gsab» à Medina Jdida en centre commercial moderne. Le projet avait été inscrit dans le cadre du programme de développement communal (PCD). L'étude préliminaire du projet de réalisation de ce centre commercial moderne a été ficelée il y a quelques années et les travaux n'ont pu être lancés, à cause de problème lié au transfert des commerçants vers un site qui fait l'unanimité.

Le projet de réalisation de nouveau centre commercial a pour but de lutter contre l'informel et éradiquer l'ancien marché qui constitue un réel danger pour ses occupants.

Affichage des listes des bénéficiaires de 500 logements d'El Ançor Des exclus crient à l'injustice

J. Boukraa

La liste préliminaire des bénéficiaires de quelque 500 logements sociaux locatifs de la commune d'El Ançor a été affichée hier tôt dans la matinée sur la page officielle de la daïra d'Aïn El Turck. Après l'affichage, un nombre de demandeurs de logements n'ayant pas figuré parmi les bénéficiaires ont exprimé leur mécontentement. Certains ont crié à l'injustice. Selon les postulants recalés, dont les dossiers ont été déposés depuis plusieurs années, la liste comporte des noms d'indus bénéficiaires. De leur côté, les responsables affirment que «les listes ont été élaborées suite à des enquêtes approfondies. La

commission de daïra a effectué une opération de contrôle de tous les demandeurs de logements afin d'arrêter une liste des véritables bénéficiaires. Les citoyens qui se sentent lésés dans leur droit peuvent déposer des recours selon les procédures légales qui interviennent après affichage des listes de bénéficiaires, et permettent au citoyen d'introduire des recours auprès de la commission dans un délai de huit jour à compter du 13 octobre en cours, soit le premier jour de l'affichage des listes». Les recours fondés seront étudiés cas par cas, a-t-il souligné.

Un bureau a été ouvert au niveau de l'annexe communale de la localité de Keddara pour recevoir les citoyens désirant dé-

poser de secours. En effet, chaque relogement génère entre 10 à 15% de recours exprimés par des protestataires qui se sentent injustement écartés ou des mécontents non satisfaits des logements. Cela dit, il demeure que les nombreuses familles exclues ou récalcitrantes aux décisions d'attribution constituent un véritable casse-tête chinois pour les autorités. Notons que l'affichage de la liste intervient quelques jours après la visite du wali à la daïra d'Aïn El Turck. Le premier responsable de l'exécutif M. Saïd Sayoud a donné des instructions fermes pour l'accélération des opérations d'affichage des listes des bénéficiaires des projets dont les travaux ont atteint les 70%.

Société algérienne de nutrition Le 4^{ème} congrès international les 16 et 17 octobre

K. Assia

Après une année blanche, et malgré le fait que la situation à venir demeure encore incertaine sur le plan sanitaire, la Société algérienne de nutrition organise cette année son 4^{ème} congrès international (CI-SAN 2021) en mode hybride (virtuel et présentiel) à Oran à l'hôtel Le Méridien, les 16 et 17 octobre 2021. Organisé la 1^{ère} fois à Oran en 2012, puis à Alger en 2015 et à Constantine en 2017, Oran abrite de nouveau le CI-SAN 2021. Selon un communiqué de la SAN, pour animer ce congrès, la société a invité d'éminents spécialistes nationaux et internationaux, ainsi que des industriels des secteurs agroalimentaires et pharmaceutiques pour traiter en profondeur les différentes questions d'actualité dans les thématiques retenues et présenter les dernières innovations en termes de recherche et de recherche/développement, tels que l'effet matrice des aliments, l'obésité, le diabète en Algérie, les dyslipidémies du sujet âgé, le rôle des acides gras et

risque cardiovasculaire, le microbiote intestinal et la santé du nourrisson, l'intérêt du traitement nutritionnel dans la maladie de Crohn pédiatrique, l'alimentation de l'enfant en Algérie, tensions et charge de travail de la femme, l'effet cytoprotecteur des plantes médicinales, ainsi que l'approche thérapeutique par les molécules bioactives et enfin la biotechnologie alimentaire.

Le même communiqué indique que que différentes associations nationales et internationales intéressées par la nutrition (Société algérienne de pédiatrie (SAP), Société algérienne de médecine néonatale (SAMEN), Société algérienne de gastro-entérologie, hépatologie et nutrition pédiatrique (SAGHENP), Société algérienne de médecine interne (SAMI), Société algérienne de diabétologie (SADIAB), Société française de nutrition (SFN) et la Méditerranéenne Federation of Nutritional Sciences (MFNS)) sont invitées.

«Il y aura des conférences plénières, des communications orales, des e-posters et des sympo-

siums, dont le Symposium alimentation méditerranéenne et Covid-19, organisé par la MFNS. Et pour la première fois, la SAN organise des ateliers de formation en présentiel et dont les thèmes choisis sont d'actualité dans les différents domaines liés à la nutrition», souligne le communiqué.

De nombreux participants, membres adhérents, enseignants-chercheurs, chercheurs, médecins, pharmaciens, biotechnologues, anthropo-sociologues, étudiants doctorants, ainsi que tous les professionnels intéressés par les domaines de la nutrition et les industriels des secteurs agro-alimentaires et pharmaceutiques sont attendus.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Abdellah AEK, 70 ans, Chollet
Zaouya Marzouga, 60 ans, Saïda
Benkhada Benkhada, 89 ans, Ras El Aïn
Moussaoui Doukaïa

Horaires des prières pour Oran et ses environs

07 rabie el aouel 1443				
El Fedjr 05h44	Dohr 12h49	Assar 16h03	Maghreb 18h34	Icha 19h51



Pour les transférer aux vendeurs activant dans l'informel Recensement des locaux et marchés inexploités

Les locaux et marchés fermés et inexploités dans la ville d'Oran seront recensés dans les prochains jours pour les transférer aux vendeurs qui activent dans l'informel à Haï Medina Jdida, a annoncé mardi le wali, Saïd Sayoud. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection à Haï Medina Jdida au centre-ville d'Oran, Saïd Sayoud a souligné qu'il a donné des instructions au directeur du commerce pour le lancement dans les prochains jours d'une opération de recensement des locaux et marchés fermés et inexploités de la ville d'Oran pour les transférer aux vendeurs de l'informel aux marchés de Medina Jdida. Il existe plusieurs propositions pour transférer ces marchands vers des locaux décents afin de leur permettre d'exercer leurs activités dans de bonnes conditions dont 200 locaux fermés au marché «El Kettane» de Me-

dina Jdida et d'autres dans des marchés fermés inexploités dans la ville d'Oran, à l'instar du marché de Haï El Hamri, a-t-il souligné.

Le même responsable a appelé ces marchands illicites à s'organiser et à s'inscrire au registre de commerce pour exercer leurs activités dans le cadre de la loi.

Le wali d'Oran a inspecté, lors de cette visite, le parking de véhicules situé à Haï Medina Jdida doté d'une capacité de plus de 460 véhicules, dont les travaux ont été achevés. A cette occasion, il a mis l'accent sur son entrée en exploitation directement après la fin du transfert des vendeurs vers des locaux décents. Le wali d'Oran a insisté sur l'importance de conférer une esthétique à la ville d'Oran, surtout qu'elle s'apprête à abriter les 19^{èmes} Jeux méditerranéens prévus du 25 juin au 5 juillet 2022.

Rentrée 2021-2022 24.000 nouveaux stagiaires rejoignent les centres de formation professionnelle

J. Boukraa

Quelque 24.000 stagiaires ont rejoint hier les établissements de la formation professionnelle à Oran à l'occasion de la rentrée 2021-2022 dont près de 13.000 reconduits. Le coup d'envoi de cette rentrée marquée par l'application des mesures du protocole sanitaire contre la Covid-19 a été donné par le wali d'Oran à partir du centre de formation professionnelle Lakhdar Fouatih Hmida Haï El Badr. Toutes les dispositions ont été prises par la direction de la formation professionnelle pour le bon déroulement de cette rentrée, notamment le nettoyage et la désinfection de l'ensemble des équipements et des structures pédagogiques pour protéger les stagiaires et le personnel du secteur (formateurs et fonctionnaires) contre cette pandémie.

Pour ce qu'est du volet pédagogique, la direction de la formation professionnelle de la wilaya a offert plus de 11.685 nouveaux postes pédagogiques et a ouvert de nouvelles spécialités dont 7.930 nouveaux postes pour les formations diplômantes. Il s'agit de 1.440 pos-

tes de formation résidentielle, 4.380 postes en apprentissage et 1.375 autres de formation à distance dans le cadre des cours du soir, en plus de 80 postes nouveaux de formation en «passerelles», une offre de formation spéciale aux employés pour passer d'un niveau à un autre. La direction de la formation professionnelle de la wilaya a proposé cette session 9 nouvelles spécialités dont l'urbanisme, horticulture et espaces verts, la maintenance des équipements informatiques, les appareils d'infographie en plus de spécialités d'aptitude professionnelle dont la peinture sur tissu et la soie, le recyclage des déchets, la fabrication de fromages et des dérivés du lait, et préparation de pizza, entre autres.

Les programmes de formation ont été élaborés en tenant compte des spécificités de la région, à travers son environnement socio-économique et les besoins exprimés au niveau local par les différents partenaires économiques. Cette session verra aussi l'ouverture de deux nouveaux centres de formation professionnelle au niveau de Sidi El Bachir et Haï Nedjma.

Musée national Ahmed Zabana Une journée d'études sur «l'inventaire muséal, difficultés et perspectives»

Le thème «inventaire muséal, difficultés et perspectives» sera au centre des travaux d'une journée d'étude, qui se tiendra le 17 octobre en cours au musée national public «Ahmed Zabana» d'Oran, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Cette rencontre réunira des spécialistes des musées «Le Bardo» d'Alger, Cirta de Constantine et de Sétif, les départements d'archéologie de l'Université des sciences et technologie «Mohamed Boudiaf» d'Oran, la civilisation islamique de l'Université d'Oran 1 «Ahmed Benbella», a indiqué la cheffe du département communication de l'établissement muséal «Ahmed Zaba-

na», Leila Boutaleb. Il est également attendu la présence d'archéologues et de représentants d'associations versées dans les sites et monuments d'Oran et des étudiants, a souligné Leila Boutaleb, ajoutant que cette manifestation vise à uniformiser la méthode d'inventaire, à recenser les difficultés et obstacles et à trouver des solutions adéquates. Des conférences ont été programmées abordant, entre autres, «l'inventaire par la documentation des textes juridiques et leur application», «l'inventaire: méthodes et techniques», «le patrimoine archéologique et les moyens de le préserver» et «l'inventaire archéologique au musée de Cirta comme modèle». Lors de cette rencontre, qui coïncide avec la commémoration du 60^e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961, le musée national «Ahmed Zabana» d'Oran organisera une exposition de photos mettant en lumière l'atrocité du massacre commis par le colonialisme français contre des Algériens manifestant pacifiquement à Paris pour réclamer l'indépendance de l'Algérie.

TIARET

Les assemblées élues n'ont pas la cote

«*La ville de Tiaret, supposée être la vitrine de la wilaya, se dégrade à vue d'œil et les tares d'une gestion chaotique ne sont plus à dénombrer*», commente de but en blanc, Mohamed, exploitant un commerce de pièces détachées au centre-ville.

El-Houari Dilmi

Il n'y qu'à voir l'état lamentable des routes pour avoir une idée bien arrêtée sur le bilan de l'APC sortante», renchérit Kamel, un fonctionnaire à la retraite. A quelques semaines seulement du jour «J», le Tiarétien lambda prend la chose par-dessus la jambe et garde la tête ailleurs. A part quelques rares candidats déclarés qui sillonnent la ville en quête de parrainage, rien n'indique que la ville s'apprête à élire son futur maire, dans une wilaya qui compte pourtant plus d'un demi-million d'électeurs. Presque un non-événement. Blasés par une dégradation continue du cadre de vie, avec les quartiers, rues et ruelles abandonnés aux débris en tous genres, les trottoirs refaits presque une fois par an mais toujours dégradés, les façades des immeubles délabrées, les Tiarétiens, à l'instar de leurs concitoyens de tout le pays, s'interrogent sur «l'utilité» d'un maire dans une wilaya où plus d'une soixantaine d'élus ont été

entraînés devant les tribunaux durant la mandature qui s'achève. «Les candidats, tous partis confondus, n'ont pas grand-chose à proposer. Ils sont à court de sujets convaincants pour chasser les voix ; ici comme ailleurs, les échéances électorales se suivent et se ressemblent», commente Benaïssa, les yeux rivés sur son téléphone portable dans un café de centre-ville. Paralysées par les tiraillements internes, les sempiternelles luttes de clan, les assemblées élues n'ont pas la cote auprès du citoyen électeur. Et si au sein des états-majors locaux des partis politiques, la lutte en dessous-de-table fait rage pour un strapontin sur une liste d'une Apc/Apw, chez le simple citoyen, la tête est ailleurs, comme il ne croyait pas au «verdict de l'urne» ni en des lendemains meilleurs. La preuve que le changement ne viendra pas par le bas, pourquoi 60 ans après le recouvrement du soleil de la liberté «s'acharne-t-on à construire une belle maison sur les fondations bâclées ?», s'interroge, un rien

philosophe, Kada, un «jeune» retraité de 52 ans. En effet, si les candidats à la candidature ne sont pas nombreux, pour le «peuple des votants», les jeux et enjeux sont d'avis que la chose politique rebute le citoyen, puisque depuis des années qu'ils élisent leurs représentants au niveau des assemblées élues, leur quotidien ne s'est pas amélioré, loin s'en faut. Dans les chaumières, places publiques et autres salons de thé, on traite la chose politique par-dessus la jambe. «Et puis à quoi ça sert de voter quand on prend les mêmes et on recommence ?», commente blasé Lakhdar, qui s'inquiète pour l'avenir de sa ville en perte de ses repères. Dans le café en face de la station-service du populaire quartier de «Erass soug», les jeunes désœuvrés constituent l'essentiel de la clientèle. Bachir, chauffeur de taxi clandestin, accomplir son devoir électoral, il ne sait pas ce que c'est. «Voter ou pas, je constate bien que rien ne change autour de moi», tranche-t-il.

La protection de la forêt de Guezoul en question

E.H.D.

La communauté des frères Capucins de Tiaret et la paroisse Sainte Marie-Madelaine, ont organisé dernièrement, une journée «portes ouvertes» dédiée à l'écologie et la protection de l'environnement. Des travaux d'initiation au dessin, jardinage, et des activités ludiques ont été organisés à l'adresse des enfants présents. Mais le clou de la manifestation a été la présentation d'un cas concret sur le nettoyage de la forêt de Guezoul, dans la wilaya de Tia-

ret. Blottie entre deux chaînes de montagnes, djebel Guezoul et djebel Amour, le couvert végétal ne dépasse guère les 7% de la superficie totale de la capitale de la wilaya, avec plusieurs forêts suburbaines menacées par tous les dangers comme la pollution ou les incendies. La forêt de Guezoul renferme une diversité écologique qui se traduit par une végétation luxuriante et des paysages à couper le souffle. Le massif de Guezoul est constitué par un alignement de collines d'altitude moyenne de mille mètres. Le point culminant,

à 1221m d'altitude, se situe à Ain el-Hamra au nord de Tiaret et à l'ouest de Djebel Mezguida. C'est un petit plateau ondulé et raviné, faiblement incliné du Nord-Nord à Est-Sud présentant au nord un escarpement de 80 à 100 m sur le bord du plein accidenté de Guer-toufa. Vers le Nord-Est, le chaînon s'abaisse graduellement au col de Torriche (1050 m) et au Sud-Ouest, il descend sur Tagdempt (850 m) et la dépression de la Mina. Il est limité à l'Est par la forêt domaniale de Tiaret et au sud par la ville de Tiaret.

NAAMA

10 nouvelles spécialités pour la formation professionnelle



Le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya de Naama sera renforcé par l'ouverture de 10 nouvelles spécialités à la rentrée de formation de la session d'octobre, a-t-on appris mardi de la direction du secteur. Il s'agit des spécialités d'exploitation des stations d'épuration des eaux et maintenance des canalisations des eaux usées et des eaux pluviales, de jardinage, des loisirs et services hôteliers, de pâtisserie, de choco-

lagerie et biscuiterie, de fromagerie, de poterie et de travail du plâtre, a indiqué la même source. La rentrée professionnelle a vu l'accueil de 3.392 nouveaux stagiaires dans les nouveaux établissements de formation de la wilaya, répartis suivant les modes de formation dont la formation qualifiante (579 postes) et l'apprentissage (1.246). Les nouveaux stagiaires sont répartis sur d'autres sections dont 738 inscrits dans les cours

du soir, 525 pour la femme au foyer, 242 pour les pensionnaires des établissements de rééducation et 28 stagiaires en milieu rural, pour atteindre un chiffre global de stagiaires du secteur dans la wilaya de 4.724. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Naama dispose de 9 centres, un institut national spécialisé et 4 annexes, en plus de 5 internats d'une capacité de 390 lits.

TLEMCEN

La multiplication du pigeon ramier inquiète les agriculteurs

Khaled Boumediene

Avec le lancement de la campagne agricole 2021-2022 et l'arrivée de la période des semis de l'automne, les agriculteurs des communes d'Ain Youcef, Remchi, Bensékane, Sidi Abdelli, Ain Nehala, Fehoul et Hennaya, craignent le pire : subir à nouveau les dégâts des pigeons ramiers, qui s'attaquent aux graines des parcelles semées en céréales, fèves, petits pois, haricots par les agriculteurs et même aux collets (base des plants) des champs de laitue. Ces volatiles qui se sont multipliés ces dernières années dans les champs de ces communes à vocation agricole causent des dégâts et des pertes de revenus considérables pour les agriculteurs. «Contrairement aux gardes bœufs ou hérons qui suivent nos tracteurs pour manger des vers de labour, ces volatiles nuisibles sont très nombreux dans les parages. Ils s'attaquent aux racines des laitues et se nourrissent des tiges de ces salades. Récemment, une parcelle de mon voisin a été totalement détruite par ces pigeons ramiers. Sur une autre parcelle où poussaient des fèves, les volatiles ont affecté la moitié de la récolte.

Ces pigeons ramiers sont de véritables destructeurs, je n'avais jamais vu cela auparavant ! Le phénomène s'amplifie d'année en année en raison des lâchers effectués ces dernières années dans la wilaya et aussi le réchauffement climatique sévissant dans la région qui pousse ces pigeons à envahir les parcelles ensemencées ou plantées », indiquent plusieurs agriculteurs de ces communes. A Hennaya, ce pigeon ramier a trouvé un cadre de vie idéal dans la plaine de M'kacem, située au nord de la ville. «Des dizaines de couples de pigeons ramiers nichent dans la plaine de M'kacem, plaçant la plaine parmi les territoires agricoles les plus den-

sément peuplés. Ces volatiles dorment la nuit dans les cyprès et arbres et la journée ils volent vers nos champs pour se nourrir. Dans certains endroits, ils sont en grand nombre sur les lignes électriques aériennes et causent des dommages aux champs. Parfois, nous passons toute la journée à les surveiller et à les chasser à coups de cris», souligne pour sa part un agriculteur de la plaine de M'kacem, qui compte des dizaines de champs de légumineuses, de céréales, d'agrumes et d'oliviers. Mais, si ce phénomène croissant de volatiles inquiète les agriculteurs, de nombreux jeunes et adolescents s'adonnent quant à eux à la chasse de ces oiseaux. Il faut dire que la chasse de ces pigeons ramiers est à la fois passionnante et compliquée pour ces nombreux jeunes qui y trouvent un vrai passe-temps. «Les pigeons ramiers ont vraiment grossi et ça nous donne beaucoup d'envie pour les chasser avec nos tire-boulettes. On les chasse souvent en fin d'après-midi lorsqu'ils volent vers les cyprès pour passer la nuit et des fois lorsqu'ils se placent sur les lignes aériennes d'électricité en se plaçant près des arbres où ils aiment se reposer. Souvent on abat trois à cinq gros volatiles par jour. Parfois, les pigeons sont tirés en vol surtout pendant la période de la fin de l'été, c'est la meilleure saison de chasse au pigeon ramier. Mais, il nous arrive parfois de ne rien chasser car ces volatiles voient tout, de très loin, et il peut être difficile de les abattre avec nos frondes si l'on n'est pas correctement caché», affirme le jeune Moulay, qui manie avec habileté cette arme de chasse traditionnelle pour les oiseaux. Pour l'histoire, il faut rappeler que sur le plan des émissions philatéliques, Algérie Poste avait consacré en 2005 un timbre au pigeon ramier (Columba palumbus).

MASCARA

1.200 logements attribués avant fin-décembre

Quelque 1.200 logements publics locatifs (LPL) seront attribués avant la fin de l'année dans la commune de Mascara, a-t-on appris mardi du wali Abdelkhalek Sayouda. Le chef de l'exécutif de wilaya a indiqué, lors d'une visite pour s'enquérir de plusieurs projets au niveau de la commune de Mascara, que la commission de daïra chargée de l'élaboration des listes des bénéficiaires de LPL a entamé récemment l'étude des dossiers des demandeurs de logements et devra l'achever avant de procéder leur distribution avant la fin de l'année en cours.

Le wali a fait observer que les commissions des daïras d'El Bordj, d'Aïn Fares et d'Oued Taghia ont procédé, pour leur part, à l'établissement

des listes des bénéficiaires des logements publics locatifs des communes d'Aïn Fares, d'El Mamounia, d'Oued Taghia et d'El Bordj, qui seront affichées prochainement. D'autre part, Abdelkhalek Sayouda a souligné que le plus gros des 5.700 LPL, réalisés dans la wilaya de Mascara, sera fin prêt avant la fin de l'année en cours, alors que le restant sera livré au courant du premier semestre 2022. Pour sa part, le directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Mascara, Saber Mohamed, a fait savoir que 2.054 logements publics locatifs ont été distribués durant les neuf mois de l'année en cours au niveau de la wilaya dont 1.521 dans la seule commune de Mascara.

EL-BAYADH

14 affaires à la barre

Hadj Mostefaoui

La deuxième session criminelle d'automne de l'année 2021 a été ouverte mardi dernier et durera jusqu'au 28 de ce mois d'octobre a-t-on appris auprès de la cour d'El-Bayadh. Au cours de cette session quatorze affaires seront traitées dont une liée à un crime avec prémédita-

tion. D'autres allant de la détention à la commercialisation de drogue et de produits hallucinogènes ou de culture de cannabis, à l'enlèvement suivi de séquestration et de voie de fait sur mineurs, ainsi que d'association de malfaiteurs arrêtés dans la cadre de la lutte contre le trafic de drogue, impliquant 31 individus qui défilèrent à la barre lors de cette session.

DRÉAN

Des prétendants aux aides pour les logements ruraux protestent

A. Ouélaa

La RN16, à hauteur du rond-point menant vers Sidi H'Meida, le centre-ville de Dréan et l'autoroute Est-Ouest a été bloquée par les concernés par les aides au logement rural mardi dernier de 10h jusqu'à 12h. Au total, pour

ces aides au nombre de 100, la commission a pratiquement tranché sur les personnes devant disposer de ces aides. Le problème, au départ concernait le foncier pour ces logements ruraux dont le règlement, après la rétrocession de l'assiette destinée à ces logements ruraux par la Conservation des fo-

rêts au profit des Domaines, vient à peine d'être réglé. Le hic, dans cette histoire, c'est l'approche des élections et le refus de plusieurs membres de cette commission dont les élus qui n'ont pas voulu achever cette opération. D'autres y ont perçu une certaine manipulation à des fins électorales.

TÉBESSA

Deux mors et 1 blessé dans un accident de la route

Un accident de la route, survenu dans la nuit de mardi à mercredi, a causé le décès de deux personnes, un homme âgé de 32 ans et une femme de 63 ans, faisant aussi un blessé un enfant de 3 ans. Et ce, après le

renversement d'une voiture, sur la RN16, près de Negrine, au sud de la wilaya de Tébessa, au lieu-dit 'Bou Moussa', selon le communiqué de la DPC.

Ali Chabana

JIJEL

Appel à revoir les prix du fer à béton

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a appelé, mardi depuis El-Milia (Jijel), les opérateurs et spécialistes en industrie sidérurgique à l'impératif de «revoir les prix du fer à béton», notamment après la baisse de son prix sur les marchés internationaux. «Les industriels des complexes sidérurgiques de Bellara à Jijel, de Sider-El Hadjar à Annaba et Tosyali-Algérie sont appelés à réviser les prix du fer conformément aux prix appliqués sur les marchés internationaux», a précisé M. Zaghdar qui inspectait les unités de production de la Société algéro-qatarie de sidérurgie (Algerian Qatari Steel-AQS-), dans le cadre de sa visite dans la wilaya de Jijel, en présence de l'ambassadeur de l'Etat du Qatar à Alger, Abdulaziz Ali Al Naama et des présidents de groupes industriels. Qualifiant le partenariat algéro-qatari d'investissement gagnant-gagnant, le ministre a assuré que «tous les projets en suspens ont été relancés après la stabilité de la situation pandémique, notamment les programmes de logements et les infrastructures publiques». Les industriels du fer

locaux sont invités à revoir les prix de vente de ce produit qui a connu une augmentation ces derniers mois, afin de pouvoir mener à bien les différents projets lancés, a-t-il martelé. Par ailleurs, M. Zaghdar a salué les efforts déployés par le staff chargé de la production de l'oxygène médical au Complexe de Bellara, dont les capacités de production sont passées de 40.000 L/J à 120.000 L/J, ce qui reflète, a-t-il dit, «l'existence de véritables compétences en mesure d'apporter une plus-value nécessaire dans divers créneaux». Pour sa part, le Directeur général (DG) du Complexe AQS, Youcef Ahmed El Mohannadi a affirmé que le complexe était «le fruit d'un partenariat algéro-qatari fructueux de l'ordre de 2 milliards Usd et une capacité de production annuelle dépassant les 2 millions de tonnes conformément aux standards internationaux». Le complexe se veut «une entreprise citoyenne» contribuant à l'approvisionnement des établissements hospitaliers en oxygène médical avec plus de 3 millions de litres, a-t-il expliqué.

AÏN DEFLA

Collision entre un camion et trois voitures: un mort et deux blessés

Une personne est décédée et deux autres ont été blessées, mardi, à Aïn Defla dans un accident de la circulation survenu sur la RN 65, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. L'accident s'est produit à l'entrée de la ville de Zeddine (28 km au sud du chef-lieu de wilaya) lorsqu'un camion avec citerne d'eau est entré en collision avec trois véhicules touristiques roulant en sens inverse, causant le décès de l'un des conducteurs (60 ans) et des

blessures à deux autres passagers (4 et 59 ans), a-t-on indiqué. La dépouille de la personne décédée a été déposée à la morgue de l'hôpital de Sidi Bouabida (El Attaf) au moment où les deux blessés ont été transférés au service des Urgences du même établissement hospitalier. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale en vue d'élucider les circonstances exactes de cet accident, a-t-on fait savoir de même source.

BOUIRA

Un mort

dans une collision

Un accident de la circulation mortel s'est produit avant-hier dans la nuit vers 22h30 sur la RN18, dans la commune d'Ain Aloui, située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest du chef-lieu de wilaya. Il s'agit d'un camion qui a percuté une voiture légère. L'impact de la collision s'est soldé par la mort d'un passager. La victime âgée de 45 ans a été évacuée par les éléments de la Protection civile, à la morgue du Centre hospitalier de la daïra d'Ain Bessem.

F. H.

Apologie du terrorisme, 2 ans de prison

La Cour de Bouira, a condamné avant-hier lors du déroulement de sa troisième session criminelle ordinaire, les accusés (ISS) et (HA), à une peine de 2 années d'emprisonnement ferme assortie d'une amende judiciaire de 50.000 DA, alors que le représentant du ministère public avait requis la peine de 7 ans de prison ferme à leur encontre. Il est reproché aux 2 prévenus d'avoir publié sur une page Facebook une vidéo faisant l'apologie du terrorisme par le biais de l'Etat islamique (Daech) pour le premier mis en cause, et d'avoir partagé une photo d'un célèbre terroriste de l'Etat islamique dénommé (Abou Chemseddine), pour le deuxième accusé. Les auteurs pendant leur comparution, ont prétendu avoir naïvement accompli ces faits qui sont d'une gravité extrême car ils plaident du terrorisme fortement condamnable. Par ailleurs, un troisième accusé (ACM) qui n'était pas présent à la barre, car en état de fuite a été cité par la justice.

Farid Haddouche

ALGER

Massacre du 17 Octobre 1961: plusieurs activités commémoratives programmées



Diverses manifestations culturelles programmées jusqu'à la fin octobre devront marquer la célébration du 60^{ème} anniversaire du massacre du 17 Octobre 1961 d'Algériens de Paris, durant la guerre de Libération nationale, indique un communiqué de l'Etablissement Arts et Culture. Des expositions et des projections cinématographiques, en rapport avec l'événement marqueront les célébrations de la violente répression policière du 17 Octobre 1961 à Paris, où plu-

sieurs Algériens sortis manifester pacifiquement contre un couvre-feu discriminatoire, ont été massacrés. Prévu du 14 au 30 octobre, dans les structures d'Arts et Culture, ces activités se veulent un «hommage aux victimes de cette horrible répression des manifestations de Paris». Le moujahid Mohammed Ghafir dit «Moh Clichy», auteur d'un essai sur l'événement du 17 Octobre 1961, devra animer, le 12 octobre, au Centre d'activités culturelles d'Agha une conférence sur la «Fédéra-

tion de France du FLN». A Draria, Arts et Culture prévoit une exposition de livres historiques, alors que le Centre d'activités culturelles d'Agha abritera du 17 au 25 octobre, une exposition de livres, de photos et de coupures de presse retraçant l'atrocité de ce massacre. D'autres espaces relevant d'Arts et culture ont programmé également des activités, notamment des expositions de livres et de photos en hommage aux victimes de ce crime colonial commis durant la Révolution.

M'SILA

La préservation de l'histoire et le rôle des mosquées

Le Conseiller du président de la République chargé des Associations religieuses, Aïssa Belakhdar, a mis l'accent, mardi à M'sila, sur le rôle important des mosquées dans la préservation de l'histoire de la nation, la sauvegarde de sa mémoire et la défense de ses constantes. Intervenant au cours d'une rencontre de wilaya, tenue à l'Université 'Mohamed Boudiaf', à la veille de la célébration du Mawlid Ennabaoui (19 octobre) et du 67^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération, M. Belakhdar a relevé que la mission de préservation de la mémoire et du référent religieux revient à la mosquée au travers de conférences et de prêches destinés à toutes les catégories sociales. Il a comparé le rôle des gens de culte à celui des corps constitués, précisant que les imams et les chouchoukh de zaouïas «protègent la mémoire et le référent religieux, tout comme l'Armée nationale populaire et les corps de

sécurité protègent les frontières». Le conseiller du président de la République chargé des Associations religieuses a appelé, à ce propos, à raffermir les liens de fraternité entre les Algériens et à consolider leur unité face à tous les dangers, dont «l'utilisation tendancieuse des réseaux sociaux pour semer la division entre les enfants du peuple». M. Belakhdar a insisté, dans ce contexte, sur «la nécessité d'impliquer tous les Algériens, où qu'ils se trouvent, à l'édification de la nouvelle Algérie, prônée depuis l'arrivée au pouvoir du président de la République Abdelmadjid Tebboune». Après avoir transmis aux participants les salutations et les remerciements du président de la République, l'intervenant a appelé à «faire évoluer les mentalités et à les mettre au service de la construction de l'Algérie», estimant que «les idées défaitistes et destructrices doivent nécessairement être changées».

Il a appelé aussi à se rap-

procher davantage des jeunes pour leur transmettre le legs mémoriel voulu par les Chouhada, affirmant que «les principes de notre glorieuse Révolution et les valeurs de notre peuple, nous imposent d'être aux côtés de nos voisins en cas de difficultés sans s'ingérer dans leurs affaires comme l'a montré récemment l'Algérie durant la pandémie de Covid-19 à l'égard de nos voisins au Niger, au Mali et en Tunisie». A ce propos, M. Belakhdar a également transmis les salutations du président de la République à l'Armée blanche et aux Associations pour leur contribution à la lutte contre la pandémie de Covid-19. Durant la rencontre, qui a regroupé des représentants des autorités locales, des présidents d'associations religieuses et les cheikhs de la zaouïa 'El Hamel', plusieurs sujets ont été débattus dont la loi sur les Associations religieuses, le recours aux diplômés universitaires en Sciences islamiques devant gérer la mosquée et sa restructuration en vue de lui permettre de mieux assurer sa mission.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

07 rabie el aouel 1443

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h28	12h34	15h46	18h17	19h35



Equipe nationale L'Algérie sur son 31



Solide vainqueur du Niger (4-0) mardi à Niamey dans les éliminatoires du Mondial 2022, l'Algérie a enchaîné un 31e match consécutif sans défaite. Cette série permet aux hommes de Djamel Belmadi de battre la performance de l'équipe de France, restée 30 matchs sans perdre entre 1994 et 1996.

Dans l'histoire, seuls trois pays ont fait mieux : l'Italie (37 matchs entre 2018 et 2021), le Brésil (35 matchs entre 1993 et 1996) et l'Espagne (35 matchs entre 2007 et 2009). Des chiffres que les Fennecs peuvent toujours espérer égaler et dépasser ! Ce succès représente aussi la plus large victoire de l'Algérie à l'extérieur

depuis 20 ans et le 4-0 infligé à la Namibie à Windhoek en juin 2001. Enfin, signalons que les champions d'Afrique en titre ont déjà inscrit 34 buts sur l'année civile 2021, ce qui représente un record dans leur histoire. Et dire que deux matchs sont encore au programme en novembre contre Djibouti et le Burkina Faso !

Djamel Belmadi

«Très content de jouer en Egypte»

Le sélectionneur national de football, Djamel Belmadi, a indiqué mercredi à Alger qu'il était «très content» de jouer en Egypte face à Djibouti, pour le compte de la 5e journée (Gr. A) des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar. «Chacun doit faire son travail au maximum afin de préparer un terrain digne de la réputation de l'équipe nationale. Tout le monde souhaite jouer sur un bon terrain», a indiqué Belmadi à son retour de Niamey, ajoutant qu'il était «très content» de la domiciliation du match Djibouti-Algérie en Egypte. Concernant le match face au Niger que les coéquipiers de Mahrez ont remporté sur un sco-

re de 4 à 0, mardi à Niamey, Belmadi a confirmé que «ce n'était pas un match facile» et ses joueurs étaient «habités à jouer sur une pelouse en mauvais état et finalement ne l'ont pas déçu». Le sélectionneur national a également fait l'éloge de Youssef Belaïli, le décrivant comme un joueur «exceptionnel» avec une grande expérience en terres africaines, notant que ce dernier a «toujours aimé jouer avec l'équipe nationale et est considéré comme un élément déterminant contre les défenses adverses». Il a également souhaité que les supporters reviennent à l'occasion du 6e et dernier match des éliminatoires face au Burkina

Faso, un duel décisif pour déterminer la sélection qui jouera le 3e et dernier tour (barrages) pour la qualification à la Coupe du monde (Qatar-2022). A l'issue de la 4e journée, l'Algérie a repris sa position de leader du groupe A, conjointement avec le Burkina Faso, vainqueur lundi à Marrakech de Djibouti (2-0), avec 10 points chacun. Le Niger, officiellement hors-course, suit derrière à la 3e place (3 pts), alors que Djibouti ferme la marche avec 0 point. Lors de la 5e et avant-dernière journée, prévue les 11 et 12 novembre, l'Algérie se déplacera en Egypte pour affronter Djibouti, alors que le Burkina Faso recevra le Niger.

Buteurs - Classement historique

Mahrez rejoint Menad avec 25 buts

Le capitaine de l'équipe nationale de football Riyad Mahrez, auteur d'un but lors de la victoire décrochée mardi à Niamey face au Niger (4-0) dans le cadre de la 4e journée (Gr. A) des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar, a rejoint l'ancien attaquant des «Verts» Djamel Menad au classement historique des buteurs avec 25 réalisations chacun. Auteur déjà d'un doublé vendredi lors du premier match face au «Mena» (6-1), disputé au stade Mustapha-Tchaker de Blida, Mahrez a de nouveau fait parler son sens de but, en débloquent la situation

(20e), avant d'être suivi tour à tour par Mandi (27e), Bennacer (47e) et Bounedjah (54e). Auteur de dix buts lors des deux dernières rencontres des éliminatoires face au Niger, l'équipe nationale a encore une fois confirmé son efficacité offensive, parvenant à marquer 19 buts au total en quatre rencontres. Le meilleur buteur historique de l'équipe nationale, Islam Slimani (37 buts), titularisé lors de cette seconde manche face au Niger, est resté muet, quelques jours après avoir battu le record de buts en sélection que détenait l'ancien goleador des «Verts»,

Abdelhafid Tasfaout (36 buts) depuis 2002. L'ancien joueur vedette et sélectionneur de l'équipe nationale, Rabah Madjer, suit derrière à la 3e place du classement (28 buts), devant Lakhdar Belloumi (27), alors que la cinquième place est occupée conjointement par Riyad Mahrez et Djamel Menad (25). Lors de la 5e et avant-dernière journée, prévue les 11 et 12 novembre, l'Algérie se déplacera pour affronter Djibouti, alors que le Burkina Faso recevra le Niger. Le premier du groupe se qualifiera au 3e et dernier tour (barrages) prévu en mars 2022.

Echecs - Championnat d'Algérie par équipes Début des épreuves à Oran

Les épreuves du championnat national par équipes de Division 1 des échecs ont débuté mardi à la maison de jeunes Souidi-Ahmed de Hai USTO d'Oran. Cette manifestation sportive de cinq jours, organisée par la ligue oranaise en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs (FAE) et la direction de la jeunesse et des sports d'Oran, regroupe 65 échéphiles de 13 formations. Il s'agit de l'AS Sûreté nationale, l'USM Blida, Béjaïa CE, le Cavalier Saldaie Béjaïa, le CS Akouas Médéa, le CE Constantine, l'ASE Constantine, le CEA Constantine, l'US Biskra, le CE Sé-

tif, El Hilla, le Sporting de Sidi Bel Abbès et le Sporting d'Oran. Cette compétition est disputée selon le système suisse à la cadence de 90 minutes au finish avec l'ajout de 30 secondes, homologué par la Fédération internationale des échecs. La direction de ce championnat est assurée par l'arbitre international Ali Benyamina, assisté de Benadda Aouda et cinq autres arbitres fédéraux. Selon l'arbitre principal, Ali Benyamina, le vainqueur de ce championnat représentera l'Algérie aux championnats arabes et d'Afrique des clubs champions, prévus en 2022. Le lieu reste à désigner.

Boxe - FAB

Prospection au niveau des jeunes catégories

La Fédération algérienne de boxe (FAB), dans le cadre du renforcement de ses sélections par de nouveaux jeunes talents, a appelé les enfants affiliés aux Clubs sportifs amateurs (CSA) de rejoindre les Ligues de wilayas de sport scolaire (LWSS) pour obtenir une licence LWSS qui leur permettra de représenter les couleurs nationales lors des échéances internationales à venir. Les niveaux scolaires concernés sont le primaire, le moyen et le secondaire, a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué, en précisant que les Ligues de wilayas devront coordonner cette démarche avec Ahmed Ouadhi, Di-

recteur des jeunes talents sportifs (DJST) au sein de la FAB. Parmi les importants événements internationaux que prépare la FAB, les Championnats du monde des cadets et les Championnats arabes des jeunes catégories, pour lesquels les meilleurs jeunes pugilistes algériens seront sélectionnés, selon la même source. Cette initiative intervient quelques jours seulement après la signature d'un partenariat avec le service des sports du ministère de la Défense nationale (MDN) qui mettra à l'avenir ses différentes infrastructures sportives à la disposition des pugilistes de la Fédération algérienne de boxe.

Natation - Championnats d'Afrique

Syoud se pare d'or, Melih en bronze

Le nageur Jaouad Syoud a remporté la première médaille d'or de l'Algérie aux Championnats d'Afrique Open, mardi soir à Accra en finale du 100 m papillon.

Il s'agit de la deuxième médaille de Syoud dans cette compétition, après le bronze sur 100 m brasse, lundi. De son côté, la nageuse Amel Melih a remporté le bronze du 50 m papillon, portant à trois le nombre de ses médailles à Accra après l'argent du 50 m dos et le bronze sur 100 m nage libre lors de la première journée. Au total, l'Algérie compte six médailles après deux jours de compétition : 1 or, 2 ar-

gent et 3 bronze. Cinq nageurs algériens prennent part au rendez-vous d'Accra qui se poursuivra jusqu'au 21 octobre, avec l'objectif de monter sur le podium de leurs spécialités respectives et améliorer leurs chronos en prévision des Mondiaux en décembre. La 14e édition des Championnats d'Afrique Open, prévue initialement à Durban en Afrique du Sud en avril 2020, a été reportée à cause de la pandémie de COVID-19. Quelque 400 athlètes de plus de 30 pays sont présents dans la capitale ghanéenne qui accueille la compétition pour la première fois de son histoire.

Basketball - Ligue africaine

Le WO Boufarik versé dans le groupe A

Le WO Boufarik a été versé dans le groupe A du premier tour préliminaire de la Ligue africaine de basket-ball (BAL-2022), dont les rencontres sont prévues du 26 au 31 octobre à Conakry (Guinée), ont annoncé les organisateurs. Les basketteurs de Boufarik évolueront aux côtés de l'AC SLAC (Guinée), de l'AS Police (Mali) et de Predio Basket-ball (Cap-Vert). Le premier tour préliminaire de la BAL regroupe 32 équipes réparties en six groupes (A, B, C, D, E, F). Les deux premiers de chaque poule se qualifieront au deuxième tour préliminaire qui regroupera 16 clubs (Elite 16). Les six meilleures équipes de l'Elite 16 se joindront aux champions de l'Angola, de l'Egypte, du Maroc, du Ni-

geria, du Sénégal et de la Tunisie pour former le tableau final (deux conférences de 6 équipes) de la 2e édition de la BAL. La première édition de la BAL, prévue en 2020, avait été reportée à 2021 à cause de la pandémie de Covid-19. La phase finale disputée à Kigali (Rwanda) avait été remportée par le club égyptien du Zamalek devant son homologue tunisien, l'US Monastir, sur le score de 76-63. La National basketball association (NBA) et la Fédération internationale de basket (FIBA) avaient annoncé en février 2019 la création de ce championnat professionnel en Afrique dans ce qui constitue la première participation de la NBA à un championnat hors Amérique du Nord.

Eliminatoires - Mondial 2022

**Le Danemark qualifié,
l'Angleterre freinée**

Le Danemark, en s'imposant face à l'Autriche 1-0, a pris date avec le Qatar, dont le Portugal s'est rapproché en surclassant le Luxembourg 5-0, au contraire de l'Angleterre, freinée à domicile par la Hongrie 1-1. Les Danois ont validé une année où ils n'ont eu de cesse de surprendre sur la scène internationale. Demi-finaliste de l'Euro-2021, le Danemark a remporté ses huit matches, inscrivant 27 buts et n'en concédant... aucun. A Copenhague, les Danois ont pourtant mis du temps avant de débloquent la situation, malgré une nette domination en première période. C'est finalement au retour des vestiaires qu'ils ont fait la différence: après un superbe travail de fixation, le milieu de terrain Thomas Delaney a servi Joakim Maehle, qui a pris Daniel Bachmann à contrepied (53e), faisant exulter le Telia Parken de Copenhague. Dans le groupe I, l'Angleterre n'est pas parvenue à s'imposer à Wembley, face

à des Hongrois accrocheurs. Après un centre vicieux qu'Harry Kane était à un crampon de reprendre (9e), l'arrière-gauche Luke Shaw a été coupable d'un pied haut sur Loïc Nego, Français naturalisé Hongrois. Roland Sallai s'est chargé de transformer le penalty (24e), plongeant les Three Lions dans le doute. C'est finalement John Stones, barré par la concurrence d'Aymeric Laporte et Ruben Dias à Manchester City, qui a réveillé ses coéquipiers et Wembley, en reprenant un coup franc très bien frappé par Phil Foden (37e). Le défenseur central a même été tout proche de doubler la mise (62e), mais sa tête est passée au ras du poteau sur un corner de Foden. Las, l'Angleterre concède un match nul à l'issue d'une partition insuffisante. Les hommes de Gareth Southgate ont un calendrier favorable mais voient revenir la Pologne, deuxième à trois points, qui a battu l'Albanie 1-0 au cours d'un match marqué par des incidents. A

Tirana, l'arbitre français Clément Turpin a dû interrompre le jeu une vingtaine de minutes après que certains Polonais ont reçu des projectiles venant des tribunes, alors qu'ils célébraient l'ouverture du score. Dans le groupe A, le Portugal a surclassé le Luxembourg 5-0 à l'Estadio Algarve, emmené par l'intenable Cristiano Ronaldo, auteur d'un triplé, ce qui porte son record de buts marqués en sélection à 125. Avec seize points, la Selecao reste toutefois deuxième derrière la Serbie (17 pts), qui s'est défait de l'Azerbaïdjan (3-1), mais les hommes de Fernando Santos ont joué une rencontre de moins. Sans jouer, la France (12 pts) a tout de même réalisé une bonne opération, car l'Ukraine (9 pts) et la Bosnie (7 pts), ses deux poursuivantes dans le groupe D, se sont neutralisées (1-1). La Finlande s'est imposée face au Kazakhstan (2-0) grâce à un doublé de Pukki et devance désormais la Bosnie, avec huit points.

Euro-2028

L'UEFA ouvre le bal des candidatures

L'UEFA a lancé le processus de candidature pour accueillir l'Euro-2028 de football, dont l'instance européenne désignera le ou les pays hôtes en septembre 2023, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Les fédérations intéressées ont «jusqu'à mars 2022 pour déclarer leur intérêt», a précisé l'UEFA, alors que l'Euro-2024 est d'ores et déjà attribué à l'Allemagne après l'édition de cet été, répartie entre onze villes à travers tout le continent, de Londres

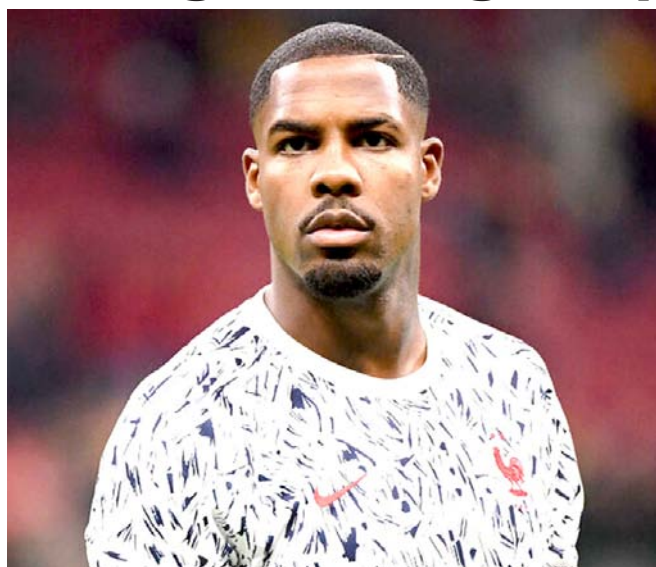
à Bakou. Si elle ne fait pas allusion à la refonte en cours du calendrier international après 2024, l'instance européenne part donc du principe que l'été 2028 ne sera pas occupé par la Coupe du monde, alors que la Fifa envisage de faire passer son Mondial à un rythme biennal à cette échéance.

Dans le détail, l'UEFA autorise une nouvelle fois les candidatures communes, pourvu que les pays concernés «soient géographique-

ment compacts». Elle prévient néanmoins qu'elle ne pourra «garantir» la qualification automatique des équipes des pays hôtes s'ils sont plus de deux à s'associer.

Par ailleurs, pour accueillir les 51 rencontres départageant les 24 équipes engagées, les candidats devront disposer de dix stades, dont au moins un doté de 60.000 places assises, un de 50.000 places, au moins quatre de 40.000 places et au moins trois de 30.000 places.

AC Milan

Le gardien Maignan opéré du poignet

Le gardien de but international français de l'AC Milan Mike Maignan, va être opéré d'un poignet, a indiqué son club dans un communiqué. «Une douleur persistante du poignet gauche de Mike Maignan impose, après un examen approfondi, une arthroscopie qui sera effectuée mercredi (hier ndlr)», a expliqué le club. Le gardien de but pourrait être absent 10 à 15 jours selon la presse italienne et devrait donc manquer les prochains matches, dont le déplacement à Porto en Ligue des Champions le 19 octobre. Arrivé cet été à l'AC Milan après avoir remporté la Ligue 1 avec Lille, le Guyanais s'est montré très performant dans les cages des Rossoneri, tant en Serie A qu'en C1, compétitions qu'il découvre.

Apparu une fois sous le maillot de l'équipe de France, Maignan est régulièrement convoqué par le sélectionneur Didier Deschamps, et faisait partie du groupe victorieux en Ligue des Nations dimanche.

Real Madrid

Vers un départ d'Eden Hazard ?

Bien loin du niveau qui était le sien à Chelsea, Eden Hazard pourrait être poussé vers la sortie par le Real Madrid l'été prochain. Recruté en 2019 pour faire oublier Cristiano Ronaldo, parti à la Juventus une année auparavant, Eden Hazard apparaît aujourd'hui comme l'un des grands flops de l'histoire du Real Madrid. En effet, l'international belge n'a disputé que 51 rencontres avec les Merengues pour 5 buts et 9 passes décisives au total. Un rendement insuffisant pour un joueur acheté plus de 100M euros, miné par de nombreuses blessures depuis sa venue dans la capitale espagnole. Ce qui pourrait inciter le Real Madrid à prendre une décision radicale en 2022. Alors que le Real Madrid espère s'attacher les services de Kylian Mbappé et Erling Haaland l'été prochain, Eden Hazard pourrait être l'une des victimes collatérales des



plans de Florentino Pérez. Déçu du niveau de l'international belge, le Real Madrid envisagerait en effet de s'en séparer pour renflouer les caisses et alléger la masse salariale, alors

qu'Eden Hazard est engagé jusqu'en juin 2024. L'attaquant de 30 ans devra donc afficher un autre visage cette saison s'il souhaite convaincre Florentino Pérez de le conserver.

FC Barcelone

Coup dur pour Araujo

Ronald Araujo s'est blessé à la jambe droite lors du match de qualifications à la Coupe du monde contre l'Argentine (perdu 3-0), a annoncé mardi le club catalan. «Les examens ont confirmé une blessure aux ischio-jambiers de la cuisse droite. Le défenseur uruguayen sera de retour à Barcelone pour réaliser le suivi de sa blessure», détaille le Barça dans un communiqué. Aucune estimation n'a été donnée sur la durée de son indisponibilité. Le Barça, contraint cet été à un dégraissage massif de

son effectif pour réduire sa masse salariale, en paie le prix sportivement, relégué à une décevante 9e place en Championnat et surtout bon dernier de son groupe en Ligue des champions. Les prochains jours s'annoncent cruciaux pour Ronald Koeman, avec la réception de Valencia dimanche, du Dynamo Kiev mercredi en C1 et surtout du Real Madrid en Liga le lundi 24. L'entraîneur néerlandais devrait récupérer sous peu Sergio Agüero et Ousmane Dembélé, qui ont repris l'entraînement lundi.

Tennis - Indian Wells

**Zverev sort Murray,
Fernandez éliminée**

L'Allemand Alexander Zverev a effacé mardi son aîné écossais Andy Murray au troisième tour du Masters 1000 d'Indian Wells, tandis que le tableau féminin a vu tomber ses principales têtes de série, dont la Canadienne Leylah Fernandez, finaliste surprise du dernier US Open. L'Italien Matteo Berrettini, N.7 à l'ATP, a été sèchement éliminé 6-4, 6-3 en 1h21 par l'Américain Taylor Fritz, 39e au classement mondial, au troisième tour du Masters 1000 qui se joue dans le désert californien. La tête de série N.5 a concédé son service à trois reprises dans le 1er set, avant d'être breaké dès le début du second à 2-1. Berrettini, finaliste de Wimbledon plus tôt dans l'année, a tout de même sauvé quatre balles de match avant de s'incliner face à un adversaire qui l'avait déjà battu il y a deux ans lors de la Coupe Davis à Madrid. Taylor Fritz poursuit donc son chemin à domicile. En huitièmes de finale, il affrontera un autre Italien, Jan-nik Sinner, qui a bénéficié du forfait de l'Américain John Isner. Zverev a pris le dessus sur son

prédécesseur au palmarès olympique, l'Ecossais Andy Murray en deux sets 6-4, 7-6 (7/4). Offrant des points à son adversaire, Murray a jeté sa raquette à plusieurs reprises avec une nervosité qui contrastait avec son adversaire resté placide même lorsque son lacet a craqué dans le septième jeu du deuxième set. A 3-3, l'Allemand a dû finir le jeu avec une chaussure instable, qu'il n'a pu changer qu'au changement de côté, l'occasion pour Murray de prendre une pause aux toilettes. Poussé dans ses retranchements jusqu'au tie-break, Zverev, 24 ans, a finalement pris le dessus sur Murray, son aîné de dix ans. Le 4e joueur mondial affrontera en huitièmes de finale le Français Gaël Monfils, vainqueur du Sud-Africain Kevin Anderson en deux sets 7-5, 6-2. Dans le tableau féminin, l'Américaine Shelby Rogers a éliminé la jeune Canadienne Leylah Fernandez, 19 ans, en trois sets, 2-6, 6-1, 7-6(7/4) en huitièmes de finale. Rogers a vaincu la finaliste surprise du dernier US Open au terme d'un marathon de 2h et 34 minutes.

TF1

20.05 Fugueuse



Série dramatique - France - 2020
Saison 1 - Episode 5/6
Avec Michaël Youn, Sylvie Testud, Fanny Cottencçon, Romane Jolly
La police retrouve le corps d'une adolescente dans une décharge. Les parents de Léa se rendent à la morgue pour l'identifier : il ne s'agit pas de leur fille, mais de Camille. Pendant ce temps, Léa reprend connaissance et sort de l'appartement où avait lieu la soirée de la veille.

2

20.05 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet
«Agences matrimoniales : le retour de flamme» : Les agences de rencontre font leur grand retour après la solitude des différents confinements. Quelles sont leurs méthodes pour trouver l'amour ? • « Petits patrons au grand cœur » : partout en France, des artisans français se mobilisent pour éviter l'expulsion de leurs apprentis de nationalité étrangère.

3 JEUDI

20.05 Montand est a nous



C'est l'histoire d'un petit immigré italien, Ivo Livi, fasciné par l'Amérique, qui rêvait d'être Fred Astaire ou Gary Cooper et qui sera Yves Montand. De l'Alcazar de Marseille au Metropolitan Opera de New-York, l'artiste a effectué une incroyable traversée du 20ème siècle. Il a brillé dans la chanson, au cinéma, et s'est engagé politiquement pour le Parti communiste, avec sa femme, la comédienne Simone Signoret.

CINE +
PREMIER

19.50 Bastille Day



Film d'action - Etats-Unis - France - Luxembourg - Grande-Bretagne - Allemagne - Belgique - Chine - 2016
Avec Idris Elba, Richard Madden, Kelly Reilly, Charlotte Le Bon
Le soir du 14 juillet, Michael Mason, jeune et habile pickpocket américain, détrouse de nombreux touristes qui visitent Montmartre. C'est comme cela qu'il s'empare du sac de Zoé, sans savoir que celui-ci contient une bombe, que la jeune femme projetait de placer dans les locaux d'un parti d'extrême droite. Quand celle-ci explose, Michael, qui s'en sort indemne prend la fuite.

6

20.05 Le meilleur pâtissier



Saison 10
- Les gâteaux sont dans le pré
Présenté par Marie Portolano, Cyril Lignac, Mercotte
Les 14 pâtissiers amateurs en lice vont devoir convaincre Cyril Lignac, Mercotte, et Christelle Brua, meilleure pâtissière du monde 2018 et actuelle chef pâtissière du Palais de l'Elysée. Le défi de Cyril : L'œuf dans tous ses états. Les apprentis fermiers ont 2 heures pour réaliser un œuf en trompe-l'œil plus vrai que nature.

CINE +
FRISSE

19.50 Taxi 2



Film d'action - France - 2000
Avec Samy Naceri, Marc Faure, Frédéric Dieffenthal, Bernard Farcy
As du volant et roi des taxis marseillais, Daniel Morales fait la connaissance de son futur beau-père, le général Bertineau, père de Lilly. Il lui confie une mission : prendre en charge un ministre japonais venu signer un important contrat.

CANAL+

20.08 Dolorès, la malédiction du pull-over rouge



En février 2005, à Marseille, le corps de Corinne Beidl, 42 ans, est retrouvé recroquevillé dans un sac de sport au fond d'un jardin d'un pavillon. L'autopsie révèle que la chef-d'entreprise, qui avait disparu depuis juillet 2004, a été étranglée. L'analyse ADN accuse le propriétaire de la demeure, Jean-Baptiste Rambla. Appréhendé par les enquêteurs, l'homme passe rapidement aux aveux.

RTL9

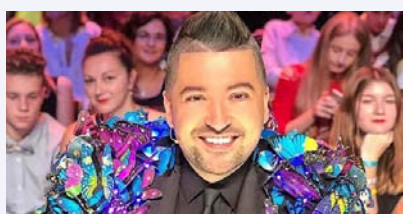
19.55 Dans le noir



Film d'horreur - Etats-Unis - 2016
Avec Teresa Palmer, Maria Bello, Gabriel Bateman, Andi Osho
Le jeune Martin est inquiet, sa mère semble perdre la raison. Et il aperçoit une créature humanoïde tapie dans l'ombre. Pré-nommée Diana, cette dernière assassine le père de Martin dans son entrepôt. Rebecca, la demie-soeur de Martin, accueille alors son frère chez elle. Dans la nuit, elle échappe à une attaque de Diana, et comprend que cette dernière n'apparaît que dans l'obscurité. Elle décide alors de mener l'enquête.

TF1

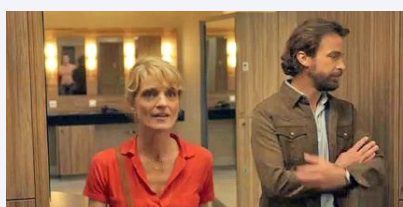
20.05 Danse avec les stars



Présenté par Camille Combal
Chacun installé sur son fauteuil de juge, Chris Marques, Jean Paul Gaultier, Denit-sa Ikononova et François Alu commentent et notent les nouvelles prestations de danse de la soirée : tango, quick-step, salsa, valse, fox-trot... Grâce à leur buzzer, ils ont le pouvoir d'envoyer deux binômes directement à la toute dernière épreuve éliminatoire où trois couples s'affronteront sur le parquet pour défendre leur place dans la compétition.

2

20.05 César Wagner



Série policière - France - 2020
Saison 1 - Episode 2/3
- Sang et eaux
Avec Gil Alma, Olivia Côte, Coralie Russier, Soufiane Guerrab
César Wagner, capitaine de police au sein de la SRPJ de Strasbourg, et son équipe sont appelés sur une étrange scène de crime où une femme a été retrouvée complètement vidée de son sang dans le parc de l'Orangerie.

3 VENDREDI

20.05 Kursk



Drame - France - Roumanie - Canada - Etats-Unis - Belgique - Luxembourg - 2018
Avec Matthias Schoenaerts, Colin Firth, Léa Seydoux
En 2000, à Moscou, Mikhail Averin, Anton Markov et d'autres amis et condisciples sous-marins, n'ont toujours pas touché leur salaire. Aussi, doivent-ils troquer leurs montres de plongée pour financer le mariage d'un des leurs, le jeune Pavel Sonin.

CINE +
PREMIER

19.50 Gravity



Film de science-fiction - Grande-Bretagne - Etats-Unis - Mexique - 2013
Avec Sandra Bullock, Ed Harris, George Clooney, Orto Ignatiussen
Une navette américaine effectue une mission dans l'espace pour réparer le télescope Hubble. A son bord, se trouvent le docteur Ryan Stone, pour sa première sortie en apesanteur, et l'astronaute Matt Kowalski. Suite à l'explosion d'un satellite russe, un nuage de débris percute l'engin.

6

20.05 NCIS : enquêtes spéciales



Série policière - Etats-Unis - 2021
Saison 18 - Episode 14/16
- Quelque chose a changé
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Wilmer Valderrama, Brian Dietzen
Le meurtre d'un capitaine du centre de commandement militaire national, mène les enquêteurs du NCIS à Hassan Sayegh, l'oncle libyen de Phineas. Le garçon n'est autre que l'ancien voisin de Gibbs. Hassan a tenté de pirater le système informatique du NCIS pour recontacter son neveu, qui vit chez ses parents adoptifs.

CANAL+
CINEMA

19.53 Fast & Furious : Hobbs & Shaw



Film d'action - Etats-Unis - Japon - 2019
Avec Dwayne Johnson, Idris Elba, Jason Statham, Vanessa Kirby
A Londres, Hattie Shaw, la jeune sœur de Deckard, mène un commando du MI-6 chargé de mettre la main sur un dangereux virus. Mais ils sont rattrapés par Brixton, un criminel équipé d'une armure qui le rend aussi indestructible que dangereux.

CANAL+

20.09 Adieu les cons



Comédie - France - 2020
Avec Virginie Efira, Albert Dupontel, Philippe Uchan, Laurent Stocker
A 43 ans, Suze Trappet, apprend qu'elle est atteinte d'une maladie qui ne lui laisse plus que peu de temps à vivre. Elle décide alors de retrouver son fils. Parallèlement, Jean-Baptiste Cuchas, la cinquantaine, brillant chef de la sécurité informatique d'une administration française, déprimé fortement quand il comprend qu'on le pousse vers la sortie.

RTL9

19.55 Max Payne



Film d'action - Etats-Unis - Canada - 2008
Avec Mark Wahlberg, Mila Kunis, Ludacris, Beau Bridges, Donal Logue
Depuis que sa femme, Michelle, et leur bébé ont été assassinés, le policier new-yorkais Max Payne n'a qu'une obsession : retrouver les coupables. Mais le dossier a été classé par les autorités comme affaire non résolue, et Max est désormais seul. Il n'a de cesse d'exploiter tous les bas-fonds de la ville.

**Bélier** 21-03 au 20-04

Même si votre partenaire ou vos collaborateurs vous demandent une attention particulière, ne perdez toutefois pas de vue l'élaboration de vos projets.

**Taureau** 21-04 au 21-05

Le travail tient en ce moment beaucoup de place dans votre vie. De plus, vous avez aujourd'hui l'occasion de tirer des plans sur la comète pour aller un peu plus loin.

**Gémeaux** 22-05 au 21-06

Voilà une période où les plaisirs, les loisirs et les jeux prennent beaucoup de place. Pourquoi ne pas prévoir un long week-end ou un voyage d'agrément ?

**Cancer** 22-06 au 22-07

C'est la famille, le foyer ou le patrimoine qui restent en ce moment au centre de vos préoccupations. Les questions d'argent doivent être soigneusement étudiées.

**Lion** 23-07 au 23-08

On apprécie grandement votre capacité à communiquer, ce qui permet de bons échanges avec votre conjoint ou vos collaborateurs sociaux. Tenez compte de leur avis.

**Vierge** 24-08 au 23-09

C'est le moment de mettre en avant vos dons et de faire valoir la qualité de votre travail. Une petite augmentation en perspective ? Tout au moins des compliments...

**Balance** 24-09 au 23-10

N'ayez crainte d'afficher votre tempérament et votre personnalité, car votre pouvoir de création gagne à être remarqué. D'autant qu'aujourd'hui, votre expression personnelle est à l'honneur.

**Scorpion** 24-10 au 22-11

Depuis quelque temps, vous préférez vous isoler afin de faire le point. Mais quand vous l'aurez fait, pensez dès demain à sortir un peu de votre maison.

**Sagittaire** 23-11 au 21-12

Actuellement, vos projets avancent et vos amis vous sollicitent pour des soirées où les discussions intéressantes ne manquent pas. Soyez à l'écoute.

**Capricorne** 22-12 au 20-01

En ce moment, vous mettez toute votre énergie dans vos objectifs sociaux. Et cela finira par payer car vous pensez à augmenter votre capital ou vos acquis.

**Verseau** 21-01 au 18-02

Vous avez envie d'entreprendre autre chose, ou de voyager afin d'élargir vos divers horizons. Mais en attelant la charrue avant les boeufs, cela pourrait vous rendre morose !

**Poissons** 19-02 au 20-03

Vous traversez une crise salutaire car elle vous permet de prendre conscience de ce qui n'allait pas dans votre vie. Silence et méditation sont conseillés.

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 8180

EVOLUTION, DEVELOPPEMENT, AVANCÉE								TRANSPIRE	ALLER EN SDF
						ARROSAGE NATUREL	PAYSAGE		
			COURS D'EAU						
			INTELL. ARTIFICIELLE					COMPLET	BIEN AVANT L'HEURE
				PALMPEDE					
				SAINT					
				SIGNER					
		QU'EST-CE QU'ON MANGE ?				EN AVANT TOUTE PERIODE			
		PRONOM							
				H COMME HELLENE			ESQUIVE	ARME BLANCHE	
				ARTICLE					
					AIMABLE, COMPLAISANT				INFINITIF
					TEL QUEL				SIGNE MUSICAL, HAUSSE LA NOTE
		RADIUM							
		CONTRACTÉ							
CHEMINS							BOUT DU PIED		
PARÉ, BIEN DISPOSÉ							REMUE		
					ENTREE D'ECOLE			S'EN PAYER UNE TRANCHE!	
					GROUPE DE DEUX			SAISON PASSEE	
		SENTIR MAUVAIS		MELODIE		DEMONSTRATIF			
		SUD-OUEST		BONNE MENTION		FAIT PARLER DE LUI			
			PREPOSITION						
			DES ENNUIS !						
								REGLE	
								LOTIERIE DE SOCIETE	

CROISÉS N° 8180

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Ah malheureux !
- Salle d'attente avant le départ. Grecque.
- Fait un bon tour.
- Une belle qui donne des idées.
- A connu un four. Raser.
- Deux à trois. Sortie de l'enfance. Prise en main.
- Ont leur propriété comme base.
- De noble, de basse extraction. Passe en bloc. Plus qu'ouvrier.
- Elle est facile à peler.
- On l'a bien crue.

Verticalement:

- Des airs qui se veulent avantageux.
- A fait le ménage à grande eau. Tour d'écu.
- Un putois albinos ! Du flan.
- Du tout venant.
- Première à avoir le César. Partisan.
- Payant...qui ne paie pas ! Tombée du règlement.
- Comme des méduses. Certain.
- Forme d'entreprise. Préposition. Y va.
- Note de musique. Huîtres.

E	E	L	B	M	O	C	E	R	C	O	R	C	C	A
N	T	E	T	C	E	G	C	T	E	N	N	O	B	T
E	W	U	N	I	R	G	O	I	A	T	M	D	E	O
F	M	O	O	I	A	A	A	L	R	P	N	M	E	V
R	R	P	L	R	A	R	I	R	T	C	P	I	E	E
G	E	A	R	C	E	B	T	E	A	S	U	T	O	R
B	S	D	I	I	H	I	U	R	M	G	T	I	E	P
R	S	E	O	C	S	R	N	A	O	E	O	G	T	R
A	I	C	N	R	H	O	T	N	L	P	N	S	E	O
N	V	A	S	E	I	E	N	U	O	E	I	T	S	S
D	R	R	N	S	R	V	M	N	V	B	A	E	E	E
I	A	G	S	N	I	A	R	E	E	T	R	G	R	M
J	E	I	I	S	R	U	S	E	N	R	R	A	A	E
R	M	T	E	E	I	T	R	O	S	T	A	U	H	R
E	E	E	T	I	L	I	B	A	M	A	P	N	P	C

FOUILLIS N° 8180

ACCROC – AMABILITE – AMULETTE – AUBAINE – BONNET – CHARBONNIER – CIRCUIT – CLOWN – COMBLE – COMPTEUR – CRAIE – CRÈME – EMISSION – EMPRISONNER – FRAICHEMENT – GARAGE – GOSSE – GRACE – JARS – LOGO – MATERNITE – NUAGE – ONDEE – PARRAIN – PATE – PHARE – POINTER – PREVOT – PORTRAIT – PROSE – RANCH – REGNE – RODER – ROUTE – RUSE – SERVIR – SORTIE – TATER- TEMPS – VENGER – VISEE – VISSER

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un fromage à pâte molle.
- Mon 2e est un habit fait à la main. Mon tout est un bandit.

1	R	2	A	3	P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26			

11	4	17	4	9	14	2	7	1	4
8	10	1	5		4	5	6	8	16
9		2	5	4	5		4	17	8
17	4	13	4	2	10	18		9	5
10	11	13		10	9	4		4	5
4		2	3		7	9	6	1	2
10		6	4	5	5	8	9		7
1	4	7	9	4		3		8	5
	7	16	7		3	19	2	5	4
5		2	12	10	5	8	9	5	
2	14	10	11	4		12	7	4	9
15	4	18	4		15	7	5	10	
4	6			12	10	4		18	7
10	6	7	11	4			4		11
1	4	5	10	11	6	2	9	6	4

CODÉS N° 8180



LES SOLUTIONS

CROISÉS N°8179

R	E	S	P	I	R	E	R	A
E	S	T	I	M	A	T	I	O
V	S	S	I	T	E	M	O	
O	U	F	T	E	S	S	O	N
L	I	G	N	E	E	A	N	
U	E	O	S	A	L	L	E	
T	E	T	G	R	O	O	M	
I	G	N	E	S	A	P	T	E
O	R	T	E	I	L	E	I	N
N	E	E	S	O	U	E	S	T

SUDOKU N°1179

9	4	8	3	6	7	1	5	2
7	1	5	2	8	9	3	4	6
6	3	2	1	4	5	8	7	9
2	8	6	5	3	4	9	1	7
3	7	9	8	1	6	4	2	5
1	5	4	9	7	2	6	3	8
5	2	1	6	9	3	7	8	4
4	6	3	7	2	8	5	9	1
8	9	7	4	5	1	2	6	3

FLECHES N°8179

M	O	U	C	H	O	I	R	K
A	R	T	I	D	S	T	E	A
N	G	A	L	O	P	T	S	I
E	R	E	S	O	I	T	P	L
R	E	C	E	P	E	U	R	A
C	O	U	T	E	R	N	A	
H	S	O	T	R	L	M		
E	N	B	E	F	I	L	M	
N	O	T	R	E	E	U	E	
E	S	E	P	I	N	E		

FOUILLIS N° 8179

1	C	2	O	3	T	4	A	5	N	6	U
7	I	8	R	9	L	10	E	11	S	12	P
13	M	14	V	15	D	16	Y	17			
19	20	21	22	23	24						

CODÉS N° 8179

1	C	2	O	3	T	4	A	5	N	6	U
7	I	8	R	9	L	10	E	11	S	12	P
13	M	14	V	15	D	16	Y	17			
19	20	21	22	23	24						

SUDOKU N° 1179

2		7							
	3						1		
	1		4	7	3	6	9	2	
	7			4					
	4	8		1		7			
6				2		8		9	
	2			3			6		
	8		6			2			
7	6					9	5	1	

Le Kremlin satisfait du dialogue naissant avec Washington



Le Kremlin s'est dit satisfait mercredi du dialogue naissant avec Washington sur divers sujets comme le contrôle des armements ou la cybersécurité, un commentateur intervenant en pleine visite d'une haute responsable américaine.

"Tout cela se développe plutôt pas mal, c'est un point positif concernant le développement de nos relations bilatérales", a relevé Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe, lors de son briefing téléphonique quotidien avec la presse.

"Se parler est important, il ne faut pas se lamenter juste parce que des percées n'interviennent pas immédiatement", a-t-il ajouté, relevant que les "écuries d'Augias dans les relations bilatérales" étaient bien trop nombreuses pour aboutir rapidement à des accords concrets.

Mais pour M. Peskov, la venue de la numéro trois de la diplomatie américaine Victoria Nuland pour des pourparlers mardi au ministère des Affaires étrangères et mercredi au Kremlin est "utile".

Ces rencontres interviennent après le sommet de Joe Biden et Vladimir Poutine en juin à Genève, lors duquel ils se sont entendus pour relancer le dialogue dans les domaines d'intérêt commun en dépit de tensions croissantes sur une multitude de sujets.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Libye: 25 corps découverts dans de nouveaux charniers



Vingt-cinq corps non identifiés ont été découverts à Tarhouna, une ville de l'ouest de la Libye où plusieurs dizaines de charniers ont été mis au jour depuis l'été 2020, a annoncé mardi l'autorité libyenne en charge des disparus.

"Cinq charniers ont été découverts" d'où ont été exhumés 25 corps, a précisé cet organisme dans un communiqué.

Cette annonce intervient une semaine après la découverte de dix cadavres dans cette même petite localité à vocation agricole, où environ 200 dépouilles ont été retrouvées dans des charniers depuis l'année dernière. Une mission d'enquête d'experts de l'ONU a conclu le 4 octobre à des "crimes de guerre" et "crimes contre

l'humanité" commis depuis 2016 dans le pays.

L'existence de charniers avait, elle, été signalée pour la première fois après le départ de la ville en juin 2020 des forces du maréchal Khalifa Haftar. Ces forces tentaient depuis avril 2019 de conquérir, en vain, la capitale Tripoli, à 80 km plus au nord-ouest et où siégeait l'ancien gouvernement reconnu par l'ONU.

Perpétuité confirmée pour 32 condamnés dans la "tentative d'assassinat" de Sissi



Un tribunal militaire égyptien a confirmé mercredi la condamnation à perpétuité de 32 personnes accusées d'avoir planifié une "tentative d'assassinat" du président Abdel Fattah al-Sissi et d'un ex-prince héritier saoudien en 2014, a indiqué leur avocat. M. Sissi effectuait alors un pèlerinage à La Mecque ainsi que Mohamed ben Nayef, alors prince héritier saoudien qui avait également été visé par la même "tentative d'assassinat", selon des comptes-rendus d'enquête du parquet égyptien repris par des journaux lors de l'ouverture du dossier en 2016.

Mardi, l'avocat Khaled al-Masri a indiqué sur Facebook qu'un tribunal militaire avait "rejeté l'ensemble des appels interjetés dans l'affaire (...) et confirmé les verdicts tels qu'ils ont été prononcés, excepté pour deux prévenus dont la peine a été réduite à 15 ans d'emprisonnement". En juin 2019, plus de 290 personnes avaient été condamnées à des peines de prison dans cette affaire: 32 d'entre elles ont écopé de la prison à vie, soit 25 ans en Egypte, 264 autres de peines allant de trois à 15 ans d'emprisonnement, tandis que seulement deux avaient été acquittées.

Explosion au port de Beyrouth : nouvelle suspension de l'enquête



Soumis à des pressions croissantes de la classe politique libanaise, le juge chargé de l'enquête sur l'explosion au port de Beyrouth a de nouveau été contraint mardi de suspendre ses investigations, après avoir émis un mandat d'arrêt à l'encontre d'un député. L'explosion, survenue le 4 août 2020 et causée par le stockage sans mesures de précaution d'énormes quantités de nitrate d'ammonium, a fait au moins 214 morts, plus de 6.500 blessés et dévasté plusieurs quartiers de la capitale.

Pointées du doigt pour négligence criminelle, les autorités ont rejeté toute investigation internationale et sont accusées par les familles des victimes et des ONG de torpiller l'enquête locale pour éviter des inculpations. Et les responsables politiques refusent d'être interrogés par le juge.

Lundi, le juge Tareq Bitar a été la cible d'une violente attaque verbale de Hassan Nasrallah, chef du puissant mouvement armé Hezbollah, qui l'a accusé de politiser l'enquête et demandé son remplacement par un magistrat "honnête et transparent".

Washington salue le nouveau gouvernement tunisien



Les Etats-Unis ont salué mardi la nomination d'un nouveau gouvernement en Tunisie, estimant qu'il s'agissait d'une "étape positive" vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel qu'ils réclament après le coup de force du président Kais Saïed.

"Le nouveau gouvernement, qui comprend dix femmes ministres, est une étape positive en vue d'affronter les importants défis économiques, sociaux et sanitaires auxquels le pays est confronté", a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine Ned Price devant la presse.

"Nous espérons qu'il sera suivi d'autres annonces pour

mettre en place un processus largement inclusif en vue d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel", a-t-il ajouté.

En pleine crise socio-économique et sanitaire et après des mois de blocage politique, le président Saïed a invoqué le 25 juillet un "péril imminent" pour limoger le gouvernement et suspendre le Parlement avant de s'arroger les pleins pouvoirs. Des mesures dénoncées comme un "coup d'Etat" par ses opposants et des ONG. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le gouvernement, qui a prêté serment lundi, est dirigé par une femme, l'universitaire Najla Bouden.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UNE FEMME À TOUT PRIX

Il est des points existentiels au cœur de la société algérienne dont on a l'air d'occulter en restant coincé dans la fatalité mais qui conditionnent le plus important segment de la vie. On ne mesure pas l'importance des effets sociaux et économiques néfastes qu'ils induisent pour dérouter à la base un projet d'existence pour la population. Ils peuvent fausser les grands calculs des gouvernances par les dogmes qu'ils imposent car ils reposent sur une mauvaise compréhension d'une recommandation de la religion.

Le mariage, dit-on en préambule rigide, est une obligation sacrée. Quoi de plus naturel certes qu'un homme et une femme s'unissent pour construire et renforcer la morale conforme d'une union. L'unisson pour fonder un foyer est une étape naturelle, architecture

biologique sans conteste, d'abord pour la stabilité et l'équilibre physiologiques de l'humain. Mais elle est fondamentalement un sérieux engagement et une lourde responsabilité. Or il est constaté qu'un large pan de la société, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, se livre par précipitation réellement inconsciente dans des épousailles sans au préalable avoir l'assurance et la garantie de moyens élémentaires de subsistance face aux lendemains de plus en plus difficiles. Le phénomène est si criard qu'il laisse entrevoir un profond dérèglement sociétal aux incidences multiples sur la marche du pays.

Le chômeur en total désarroi, n'ayant aucun savoir-faire pour se nourrir et ne pouvant lui-même se prendre en charge en se ruant vers des noces à tout prix ne fait que se livrer à une inculture que la religion elle-même n'accepte pas. Certains laissés-pour-compte par le sort dans la déveine du grand besoin poussent l'inconscience jusqu'à verser dans la mendicité pour prendre femme. Ils savent pourtant qu'ils creusent un abîme pour leurs futures progénitures dont elles ne se dégageront pas.

La persistance de ce qui est devenu une véritable tare sociale se déploie en s'élargissant en enfantant non seulement une génération mal accomplie mais aussi les maux et les plaies lacérant la société dans son entier.